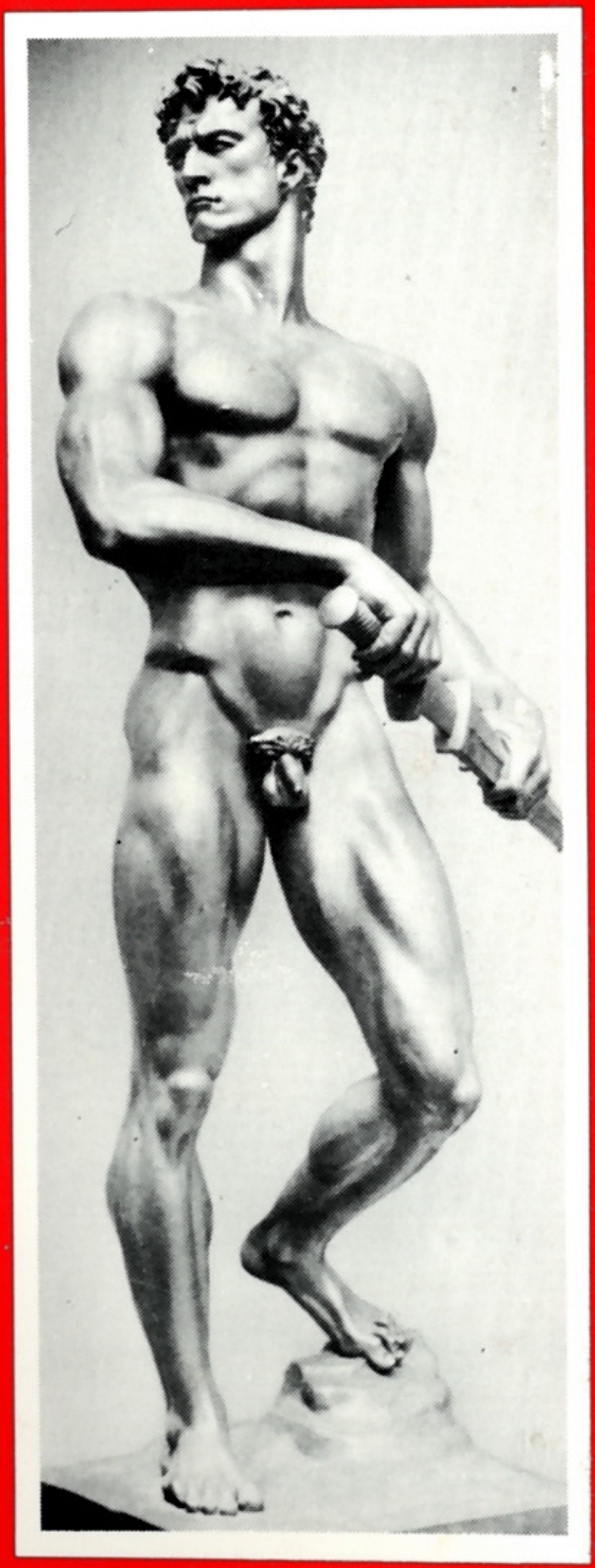
RENÉ BINET

SOCIALISME NATIONAL CONTRE MARXISME



SOCIALISME NATIONAL
CONTRE
MARXISME

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES
PSYCHOSOMATIQUES, BIOLOGIQUES ET RACIALES

AKADEMIE FÜR PSYCHOSOMATIK, BIOLOGIE UND RASSENKUNDE

Dans la même collection

PRÉCIS DE BIOPOLITIQUE
par Jacques de Mahieu

NOUS AUTRES RACISTES
par G.-A. Amaudruz

LA MÉDECINE NATURELLE
par Jacques Baugé-Prévost

LE CELTISME, L'ÉTHIQUE
BIOLOGIQUE DE L'HOMME BLANC
par Jacques Baugé-Prévost

NATUROTHÉRAPIE, méthode naturelle de santé
par jacques Baugé-Prévost

CONTRIBUTION À UNE ÉTHIQUE RACISTE
par René Binet

INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
Case Ville 2428
1002 Lausanne, Suisse

SOCIALISME NATIONAL CONTRE MARXISME

RENÉ BINET

ÉDITIONS CELTIQUES
Montréal, Québec
et
INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
Case Ville 2428, 1002 Lausanne, Suisse

Reproduction interdite

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective ; Et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement des ayants droit ou ayants cause de l'auteur décédé, est illicite (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

1978 Marie Binet
6 rue Roger Mordrel
94140 Alfortville
France

Reproduction et traduction, même partielles, interdites, sauf accord de Marie Binet. Tous droits réservés pour tous pays, y compris l'URSS et les pays scandinaves.

Photo de couverture : "*Être prêt*" d'Arno Breker - Breker-Édition Marco©, D-53 Bonn, Händelstrasse 12.

PRÉFACE

*Au mois d'août 1975, L'Institut supérieur des Sciences psychosomatiques, biologiques et raciales, fondé à Barcelone en 1969 par Le Nouvel Ordre Européen, publiait une oeuvre inédite et posthume de René Binet : "*Contribution à une éthique raciste*".*

*En éditant aujourd'hui "*Socialisme national contre marxisme*", presque nouveau puisque multicopié et diffusé modestement en 1950, nous ne nous acquittons pas seulement d'une dette de reconnaissance envers l'un des fondateurs du Nouvel Ordre Européen, mais nous croyons servir la cause de notre race en mettant à la disposition de ses défenseurs d'importantes armes spirituelles.*

*Cet ouvrage diffère des nombreuses critiques du marxisme par le fait capital qu'il juge en fonction de la défense de la communauté raciale. Nous trouvons ici, comme dans "*Contribution*", le principe qui permet de poser et de résoudre les problèmes. Mais, tandis que "*Contribution*" s'attache à la partie éternellement valable de notre conception du monde : Le service d'une race qui non seulement ne veut pas mourir, mais poursuivre l'ascension vers la souveraineté, la grandeur, la beauté et parvenir aux plus hauts sommets de la vie sur notre planète, le présent ouvrage combat le principal adversaire idéologique, le marxisme, qui, postulant l'égalité entre les hommes, contredit la réalité biologique en général et ethnique en particulier.*

Le message de René Binet restera donc actuel, tant que subsistera le marxisme, c'est-à-dire aujourd'hui plus que jamais.

Certes, il visait plus précisément la forme stalinienne de l'idéologie adverse. Comme ce monolithisme, aujourd'hui, s'est perdu et qu'on rencontre une multitude de marxismes, ce livre-ci ne sera-t-il pas périmé ?

*Tout d'abord, la diversité chez les communistes réside davantage dans les buts géopolitiques auxquels les doctrines servent d'alibi. Ainsi, entre Russes et Chinois, le vrai problème s'appelle Sibérie, alors que la curieuse querelle sur le révisionnisme sert de prétexte. Le gros des édifices théoriques rouges subsiste. Par conséquent, la critique générale du communisme dans "*Socialisme national*" vaudra toujours pour nous.*

Ensuite, le stalinisme, sous d'autres noms, restera l'un des pôles du marxisme. En effet, la dictature fortuite d'un "numéro un" quelconque peut logiquement succéder aux oligarchies cafouilleuses qui, par exemple, dirigent l'Union soviétique depuis la chute de Khrouchtchev. Aucun régime communiste n'a su, jusqu'ici, résoudre le problème du renouvellement des élites ; L'erreur doctrinale de l'"égalité des hommes" rend la solution pratiquement impossible. L'aiguille des boussoles rouges oscillera donc sans cesse entre l'incohérence et — le stalinisme.

La critique du stalinisme s'appliquera donc, aujourd'hui encore, si la boussole le veut, à d'importants aspects des marxismes. Seulement, son utilisation exigera du jugement. Le militant averti, capable de réflexion et de critique, y trouvera un arsenal extraordinaire, vu l'expérience de René Binet dans ce domaine. S'il parvient à discerner la proportion de stalinisme d'un régime donné, les armes ne lui manqueront pas.

Mais l'essentiel de l'oeuvre se situe encore plus loin. Dans l'opposition constante de notre conception du monde à la doctrine critiquée. En démolissant Marx, René Binet construit le social-racisme. Et avec une précision que seule permet une critique acérée.

L'âme de la race réagira au contact de la décadence. Mieux qu'un ensemble d'abstractions exsangues, l'expérience de l'abject, du bestial guidera quiconque possède la conscience de son sang.

Et René Binet restera un guide sûr pour les générations à venir. Il a toujours marché droit au but. Son indomptable volonté vibre encore dans les textes qu'il nous laisse. À une époque où la décadence ronge la volonté de nos peuples, cet exemple, le contact de cette volonté, l'évocation de ce grand rêve, réalité de demain, mèneront au réveil de la race.

Aussi demandons-nous au lecteur de faire circuler ce livre. Et si possible qu'un second exemplaire, relié, dans une bibliothèque choisie, serve de message aux siècles futurs.

G. -A. Amaudruz

AVERTISSEMENT

Les notes qu'on trouvera ici n'ont pas été écrites pour les théoriciens chevelus ni pour les hommes qui vivent en dehors du temps.

Elles sont livrées aux militants, aux combattants, qui voudront seulement y puiser des arguments et y trouver des armes pour leur combat.

Recueil de notes rédigées tour à tour dans les prisons françaises et la captivité allemande, la forme de cet ouvrage pourra choquer ceux qui tiennent à l'académisme des formes.

Dans la mesure où ces notes se complètent et se chevauchent, on y trouvera certaines redites mais les militants qui les prendront en mains pourront aussi tenir chaque article pour un tout, sans devoir le rattacher nécessairement à l'ensemble.

Résolu par conséquent à tourner le dos et à m'opposer aux coupeurs de cheveux, aux hystériques de la théorie, aux intellectuels "prédestinés", je demande à ces derniers de ne pas dépasser la préface d'un recueil qui n'est pas fait pour eux et de ne pas plus longtemps gaspiller leur temps si précieux.

Quant aux autres, à tous les camarades connus et inconnus qui en useront, je souhaite leur donner le moyen d'élargir une lutte nécessaire et urgente pour libérer le socialisme de l'hypothèque marxiste, en même temps que de ceux qui planent dans les nuées au-dessus de la mêlée.

René Binet

L'HOMME OU LA CLASSE ?

Quand j'ai dit pour la première fois, au mois de mars 1938 [1] que Staline devrait avant peu conclure un traité d'alliance avec Hitler, ceux qui lurent cela haussaient les épaules, ou se gaussaient. Monsieur Pierre Cot, alors radical, était à Moscou pour le compte du Gouvernement français et les diplomates transfuges de l'URSS n'avaient pas encore publié le compte rendu de leurs tractations secrètes avec l'Allemagne nazie.

On ne comprit pas alors, ou on ne voulut pas comprendre dans certains milieux, que je faisais plus que d'user d'un paradoxe polémique, mais que j'apportais la conclusion d'un raisonnement précis, appuyé sur une analyse solide. Les marxistes hirsutes et moi avions déjà cessé de parler le même langage. J'avais dépassé depuis longtemps l'étroitesse de leur conception purement économique du monde et de l'histoire.

Comment avais-je reconnu tout à coup une tendance nouvelle et où avais-je découvert un aveu de faiblesse dans la théorie stalinienne et ses applications russes ?

Il y avait eu tout d'abord, — mais était-ce suffisant — la déclaration de Staline : "Ce sont les cadres qui décident de tout !", "Il y a un capital plus précieux que tous les autres : C'est l'homme", mais cette déclaration datait de 1931 et, peu commentée sous son sens véritable, elle était tombée littéralement dans le vide.

Entre-temps, toutefois, nous avions vu publier la nouvelle constitution soviétique. Pour terminer enfin ce tableau nouveau, les grands procès avaient recommencé depuis deux années à Moscou. Les fusillades, les déportations, les suicides plus ou moins spontanés, succédaient aux aveux tout aussi spontanés et aux repentirs suivis d'exécutions spectaculaires.

Les théoriciens ou prétendus tels du marxisme ébauchaient des explications plus ou moins échevelées à côté des interprétations officielles d'agents communistes du Guépéou en France. Des évasions de l'URSS, des démissions bruyantes dressaient les pères de l'église marxiste contre le Pape soviétique. Pas un de ces casuistes exercés ne parvint à donner une explication claire de la situation et du développement soviétique.

Rappoport, la barbe en bandoulière et mâchant ses mots, démissionnait en signe d'amitié à Boukharine, pendant que Victor Serge et Souvarine entonnaient un hymne aux morts. Les trotzkystes hurlaient au complot policier, en gens qui s'y connaissent. Pas un n'analysait *politiquement* la contradiction réelle du stalinisme parce que pas un n'osait ou ne savait abandonner les fondements sacro-saints de la religion marxiste.

On restait "défensiste", ou l'on devenait "défaitiste" à l'égard de l'URSS. On la voyait impérialiste ou précapitaliste, Trotzky continuait d'y trouver avec beaucoup d'une candeur

1 - «*Le Prolétaire*», mars 1938.

peut-être inspirée par l'ambassade, les "bases fondamentales d'une société marxiste". Tous ne regardaient cela que du point de vue platement économique.

J'avais au contraire acquis la certitude théorique, doctrinale, et non seulement sentimentale et a priori, que non seulement c'est l'homme qui fait l'histoire comme le dit Marx, que c'est l'homme qui détermine l'économie, mais qu'au-delà des lois du développement, des lois sociales historiques et autres, au-dessus d'elles et antérieures à elles, règnent les lois du développement humain. Lois biologiques qui subordonnent toutes les sociétés en voie de progression à un impératif de sélection individuelle avant de régler les rapports sociaux des individus et des sociétés. Impératif de sélection, devant lequel la lutte de classe s'estompe si elle ne disparaît pas complètement. Seule la notion de hiérarchie des individus et des races était capable de résoudre tous les antagonismes sociaux en créant la hiérarchie équitable des valeurs individuelles.

Je n'étais alors pas en situation d'exprimer aussi nettement qu'aujourd'hui le résultat de mon analyse. Il m'était au moins possible de prendre note d'un aveu du stalinisme d'impuissance à surmonter ses difficultés EN RESTANT FIDÈLE À LA THÉORIE PRIMITIVE. Staline lui-même avait dû reconnaître publiquement qu'il fallait renoncer à l'application des principes et qu'il fallait renoncer à résoudre le véritable problème du développement individuel dans le cadre d'un régime marxiste. Aveu de paroles, aussi et, surtout, aveu des faits.

Qu'on ne nous dise pas, — car ce seront les arguments qu'on nous opposera — que le marxisme "vivant" n'impose aucun schéma de principe et qu'il ne fait aucune prévision quant à la forme que doit prendre la société après la révolution. Il lui impose au moins la domination "provisoire" d'une classe sur les autres pour les faire disparaître. Cela s'appelle dictature du prolétariat. C'est cette structure de l'état qui était mise en question par les déclarations successives de Staline d'abord, par la constitution de 1936 ensuite.

Le premier aveu, le premier recul, avait été sa déclaration que les cadres seuls sont décisifs. En apparence, cette déclaration n'était pas en contradiction avec le "rôle dirigeant du parti" dont parlait Lénine. La différence, en apparence subtile, était que le parti "était à l'origine, et en principe, un parti de classe" alors que "les cadres pouvaient être au contraire des cadres, capitalistes d'origine, ou même importés". C'était avouer que la classe ne suffisait pas à engendrer "ses" cadres. C'était avouer qu'au-dessus de la classe, il y a le peuple. L'homme apparaissait en tant que valeur individuelle, en contradiction avec la théorie. Il était déterminé par la technique et non par l'appartenance à une classe ; Sélectionné par son aptitude à la création et à la direction, quelle que fût son origine sociale, *l'homme au-dessus des classes*. Mais encore, cet homme "au-dessus des classes" n'apparaissait qu'en vertu d'une réalité plus vaste : Il était au service de tout le peuple car il ne pouvait être au service de la classe seule. C'est le peuple qui apparaissait à son tour comme réalité, au-dessus des classes.

Un stalinien endurci va me retourner que c'est à cela que tend la dictature du prolétariat : Le prolétariat devant se confondre peu à peu avec l'ensemble du peuple. Ce serait vrai si cela ne se passait pas en présence du capital international et surtout si les survivances capitalistes intérieures n'étaient pas suffisantes pour justifier d'année en année des épurations massives jusque dans le parti.

Naturellement, ce qui, pour quelques-uns dont je suis, devenait une conclusion évidente du point de vue théorique, ne le devenait nullement pour les marxistes ni surtout pour la phraséologie de Staline lui-même. La nécessité de faire survivre son régime, lui imposait

des concessions qui semblaient de pure forme, superficielles, provisoires, et sans conséquence. Il ne les reliait aucunement à un développement principiel puisque ç'eût été la condamnation de sa propre doctrine.

Un autre aveu est contenu pourtant dans les procès de Moscou, bien que de façon implicite. Un chef isolé, un homme seul, pouvait, d'après Staline et le Guépéou, par sa seule décision, son seul poids, son unique influence, menacer un empire de 170 millions d'habitants. Tel était l'aveu. Comment donc, dans un état où les forces de classes soigneusement mesurées et calibrées, équilibrées et dominées, orientées par un parti totalitaire, étaient seules décisives parce que complètement reconnues et réduites en lois, dans un tel état, disais-je, il suffisait d'une bonne volonté individuelle pour que tout l'édifice, que tout l'ordre soit mis en péril ? Le prolétariat conscient, après vingt et vingt-cinq ans de pouvoir, était incapable de jugement suffisamment sain pour repousser les conseils pernicieux des "vipères lubriques" ? Seules la police et la mort pouvaient empêcher lesdites "vipères lubriques" de le tromper ? Il faut admettre que cette attitude semblait curieuse car elle était la reconnaissance implicite et l'application du "Führer-Prinzip" national-socialiste.

Un chef pouvait modifier l'ordre social dans un peuple de 170 millions d'habitants. Un seul chef disparaissait et tout était rétabli. Enfin, ce chef était responsable personnellement de sa politique et non plus la classe collectivement ; La classe dont il était membre.

Enfin, l'homme n'était plus le produit de son milieu et de son époque, sans quoi il eût été soviétique jusqu'au bout des ongles et il eût représenté le prolétariat victorieux.

Ce n'étaient plus les forces de classes qui déterminaient la société, ce n'étaient plus les classes qui déterminaient l'homme. Au contraire, certains hommes, les "chefs", pouvaient, dans certaines conditions, déterminer toute la société, hors des considérations et des rapports de classes.

Une telle constatation, volontaire ou non, dans l'attitude de Staline et des siens, inversait tous les rapports habituels et, semble-t-il, ne pouvait décemment être admise par aucun marxiste conséquent. Pourtant la vie était là, pour en démontrer la nécessité impérieuse, la réalité brutale et décisive.

Au moment où les hérétiques étaient assassinés, et où Staline se croyait débarrassé de l'hérésie, celle-ci renaissait chez Staline lui-même, et de la façon la plus inattendue, par les concessions que la lutte contre l'hérésie lui avait imposées. La vie bousculait la théorie. C'était, une fois de plus, la nécessité de marcher qui démontrait l'existence du mouvement, contre les sophistes de la Providence — fatalité historique.

Cependant, l'obligation pour les dirigeants du soviétisme de se plier aux nécessités de la personne individuelle et au facteur biologique dans l'histoire, ne les a pas conduits pour autant à réviser les bases de leur doctrine ; Parallèlement aux reculs de plus en plus grands dans le domaine pratique, les affirmations résolument marxistes continuent d'avoir cours et c'est l'une des raisons essentielles de la transformation véritable du marxisme en une sorte de religion destinée à l'usage externe et purement formelle.

La reconnaissance pratique, sinon principielle, de ce désaccord entre la vie et la théorie, menait, dans le domaine de la politique internationale, à un système empirique et sinueux, alliant tour à tour l'aveu d'une nécessité qu'on voudrait momentanée et le retour après remords à un semblant d'orthodoxie doctrinale. C'est précisément ce que nous avions prévu dès 1938 quand nous annoncions le futur accord Hitler-Staline.

Le développement ultérieur des événements ne fut encore que la vérification de ce point de vue et de cette analyse ; Deux races se trouvant en présence devaient tôt ou tard se mesurer pour la domination des espaces économiques indispensables à leur subsistance et pour la vie nue elle-même.

L'ignorance de cette réalité est la base de l'incompréhension par trop d'Européens de la situation réelle et des obligations qu'elle impose pour l'Occident civilisé.

Ce pourra être aussi l'orgueil de notre époque que d'avoir vu s'unir ceux qui ont pris conscience de cette situation et qui, dans l'Europe entière, se sont faits les champions de leur culture et de leur civilisation.

LE STALINISME, CAPITALISME DU XX^{E} SIÈCLE

Il est remarquable que le système marxiste considère que c'est l'économie qui décide de la vie des hommes et de la structure de leur société. L'homme lui-même n'intervient pas dans la construction de la société. Il n'a aucun idéal à avoir, on pourrait même dire aucune passion particulière. L'économie, et l'économie seule, décide.

Que dit Marx à ce sujet :

> "L'ensemble des rapports de production crée la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle peut s'élever une construction juridique et politique."

Et il ajoute :

> "Ce sont uniquement les conditions de production et de la vie matérielle qui déterminent le processus de la vie politique, sociale et intellectuelle."

Ce n'est pas, en conséquence, parce qu'un homme est intelligent et qu'il a quelque chose à dire, qu'il agira, mais c'est parce qu'il a un ventre et des besoins matériels qu'il créera une oeuvre dans le domaine intellectuel. Le facteur économique du développement de la société est le noyau central de toute la conception marxiste.

Ce facteur économique est la pierre angulaire de tout le système, la force motrice unique qui meut toute la société capitaliste mais qui meut aussi toutes les sociétés qui ont existé jusqu'à ce jour, et qui mouvra toute la société future.

Bien plus, ce n'est pas le facteur économique en général qui soulève le monde, c'est quelque chose de plus étroit, et de plus mince encore, c'est, selon Marx : "L'ensemble des rapports de production et seulement cela". Là est exprimée toute la conception fondamentale du marxisme puisque l'intelligence humaine n'est elle-même, selon eux, qu'un produit du milieu social.

C'est, en effet, le facteur économique qui détermine la vie de la société chez les capitalistes. C'est la richesse qui détermine la valeur affirment-ils, et, selon la parole de l'homme d'affaires américain, un homme vaut tant et tant de dollars suivant sa fortune. Les marxistes disent-ils autrement et ne se sont-ils pas approprié cette façon de voir ? L'inégalité des hommes est due, selon eux, non pas à une différence de race et de valeur individuelle, non pas à une valeur personnelle différente, mais à des causes économiques. Quels que soient l'individu, la race et le peuple, un individu est égal à un autre, à condition que sa position

économique soit la même.

Supposons donc, selon leur principe, que l'on puisse égaliser les possibilités économiques de chacun, alors, tous les hommes, quelles que soient leur race et leur valeur propre, se trouveront être égaux. On voit où gît le sophisme et où se trouve cette identité du fond philosophique des deux groupes, le marxiste et le capitaliste.

Karl MARX l'exprime d'ailleurs explicitement dans sa critique de la Commune de Paris :

> "Le prolétariat n'a qu'une tâche à exécuter. Mettre en liberté les éléments de la nouvelle société qui se trouvent en germe dans la société bourgeoise."

L'aveu est de taille. Il n'y a pas, pour lui, de rupture entre la société qu'il prévoit et la société bourgeoise qu'il analyse, mais filiation réelle. Le prolétariat, par la révolution marxiste, doit seulement accoucher la bourgeoisie et la société marxiste n'est que l'héritière directe de la société bourgeoise.

Il s'agit pour eux, en réalité, non de modifier profondément les bases de la société, mais seulement de prendre sa direction, de remplacer, dans une société identique à elle-même, une classe par une autre classe et substituer l'une à l'autre dans la direction d'un même État.

Le prolétariat n'a qu'à s'emparer de l'État que lui a légué la bourgeoisie et, en faisant cela, chercher à l'exploiter à son profit.

LÉNINE, expliquant que l'État n'est qu'un instrument de domination d'une classe sur une autre classe, n'indique pas qu'il est nécessaire de modifier la structure de cet État. Il s'agit, pour lui, seulement de s'en emparer et d'en changer le personnel.

À la place des classes instruites, ou, suivant l'expression du marxisme, des "possédants", le marxisme installe la classe des "non-possédants", des "prolétaires" suivant son vocabulaire. Mais il ne s'agit dans ce cas que d'une transposition de valeurs semblables. Ils opposent la "socialisation" à la propriété privée mais, en fait, seul le propriétaire, le détenteur des richesses, sont intervertis. La structure politique et les valeurs déterminantes de la vie restent, après comme avant, économiques. Le détenteur du capital est changé mais toute la structure sociale reste celle du capitalisme !

Une autre preuve de ces faits peut être trouvée encore dans les thèses communistes de 1919 qui exposaient que la bourgeoisie démocratique avait, durant des siècles, proclamé certains principes, notamment celui de l'égalité des hommes, sans les appliquer, et que, "seul, le pouvoir des ouvriers et des paysans pouvait appliquer et réaliser ces principes".

Donc, la dictature du prolétariat n'avait pour eux d'autre but que de réaliser le programme politique de la bourgeoisie démocratique.

Le seul fait nouveau que le marxisme ait apporté a été d'adapter au niveau du développement technique de notre société actuelle, la structure de l'État capitaliste.

La conclusion logique de tout ceci est la suivante :

Le marxisme est l'adaptation du capitalisme au développement technique de notre époque. En plus bref, la société marxiste russe est le type de la société capitaliste du 20e siècle !

Que pourrait-il donc en résulter ? D'abord, l'organisation d'un égalitarisme outrancier et d'un ouvriérisme très vaste ! De là, découle un abaissement du niveau de vie du peuple en

général, du prolétariat en particulier et, enfin, par la centralisation et la trustification totale prévue par Karl Marx, ce capitalisme réalise définitivement, bien qu'il soit baptisé socialisme pour la circonstance, ce qui n'eût été qu'un rêve insensé pour les capitalistes du siècle précédent.

SPARTACUS

Les marxistes, en donnant le nom de Spartakus à l'une de leurs révoltes, ont voulu signifier que leur doctrine était celle des esclaves. La conclusion du manifeste "les travailleurs n'ont rien à perdre que leurs chaînes" est une autre illustration de la même idée.

Cette doctrine est-elle vraiment celle d'esclaves qui tentent de s'affranchir et de perdre leurs chaînes, ou bien celle d'esclaves qui avouent leur impuissance à les perdre ? L'idée que "fatalement" la transformation sociale et économique aura lieu est un premier aveu d'impuissance. Le correctif d'intervention du prolétariat dans le développement historique ne retire rien à cette idée de fatalité : Quoi que nous fassions, disent les révoltés, nous ne pourrons faire que hâter un déroulement "fatal". Même si nous ne faisions rien, il serait quand même celui-là ; Même si nous nous y opposions, le capitalisme serait remplacé, tôt ou tard, et, dans ce cas, un peu plus tard, par une société semblable à celle que prévoient les marxistes.

Ainsi l'individu isolé est placé devant une situation de fait qui se développe indépendamment de lui. Sa classe doit atteindre au pouvoir, quoi qu'il arrive et quoi qu'il fasse. Il reste prisonnier de l'histoire d'abord, prisonnier de sa classe ensuite. Aucun théoricien marxiste n'a réussi à nous dire que la classe était faite d'individus qui pouvaient représenter des aspirations individuelles ou des sentiments indépendants. Le marxisme est donc bien la conception de l'individu courbé par l'esclavage, qui se sent impuissant à agir sur les faits et sur l'histoire, à modifier l'histoire.

Nous en trouvons l'aveu supplémentaire dans cette affirmation du marxisme que les classes sont "accoucheuses de l'histoire". L'action d'un individu, et même d'une association d'hommes, d'une classe, n'est efficace et progressive que si elle se développe dans le sens prévu par les grands prêtres de l'histoire. Dans le cas du marxisme, et c'est ce qui rend la chose plaisante, ils ont imaginé l'histoire beaucoup plus qu'ils ne l'ont analysée. Ils n'y ont tenu compte que du facteur économique, à l'exclusion de tous les autres. Ils ont fait une création de toutes pièces d'un développement historique futur.

Le jour où les lois du développement historique auraient réellement été établies par l'analyse complète de tous les facteurs qui le régissent, sans doute l'homme pourrait-il individuellement se révolter contre elles. Il le ferait sans succès. Mais prendre la construction marxiste, si étriquée et si incomplète, pour une prévision scientifique, est seulement dérisoire. J'ajoute immédiatement que l'élaboration de telles lois est impossible. On peut tout juste définir une *tendance* de l'histoire, à condition d'admettre toutefois que les probabilités de sa réalisation sont toujours restreintes par l'intervention imprévisible des individus d'exception.

On peut connaître facilement les besoins matériels, intellectuels, de l'homme. On peut prévoir grossièrement quelles seront, en face des événements, les réactions d'une communauté sociale donnée. Mais rien ne peut faire prévoir que des individualités d'élite apporteront finalement au monde des conceptions ou des inventions qui bouleverseront toutes les habitudes et toutes les normes jusque-là admises.

Pour en prendre une figure récente : On pouvait tenter naguère d'établir des prévisions économiques en tenant compte de perfectionnements normaux de la technique industrielle ou en partant des possibilités actuelles de la vapeur et de l'électricité. La technique atomique par exemple doit rendre impossible pour un certain temps toute prévision. Rien ne dit qu'une autre découverte, encore plus bouleversante, ne rendra pas sous peu de nouvelles précisions encore plus impossibles. On peut même douter, pour un proche avenir, de l'importance sociale du prolétariat, si hautement prôné par nos marxistes. Lui, qui ne suffit plus pour le fonctionnement des usines actuelles et qui dépend déjà totalement de techniciens qui n'appartiennent pas à son milieu social, doit avoir son importance encore restreinte par les nouvelles découvertes. Par contre, l'intervention de l'individu créateur y est décisive, hors de toutes considérations de milieu social ou de classe. La véritable société socialiste ne sera évidemment que celle qui tendra tous les efforts de l'ensemble social vers la création et la sélection de telles individualités, qui sera *le support de telles individualités*. La société marxiste voudrait, au contraire, les soumettre à un impératif de classe, de milieu social, d'orthodoxie doctrinale, dans une "théorie de la connaissance" immuable et déterminer leur valeur en raison de cet impératif doctrinal. C'est pourquoi elle n'a aucunement le droit de s'appeler socialiste. Elle est vraiment la société — avec la théorie qui lui est propre — des esclaves qui n'ont pu se détacher de leurs chaînes et qui ont seulement accepté, ou souhaité, de changer de maîtres. Ils y ont remplacé une doctrine religieuse par une doctrine métaphysique dont la divinité s'appelle "processus historique" ou "lois de l'histoire". Or, l'histoire ordonne si peu qu'on peut toujours corriger l'influence des erreurs passées sur le développement actuel.

Puisque ce sont les hommes qui font l'histoire, le "processus historique", que Marx et ses successeurs le veuillent ou non, est le produit des aspirations et de la volonté des hommes pris en dehors et au-dessus des classes. C'est l'histoire qui ordonne cela ? Oui, dans la mesure où l'homme relève les erreurs et les fautes dans la société où il vit ; Dans la mesure où il s'organise pour lutter contre elles ; Dans la mesure enfin où, à l'aide de ses groupements, il les surmonte. L'avenir ne naît de l'histoire que dans la seule mesure où la conscience de l'homme intervient pour le créer et pour l'enfanter. Si cette conscience varie d'un individu à l'autre, si elle varie d'une classe à l'autre, dans le cadre d'une même société, elle varie peu à une époque donnée. Elle ne s'exprime par contre que par l'intermédiaire d'une petite élite, *élite appartenant à toutes les classes*, et groupée sur un autre plan que celui de la lutte de classes. De plus, elle varie profondément d'une race à l'autre parce que les races sont arrivées à des stades différents de développement et parce que chacune d'elles ne peut égaler les autres à aucun moment en degré d'évolution et de perfection. Qui peut alors parler d'une "loi de l'histoire" ; Qui donc ose dire en présentant une doctrine sociale : "le processus historique le veut" ? Seuls, ceux qui ont besoin pour vivre d'une divinité, mais non ceux qui se sentent eux-mêmes des créateurs. C'est pourquoi le fatalisme marxiste n'est pas parvenu à délier Spartacus de ses chaînes. Il les lui a forgées seulement d'un autre métal.

DU FATALISME ÉCONOMIQUE

Les uns ont voulu plier l'histoire sous les lois économiques, d'autres attribuaient son développement aux variations des climats et des sols ; D'autres enfin y ont vu seulement l'action de grandes individualités. Or celui qui veut s'évader des limites trop étroites d'une école et de son empirisme doit tendre à surmonter ces différentes conceptions et ces différentes analyses historiques. Chaque système n'a en effet considéré que l'une des faces du problème et ignoré les autres.

Bien que les marxistes modernes aient, en ceci, prétendu compléter Marx et le dépasser en adaptant sa méthode et qu'ils assurent faire entrer en ligne de compte toutes les données des problèmes historiques, il n'est que trop évident qu'ils s'en tiennent à une analyse surtout économique superficiellement corrigée par quelques considérations psychologiques ou morales.

Cependant, les plus orthodoxes d'entre eux, comme Leduc, affirment bien hautement que l'individu ne pense que comme son époque et que son apport personnel ou racial n'est que facteur sans importance. *Il est le produit de sa classe et de son époque*.

Ce déterminisme absolu à base économique ne peut nous satisfaire. Nous ne voulons ni ne pouvons évaluer en chiffres des traditions religieuses, culturelles, artistiques ou morales, ou simplement le sentiment national.

Il ne suffit pas de reconnaître comme Marx, accidentellement, que "c'est l'homme qui, en fin de compte, fait l'histoire". Il faut encore évaluer dans l'homme autrement qu'en chiffres ce qui, en dehors de ses besoins matériels, entraîne sa marche évolutive, les passions, les idées, les tendances mouvantes de l'opinion ; Tout en un mot ce qui fait agir les groupes humains.

Quand, ensuite, on vient nous affirmer sans rire que la science est, non pas l'oeuvre de races et, dans ces races, d'individus qui vivent véritablement, de par leur exception même, hors de leur milieu, mais bien un "produit historique", l'humanité "exprimant dans sa marche les étapes du progrès humain" (Leduc), nous ne pouvons nous empêcher de croire que ceux-là se trompent ou nous trompent, — ce qui, d'ailleurs, reviendrait au même.

Il ne peut exister à nos yeux de progrès qui appartienne de façon indivise à ce que ces gens appellent l'humanité et nous ne croyons pas que les découvertes atomiques puissent faire partie du développement des Papous et surtout en provenir.

L'homme est la seule matière historique importante mais nous n'acceptons pas d'élever au rang d'hommes des bipèdes qui sont, tout au plus, des demi-singes. De plus, s'il est la seule matière historique, il est l'objet non de l'histoire mais de sa race, de son espèce, ce qui est différent bien que *nullement moins matérialiste*, du point de vue philosophique.

En comptant pour rien, ou pour peu, le rôle de la race et de l'individu, le marxiste fait de l'homme l'objet plus ou moins passif d'une fatalité historique à base économique. Il n'est pas comme dans d'autres systèmes la victime d'un climat ingrat ou d'un sol difficile, mais celle d'un processus historique déterminé par les lois économiques. Il n'a d'ailleurs besoin ni de les connaître ni de les comprendre pour les subir, ce qui réédite ainsi le fatalisme mythique des religions. Dans le meilleur des cas, l'homme ne représentera tout au plus que l'une des contradictions mortelles du régime révolu ; Encore ne sera-t-il cela que collectivement et dans sa classe. Ainsi cet homme que l'histoire nous fait voir comme celui qui est peu à peu devenu maître des lois naturelles, ne peut se soustraire à la loi d'airain de l'économie. Voilà à quelle impasse mène le fatalisme marxiste.

C'est ce schématisme impérieux qui rend caduc tout le système. L'individu ne se pliant pas autant que l'imagine le marxiste aux fatalités économiques vient brutalement le réveiller de son rêve en annulant ses prévisions.

L'HOMME ET L'HISTOIRE

Selon Marx la structure politique d'une société est la forme que prend la matière historique — l'homme. Il ne la prend ni comme ensemble racial ou social, ni en tant qu'individu, seulement en tant que cellule d'une classe. La classe, unité économique, entre donc bien seule en ligne de compte dans le calcul. L'homme, pour autant qu'il subsiste (et, par là, toutes ses activités) n'est que le produit d'un rapport de forces économiques. Hors de la classe, il n'a pas d'existence propre. Hors de l'unité économique à laquelle il participe anonymement, il n'existe plus ou ne doit plus exister. Par le jeu de cette simplification mathématique, les classes sont des entités qu'on pourrait réduire en chiffres et il deviendrait possible de représenter tout ensemble social par une équation de forces. Pourquoi donc ne pas faire comme le font les marxistes et Marx le premier : En partant de la première équation prétendre trouver toutes les suivantes ?

Par un simple calcul du rapport de forces, il serait possible de dire ce que peut être l'avenir. La pression sociale, appréciable au moyen d'une quelconque loi de Mariotte, voilà qui pouvait combler d'aise tous les crétins de la politique devenus du jour au lendemain capables, en comptant sur leurs doigts, de "faire de la politique", en tirant, à tout coup, la solution gagnante !

Pour leur dépit, les solutions qu'ils ont proposées se sont toutes révélées fausses : La révolution marxiste éclatant même dans le pays où la théorie devait la faire éclater la dernière, pays sans capitalisme et sans prolétariat, alors que les pays à capitalisme organisé et à prolétariat nombreux se contentaient d'une solution fasciste ou, en tout cas, se trouvaient curieusement immunisés contre elle. La révolution prolétarienne réalisée par des paysans, la dictature du prolétariat exercée par des intellectuels, des bureaucrates et des policiers, voilà la plus magnifique démonstration qu'ils aient pu nous en donner.

Mais revenons à l'homme lui-même. En en faisant une unité déterminée par un groupe économique, la classe, il le sépare de son vrai milieu historique. La classe, milieu mouvant, artificiel et provisoire, créée par les nécessités d'une statistique, ne peut, en effet, lui servir de lieu de développement. Mais, au contraire, la race, et, dans la race, la nation, est le seul milieu qui, en lui fournissant des caractères précis et relativement permanents, fait de lui le porteur de qualités linguistiques, culturelles, religieuses, et même économiques particulières. La réduction formelle des sociétés à un tableau statistique et à un rapport de forces, devait peu à peu arriver à empêcher l'évolution et le progrès. Ce n'est que par opposition aux "pays capitalistes" que le progrès peut avancer encore en URSS.

"Égaler et dépasser les pays capitalistes", voilà le seul mot d'ordre. Le jour seulement où

cette concurrence cesserait, on serait contraint de revenir à l'ornière chiffrée. Le chiffre nie la variabilité et veut tout ramener à l'équation déjà vue. La position du marxiste est donc bien normale si l'on sait qu'il ne calcule que d'après des besoins élémentaires et qui varient somme toute assez peu à travers les âges. Finalement, se refusant à tenir compte du plus grand nombre des facteurs qui régissent l'évolution de l'homme et des sociétés, le marxiste est arrivé à créer seulement une dogmatique formelle. Enfin, partant du verbalisme pseudo-scientifique qu'il affecte d'utiliser, il emploiera de plus en plus une formulation à contenu réel métaphysique sinon religieux, dans laquelle le "processus historique", la "fatalité du développement économique" et autres fariboles, se substitueront très vite au Dieu ou à la Providence des croyants.

Pour nous, quand ils brandissent sous nos yeux de telles formules, nous rions un peu et à notre peuple nous crions casse-cou. Si l'on nous parle de "lois économiques", de "processus de l'histoire", de "marche inéluctable des choses", nous exigeons qu'on nous dise si les lois en question, si ce processus, sont indépendants de l'homme lui-même. Nous voulons savoir si les choses marchent toutes seules ou si l'homme, au contraire, les met en mouvement sans être soumis à leur fatalité. Nous voulons qu'on nous dise, enfin, si les lanceurs de mots d'ordre marxistes n'ont pas violenté les faits pour justifier leur position ; S'ils n'ont pas ignoré purement et simplement qu'il existe des hommes, et qu'ils sont aptes à faire naître des inventeurs et des savants.

Marx, héritier de la conception d'Hegel, considère isolément chaque phase du développement historique et affirme que l'individu est déterminé par son "milieu historique". Par contre, malgré l'affirmation de quelques marxistes, d'ailleurs désavoués par la majorité, l'individu n'intervient pas pour faire l'histoire ; Seule la classe est appelée à intervenir. Il faut enfin ajouter que, lorsqu'elle le fait, elle est mue par le "processus historique" et non par un élan propre, par une décision indépendante : *Elle réalise, elle "accouche" l'histoire*. Non seulement le groupe social, la classe, existe hors de l'homme, mais la classe elle-même est tellement soumise au fatalisme historique qu'elle n'a plus de mobile ou de rôle propre.

Il est bon de remarquer en passant que l'on ne nous indique nullement comment un individu — et Karl Marx le premier — est lié plutôt au moment futur qu'au moment présent ou passé de l'histoire et comment le "révolutionnaire prolétarien" se trouve, *lui seul*, en avant du moment historique présent, en tête même de sa classe. Ne serait-il donc pas un produit de son époque ? Ne serait-il pas un produit du développement économique qu'il puisse ainsi se permettre un saut dans l'avenir ?

Mais n'ont-ils pas attelé la charrue devant les boeufs et n'ont-ils pas omis de comprendre que la société et que la "classe" sont des groupements d'individus, qu'ils n'existent que parce que les individus y participent ! Les individus sont déterminés en réalité, non par l'époque, mais par l'hérédité biologique, par l'appartenance à un groupe vivant qui s'appelle non la classe mais éventuellement la nation et, mieux encore, le groupe ethnique.

L'homme serait-il donc un vase vide dans lequel, après sa naissance, la société, la classe, ou un groupe social quelconque, verserait ce qui est le contenu du "moment historique" ? Ou bien l'individu naît-il avec des aptitudes et des qualités particulières que la société, que la classe mettra ou non en valeur suivant qu'elle sera bien ou mal organisée ? Poser la question, c'est y répondre. Il est évident que la position du marxisme, sur ce point comme sur d'autres, est seulement anti-scientifique, subjective et a priori.

Sans doute l'individu n'est pas absolument maître de son devenir puisque son destin historique dépend aussi de son origine biologique d'abord, de l'influence de son entourage social ensuite, mais nous ne lui refusons aucunement le droit de représenter *par lui-même* une force précise agissant *sur* la société qui l'entoure et qui, dans une mesure, en rapport avec sa propre valeur, modifie et prépare l'avenir historique.

Nous ne prenons pas des effets pour des causes ou des conditions de développement pour des causes. C'est pourquoi nous pouvons dire également pourquoi Marx et les marxistes refusent de compter avec l'individu. Il leur faudrait faire entrer en ligne de compte, dans ce cas, la faculté créatrice, la conscience, l'hérédité de l'individu. Ils eussent été contraints de reconnaître alors que ce sont là facteurs difficilement mesurables et impossibles à réduire en statistiques. Ils eussent dû contredire dès l'abord leur théorie de l'égalité des hommes et reconnaître qu'ils naissent avec des moyens divers et que, de plus, chaque race est différente des autres ; Ils eussent dû admettre qu'à égalité d'ancienneté et de conditions d'habitat, les races sont inégales en développement ; Que le développement de certaines races apparaît comme scientifiquement impossible. Ils eussent dû ainsi créer ou admettre la hiérarchie des races d'abord, la hiérarchie des hommes ensuite. Analyse bâtie sur le postulat d'une égalité antérieure économique, sociale et politique, leur système actuel se fût écroulé.

On objectera que pour étudier les sociétés humaines, il faut bien les regarder collectivement. Nous ne voulons aucunement refuser d'admettre cette nécessité. Par contre, en étudiant les formes sociales que peut prendre la matière historique — l'homme — nous ne voulons pas oublier, comme les marxistes, que c'est celui-ci qui est à la base de tout. La complexité de l'analyse historique se trouve ainsi rétablie : En se souvenant que l'homme existe non seulement avec des besoins matériels mais avec ses caractéristiques physiques, morales, traditionnelles, héréditaires et autres, il faudra tenir compte de tous ces facteurs pour analyser l'histoire. Une autre attitude serait anti-scientifique, la soumission de l'individu au "milieu social", à la "classe", à "l'époque historique", serait en effet le refus pur et simple d'admettre que le progrès n'est l'oeuvre que de ceux qui ont réagi *contre leur milieu et leur époque*. L'effort des découvreurs ne s'est pas heurté seulement à la résistance des forces naturelles mais à l'opposition de ce "milieu" duquel les marxistes refusent de les extraire. Ce n'étaient pas des intérêts de classe qui dressaient des remparts contre leur pensée mais les passions, les préjugés, la passivité de ceux qui ne pensent pas, qui sont gênés par la pensée du créateur, autant et plus que dans leurs intérêts, dans leur paresse et leur sottise.

Nous avons cité déjà Galilée et Copernic brimés par la superstition ; Pasteur, par le refus de ses pairs, de discuter et de comprendre, etc… Leur soumission au "milieu historique", à "leur classe", à "leur époque", aurait représenté la stagnation, sinon la régression de la connaissance. L'individu n'a donc été facteur de progrès, force active de l'histoire, que dans la mesure où il a *surmonté le milieu et l'époque*. C'est pourquoi nous dénonçons avec tant de vigueur l'idée du fatalisme historique en même temps que nous tenons pour non-sens la construction d'un système politique et social qui tient trop peu compte de l'homme en tant que valeur individuelle. Il existe dans le monde, encore à l'heure présente, trop peu d'individualités de valeur, la barbarie est encore trop proche de nous, en Europe même, pour que nous acceptions de nous plier à d'autres lois qu'à celles que nous imposent l'hérédité d'une part, le développement maximum de la connaissance et de la civilisation d'autre part, pour que nous acceptions un autre régime social que celui qui les garantit.

Nous n'attendons rien d'une "providence" qui, depuis que le monde existe, ne s'est ja-

mais utilement manifestée mais nous voulons tout attendre d'un homme dans lequel nous aurons systématiquement développé toutes les qualités de progrès et de création. Quel que soit actuellement son rôle social, en chacun, nous voulons voir ses qualités intrinsèques et les utiliser pour le progrès collectif. Seule est socialiste cette attitude et non celle qui consisterait à priver l'ensemble social d'une moitié de ses éléments progressifs par l'exclusion de classes entières.

LE RÔLE DE L'ORTHODOXIE MARXISTE

Les communistes avaient coutume de dire que le marxisme est une science. Il n'en est rien puisque le propre d'une science est de se développer librement sans être fixée dans des limites étroites et précisées d'avance.

Tous les marxistes se reportent constamment, comme les Juifs à la Thora et comme les chrétiens à la Bible, à des textes considérés comme sacrés et intangibles. Leurs références sont considérées comme établies une fois pour toutes et les marxistes se reportent continuellement, avec une servilité lamentable, à Marx — Engels — Lénine — Staline ou Trotzky. Toute recherche nouvelle, toute initiative personnelle, serait par suite exclue pour ceux qui veulent s'engager dans une direction qui n'est pas la direction traditionnelle du marxisme-léninisme. On ne compte pas les "hérésies" qui ont dévasté le marxisme mais on a assisté à chaque fois au triomphe de l'orthodoxie léniniste-staliniste. Celui qui a le plus complètement manifesté son impuissance après avoir eu les chances les plus larges de faire triompher son hérésie, a été Trotzky. Son échec total, couronné par son assassinat final, n'est que la démonstration de l'impuissance d'une recherche marxiste hors des sentiers battus du stalinisme. Les trotzkystes n'ont pu, parfois, se développer quelque peu, qu'en se rapprochant, tantôt des staliniens, tantôt des démocrates petits bourgeois.

Il vient de là aussi une stagnation constante dans le domaine intellectuel, même dans le domaine plus étroitement limité de la recherche scientifique puisque la chimie et les sciences naturelles ont été frappées de stérilité par le marxisme, ou ont dû se laisser canaliser, en URSS notamment, dans les limites étroites du matérialisme dialectique.

Le "socialisme scientifique", comme ils l'appellent, est considéré une fois pour toutes par eux comme une science infaillible. Cela provient avant tout du fait que les marxistes ont voulu obtenir sans effort, sans étude, sans recherche, une "théorie de la connaissance" qui puisse répondre à toutes les questions, résoudre tous les problèmes et satisfaire les esprits vides dans tous les cas.

Le système de Marx a semblé être pour beaucoup cette clé capable d'ouvrir toutes les portes de la connaissance. En réalité, il ne s'agissait que d'une fausse clé.

Ils vont plus loin dans leur audace. Considérant qu'en arrivant à eux et au marxisme, la recherche doit s'arrêter ou doit suivre la direction qu'ils ont fixée, ils ont osé affirmer que quiconque se serait rendu maître de cette théorie, verrait se développer sous ses yeux tout

l'avenir de l'humanité, depuis le passé le plus lointain jusqu'à l'avenir le plus éloigné !

Il est évident enfin que, si l'on considère dès l'abord que seule cette théorie est juste puisqu'elle seule peut indiquer la route à suivre pour l'avenir, devient ennemi du progrès quiconque s'oppose au développement prévu par cette théorie. Or, le progrès passe par la victoire du prolétariat, disent-ils, puisque le prolétariat est, à l'heure actuelle, la seule classe qui agisse sur l'histoire et qui doive réaliser le processus historique prévu d'avance. Quiconque est ennemi du progrès — ainsi déterminé par eux — est ennemi du prolétariat. Quiconque n'est pas absolument et résolument marxiste, quiconque ne possède pas complètement et n'utilise pas à chaque instant la méthode de la dialectique matérialiste, se trouve être, — consciemment ou inconsciemment, — ennemi de la classe ouvrière et doit, en conséquence, disparaître.

Il ressort de cela :

1. — L'établissement d'une sorte d'orthodoxie théorique, mesquine et fanatique,
2. — La limitation et même l'interdiction absolue de toute recherche hors du sentier étroit tracé par cette orthodoxie,
3. — L'organisation d'un dépistage systématique, d'une dénonciation régulière et d'une épuration de quiconque s'aventure hors de ce sentier,
4. — L'adoration devenue presque religieuse de celui ou de ceux qui expriment ou qui fondent cette théorie et cette orthodoxie ; En l'occurence, l'admiration sans bornes pour Marx, Lénine, Staline, et la soumission absolue, religieuse et aveugle, à la moindre de leurs décisions et au dernier de leurs écrits,
5. — Le refus, pour ceux qu'on appelle tour à tour les marxistes conscients ou les prolétaires conscients, d'intervenir dans la fixation de la "ligne générale", de la fixer eux-mêmes et par eux-mêmes dans quelque domaine que ce soit.

En conséquence, ils s'obligent à se référer à des textes et tout article, toute étude "marxiste", ne peut consister qu'en des compilations des citations de grands hommes du marxisme, enfilées les unes au bout des autres.

Cette pression continuelle de l'orthodoxie théorique, tant dans le domaine spirituel que dans le domaine de la vie journalière, par la crainte d'une appareil policier bien monté, amène une véritable terreur de la recherche et de l'action personnelle quelles qu'elles soient.

La véritable tendance de cette orthodoxie réside dans le fait suivant : Dans le cas d'une recherche normale, on redoute seulement que la théorie qu'elle énonce ne concorde pas exactement avec la vie ; Dans le cas du marxisme, ce n'est pas la non-concordance de la théorie de la connaissance avec la vie qu'on redoute mais la non-concordance de la connaissance elle-même avec la théorie marxiste et sa forme orthodoxe : Celle-ci se trouvant avoir été fixée et établie par Marx, Engels, Lénine.

Staline, digne héritier de ses prédécesseurs, a adapté cette théorie à la situation actuelle dans les quelques petits ouvrages qu'il a publiés de 1934 à 1939.

L'IDÉALISME MATÉRIALISTE

Ce n'est pas le matérialisme historique ni le matérialisme dialectique qui meuvent les masses russes en tant que système philosophique ou sociologique mais seulement "la foi" en une égalité générale, une paix générale et une justice générale, de telle sorte que la partie la plus active, la plus intelligente de la population, c'est-à-dire la partie jeune des paysans et surtout des ouvriers, se précipite tête baissée dans le système. La clique dirigeante leur fait éternellement miroiter cet avenir paradisiaque devant les yeux, malgré la réalité effroyable de la vie soviétique, de telle sorte qu'ils sont capables de supporter les sacrifices les plus cruels en vertu de cet attachement à un avenir irréel.

La masse d'ailleurs ne connaît que fort peu des constructions rigidement mathématiques et froides du marxisme. Les éléments qu'on leur en laisse voir leur apparaissent nécessairement comme un dogme immuable dans lequel on doit avoir foi comme leurs aïeux ont pu croire aux dogmes de l'Église.

Toutefois, ils savent encore ce qu'on leur enseigne à l'école et qui a pour but de tranquilliser leurs esprits une fois pour toutes et de leur faire accepter le "purgatoire de la vie soviétique". Le développement historique vers le "paradis communiste futur" est aussi inévitable et fatal que n'importe quelle loi naturelle et il serait aussi vain de s'y opposer que de s'opposer à la loi de la pesanteur ou à la rotation de la terre.

Il va sans dire que les cercles plus évolués ne se contentent pas d'une telle nourriture et que se développe une critique destructive des fondements même du marxisme et de sa manifestation stalinienne (ou trotzkyste) actuelle. On admet que si les porteurs de l'idéologie marxiste ont été sincères, il s'agit au moins, dans leur cas, d'une erreur désormais insupportable dont les lois n'ont aucune valeur.

Le matérialisme historique et philosophique trouve son fondement dans la philosophie classique : C'est la transposition sur le plan de la société humaine des apparences actuellement reconnues et admises des lois naturelles mécaniques.

Or, les extraordinaires progrès de la physique au cours du siècle écoulé et de ce siècle, ont démontré la fragilité des "lois naturelles" qui paraissent les plus indiscutables et, en commençant de les discuter et de prouver leur fausseté relative, ont mis en question toute leur validité.

Que peut donc alors valoir un système basé sur des lois que la science moderne a, en tout ou en partie, reconnues fausses ?

Pour les couches les plus évoluées de la société soviétique, le système de Marx et Engels se trouve être périmé et *dépassé*.

Déjà Lénine pressentait cette crise et, surtout dans ses ouvrages philosophiques, avait commencé, avec prudence d'ailleurs, de corriger les deux fondateurs du système. Peu à peu, Staline en vint, lui-même, à réviser les théories poussiéreuses de Marx-Engels-Lénine, en constatant l'écart toujours plus grand qui les séparait des réalités vivantes des connaissances modernes.

Pourtant, ayant la volonté de maintenir, du moins en apparence, une façade marxiste, il demeure impossible à tous d'avouer que *tout* leur système est basé sur l'erreur.

Que faire donc ? Déclarer que "la science" et "la connaissance" des pays capitalistes sont dans un état de crise et affirmer implicitement derechef que le marxisme ayant résolu tous les problèmes de la connaissance, les faits mêmes et les lois qu'en fait découler la science des pays non soviétiques, sont mensongers. Dans le meilleur des cas, pensent-ils quand l'ampleur d'une démonstration les oblige à s'incliner devant la réalité, la "société capitaliste" est incapable "d'utiliser" cette découverte.

Ainsi l'Église chrétienne, depuis des siècles, a d'abord nié toute découverte puis, l'évidence l'obligeant à s'incliner, elle essayait de prouver que, sans elle, cette découvert n'avait aucune valeur.

C'est là un cercle vicieux duquel la Russie est, pour le moment du moins, alors que la terreur policière empêche absolument toute initiative nouvelle, incapable de s'extraire. Il serait normal en effet, même du point de vue marxiste pur, que, reconnaissant que des découvertes ont été faites, on révise le système en tenant compte des nouvelles possibilités données. L'obligation préalable, imposée par le système politique existant, de suivre la "ligne générale" des quatre évangiles, Marx — Engels — Lénine —Staline, empêche absolument de produire autre chose que de plats commentaires de ces quatre évangiles.

Aucune oeuvre moderne, sur les bases mêmes du marxisme, n'a été publiée au cours des vingt dernières années en Russie et hors de Russie. Les ouvrages de Trotzky n'ont rien apporté de différent du point de vue programmatique du stalinisme lui-même puisque Trotzky disait volontiers que "Staline lui reprochait seulement d'avoir proposé trop tôt ce qu'il avait lui-même pour mission de réaliser".

C'est d'ailleurs parce que Lénine pressentait et souhaitait un tel développement qu'il affirmait "que la reconnaissance du matérialisme devait être comme un article de foi, comme un credo préalable" alors qu'il eût été normal et souhaitable que chaque bolchevik soit parvenu à admettre la réalité du matérialisme dialectique par l'étude personnelle.

On exige donc une foi préalable, *sans étude critique*, dans un système matérialiste. Évidente contradiction, la foi étant purement idéaliste par définition. Cela s'accentue d'ailleurs encore dans la pratique du système soviétique puisque le plus grand idéalisme est nécessaire à chacun pour espérer et entrevoir, par-delà la médiocrité quotidienne, un mieux-être que les plus optimistes n'imaginent que pour un futur lointain.

C'est ainsi que la valeur des termes philosophiques est modifiée par le pouvoir établi pour le citoyen soviétique et l'idéalisme, en tant que base de système philosophique, lui semble être, non ce qu'il est en réalité pour tout philosophe occidental, mais une sorte de doctrine métaphysique et spiritualiste qu'il reporte au Moyen-Age dans le cas le plus heureux.

Cette perversion de toutes les notions habituelles à l'Occident civilisé, ne peut évidemment que créer, dans la vie intellectuelle de l'URSS, un malaise profond et le sentiment d'un mensonge permanent que sentent naturellement tous ceux que l'étude amène à constater

l'erreur et la fiction du système marxiste, surtout quand ce système prend le visage du soviétisme actuel.

Cette atmosphère de fausseté intellectuelle et l'absence de probité scientifique, ne peuvent qu'élargir et poser avec plus d'acuité le problème des rapports entre l'esprit et la matière et, plus le stalinisme tente de traiter avec légèreté ce problème, plus l'intellectuel réel est amené à l'approfondir et à traiter la question du devenir de la conscience (Bewusstsein) hors de la matière. Il se produit donc un développement contraire à celui que souhaitait le régime lui-même : Aucune réponse valable n'étant en fait fournie par la théorie stalinienne, une poussée de recherche religieuse se développe rapidement dans des couches de plus en plus larges de la jeunesse russe.

Cela doit nécessairement amener de nouvelles concessions du régime à l'Église et à ses doctrines réactionnaires.

Le prétendu développement "dialectique" du monde et des formes sociales oblige, d'après la théorie marxiste, à présenter chaque nouvelle mesure comme la solution d'une "contradiction" préalable. Il s'agit donc, pour les marxistes, de toujours découvrir des nouvelles contradictions pour atteindre à une nouvelle "synthèse". Il va de soi donc que la découverte de nouveaux ennemis du prolétariat appartient à cette course aux "contradictions". Du fait que le développement dialectique ne peut s'arrêter, on doit conclure qu'à tout moment on trouvera de tels ennemis et de telles contradictions. Supposons donc que la Révolution mondiale ait triomphé totalement partout, il faudra encore découvrir de telles contradictions, de tels "ennemis" afin de pouvoir penser. Même le jour où la société "sans classes" serait réalisée, où le marxiste découvrirait-il de telles "contradictions" ? Poser cette question suffit pour démontrer la faiblesse du système de base du marxisme.

Il est vrai qu'en pratique les marxistes ont eu jusqu'à maintenant d'autres soucis que de creuser cette "contradiction fondamentale" de leur système et que l'actuelle génération de marxistes en est plus loin que jamais.

Une autre conception s'est aussi élargie peu à peu en URSS. Certains ont admis les prémisses du marxisme et reconnaissent "qu'à chaque période de développement économique, correspond une forme d'organisation politique particulière". Or le marxisme, même sous sa forme de léninisme-stalinisme, est l'expression d'un stade de développement politique correspondant au 19e siècle finissant, que seul connut Marx, mais est dépassé par les nécessités économiques du 20e siècle, et aussi par le niveau technique et scientifique du 20e siècle.

Il va sans dire aussi que, la théorie marxiste, sinon son application, n'admettant aucune forme fixe de société et admettant, en raison du matérialisme dialectique et historique, qu'il ne peut y avoir de théorie politique définitive, qu'il n'existe même aucune vérité objective valable, ceux qui sont mûris dans la pensée théorique marxiste attendent une nouvelle explosion venue du fond de la société. Dans ce cas, non seulement la forme politique actuelle "dictature du prolétariat", mais encore la société communiste elle-même, seront surmontées et dépassées au profit d'un ordre social nouveau.

De là à considérer que Staline, outil historique indispensable pour une époque déterminée, devient un obstacle au développement social, en général, il n'y a qu'un pas. Ce pas est vite franchi qui place alors le militant devant une double nécessité :

1. — Renverser le stalinisme,

2. — Le remplacer par une forme plus évoluée de développement de notre connaissance.

C'est ce qu'il commence de se produire en URSS d'abord mais surtout parmi les militants de l'extérieur qui, grandis dans le marxisme, jugent pourtant indispensable de le réviser et de le dépasser.

Il ne s'agit donc plus, comme le crurent certains, d'une simple crise de croissance du marxisme en tant que théorie philosophique, sociologique et politique, mais, les bases du marxisme étant ébranlées, celui-ci tend à laisser la place à des théories correspondant plus véritablement au développement actuel de la connaissance.

Son impossibilité à surmonter ses insuffisances doctrinales se manifeste plus encore dans les pays où le stalinisme ne peut imposer son orthodoxie apparente et où les partis dits marxistes, de révision en capitulation théorique, et de capitulation théorique en nouvelles révisions, sont passés par la dissolution des internationales, le remaniement de leur programme et, en fait, sont parvenus à un abandon total du marxisme traditionnel.

Est-ce à dire que leur emprise reste pour cela moins dangereuse et leur possibilité de manoeuvre moins menaçante pour l'avenir immédiat ? Non pas, du point de vue strictement politique :

1. — Parce que la révision même, qu'ils ont faite du marxisme, leur permet de garder plus longtemps une audience auprès de masses importantes,
2. — Parce que l'appui illimité qu'ils peuvent recevoir d'un État constitué peut aussi leur permettre de dominer dans certains cas dans le domaine politique.

Cependant, dans la mesure où leur doctrine est redevenue empirique, sans liaison directe avec les réalités scientifiques et techniques du 20e siècle et, par suite, dans la mesure où leur action politique doit se faire sans perspective lointaine, au jour le jour, d'après les nécessités imprévues par eux du moment et de l'événement, dans cette mesure, leur développement ultérieur se trouve entravé, limité, et leur disparition plus ou moins éloignée peut être attendue.

Pourtant, cette disparition ne sera un fait que si l'étude des nécessités sociales futures permet d'élaborer une doctrine nouvelle qui devienne la doctrine du parti progressiste nouveau.

Ce Parti sera également le point d'appui de tout mouvement de résistance au stalinisme en URSS même. Aucun mouvement d'opposition, ainsi que le démontre l'expérience des dix ou quinze dernières années, n'a pu, jusqu'ici, triompher, faute d'un appui extérieur. Aucun mouvement d'opposition, bien que certains aient été constitués avec le plus grand soin et la plus grande souplesse, n'a pu triompher faute de doctrine sérieuse il est vrai, mais aussi faute d'une intervention importante de l'extérieur.

Or, aucune voix puissante ne s'est élevée jusqu'ici qui apportât un programme positif de rassemblement révolutionnaire qui soit en même temps antimarxiste et résolument socialiste.

''SAINT'' PROCESSUS

Le marxisme se défend d'être une théorie métaphysique et désire se faire passer pour une méthode d'investigation purement matérialiste. Puisqu'il est matérialiste, soyons-le donc avec lui. Nous verrons ainsi que ses tenants sont les pires "cagots" qui soient et que ses fidèles ne sont aucunement *en fait* des matérialistes conséquents. Leur objectivisme est non une méthode matérialiste mais une foi métaphysique.

Il ne suffit pas de rappeler de quelle manière idéaliste ils parlent de la bourgeoisie, des "manoeuvres" de la bourgeoisie, des "complots du capital" pour démontrer que le capital et la bourgeoisie sont devenus dans leur phraséologie et surtout dans leurs esprits les équivalents du Satan chrétien. Ce ne sont plus des bourgeois ou des capitalistes qui agissent isolément ou en groupes, non, c'est le "Capital". Qu'on s'avise seulement par jeu de demander au fidèle marxiste de dire qui compose le Capital en question ; Il restera court bien que la réponse pût être simple pour un véritable socialiste. Si, ensuite, on lui demande qui, dans le "capital" a organisé le complot en question, comment, où, etc., questions purement objectives et normales, il sera définitivement égaré et le restera pendant assez longtemps.

Nous exceptons de cette catégorie deux ou trois douzaines de "théoriciens" qui se lanceront dans de longues et filandreuses explications. Ceux-là qui, comme chacun sait, ne sont aucunement des prolétaires, n'appartiennent nullement "à la classe" qui doit faire et diriger la révolution et qui doit, par définition, être à la base de sa propre théorie ; Ceux-là sont de vulgaires "bourgeois" et on se demande s'ils ne font pas tout aussi vulgairement partie du complot général en question.

Le "Capital", c'est seulement, en dehors de toute définition possible, le "Malin" est la vague personnification d'une entité démoniaque tout aussi incertaine et indéfinissable que le Satan des chrétiens.

Telle est encore une fois la masse des "marxistes" et nous voulons avec bonne grâce reconnaître que ce ne suffirait pas pour affirmer que tous les marxistes ont abandonné le plan solide du matérialisme, pour autant qu'ils l'aient jamais fréquenté. Puisque nous avons admis qu'un quarteron de théoriciens pouvait donner dans certains cas des définitions valables, adressons-nous à ceux-là seulement, en considérant que les autres, tous les autres, sont des victimes de l'ignorance entretenue par le "complot capitaliste".

Avec gravité, Messieurs les "théoriciens" parlent, eux, du "processus historique", de la "marche objective de l'histoire", du "développement objectif des faits". La révolution devient, pour leurs définitions, la "force objective de l'histoire" et ainsi de suite. Ils vont plus loin encore d'ailleurs : "Le processus historique veut que…", "décide que" etc. s'écrient-ils quand,

laborieusement, ils ont pondu l'une de leurs "thèses" à sensation. On croirait seulement entendre le pape déclarer que la Providence a arrêté que … Nous dirons que nous n'entendons pas substituer une divinité ou une providence à l'autre et que la différence nous paraît bien mince entre le Dieu du pape et leur "processus qui, que", etc.

Nous étions tentés de leur renvoyer K. Marx pour leur rappeler que ce n'est pas le "processus historique" qui décide ; "En fin de compte ce sont les hommes qui font l'histoire" disait-il à l'un de ses moments de lucidité. Bien vite, en effet, il retombait lui-même dans l'ornière et dès le "manifeste", il parlait de la bourgeoisie comme d'une personne agissante et pensante, comme un tout organisé et surtout comme d'un véritable pouvoir métaphysique planant au-dessus des États et "donnant sa conscience" à chaque individu dans la classe.

Bien sûr, on nous rétorque que, non seulement ces appellations sont des collectifs faciles qui représentent des forces sociales réellement existantes des groupements anonymes d'intérêts très réels et que ces groupes se manifestent vraiment comme le disent les marxistes et que l'interaction des classes et des forces sociales collectives constitue le "processus historique" dont nous sourions ici. Enfin qu'ils sont les produits d'un moment historique de même que les individus sont aussi les produits de leur milieu social historique.

Nous ne voulons aucunement, Messieurs les marxistes, nier les faits, nous voulons seulement juger de la valeur de vos arguments et de vos méthodes. Vous tendez à nous faire croire que l'histoire n'est faite que par le jeu de ce rapport de forces. Nous, au contraire, nous plaçant *sur le terrain très réel du matérialisme historique vrai*, nous voyons, dans les luttes de classes, une manifestation secondaire des luttes de races qui durent depuis l'apparition des différentes races sur la terre. Nous reprochons à votre phraséologie de rendre anonymes des forces qui ne doivent pas l'être pour être définies et comprises dans leur ensemble.

Vous dites que "la bourgeoisie représente une seule force par l'addition d'intérêts qui vont dans un sens bien donné" ? Pour être une seule force, pour être une somme de forces, "la bourgeoisie" doit être composée de forces semblables, de forces qui puissent s'additionner. Un bachelier suffirait à vous dire que seules des forces de même sens peuvent s'additionner. Mais qu'en est-il dans la bourgeoisie ? Vos propres ouvrages sont contraints d'avouer que le grand capital (comprenez dans ce cas précis l'industrie lourde) s'oppose à l'industrie légère et que la grande banque s'oppose ou domine les deux. Il n'empêche que tout cela dans votre bouche et sous votre plume s'appellera néanmoins "Le Capital" et que cela décidera encore et ensemble d'actions antiouvrières bien que parfois certains aillent jusqu'à appuyer des grèves chez leurs concurrents. Vous aurez refusé de voir que tantôt l'un, tantôt l'autre de ces groupes a des *intérêts communs* avec ceux du "prolétariat".

Quant au "processus historique" qui décide par votre bouche, nous voudrions savoir ce qui le contraint ainsi à donner les mots d'ordre les plus contradictoires, les appréciations les plus saugrenues et souvent les moins appropriées aux situations données. (Nous avons souvenir de la "Victoire" que représentait en 1933 le repli stratégique du parti communiste allemand devant Hitler, du moins dans vos brochures).

Vous invoquerez l'erreur ? Dans ce cas, nous vous dirons en constatant le nombre d'"erreurs" que vous avez commises que lorsque l'on est aussi incapable de juger sainement ou que lorsqu'on dispose d'une méthode d'analyse aussi incertaine, on a meilleur temps d'aller garder les vaches. À moins que vous vous décidiez à avouer que vous croyez au "processus historique" comme le chrétien croit à la Trinité et à l'infaillibilité du Pape. Vous agissez alors comme lui et vous tentez empiriquement de vous débrouiller au jour le jour dans les événements.

Où est donc votre "théorie scientifique" ? Les abstractions même commodes pour la propagande n'ont aucune valeur scientifique dès qu'elles cessent d'être en contact avec le réel, c'est-à-dire avec l'humain, en matière sociale et politique.

Vous avez voulu plier les hommes à un "processus historique" que vous avez littéralement déifié et vous serez, un jour, obligés de comprendre que ce "processus" ce sont les hommes, non en tant que classes, qui le font, mais en tant qu'individus et en tant que collectivités raciales es groupements sociaux n'étant que la survivance de divisions, d'oppositions et de luttes raciales. Même si vous voulez faire intervenir dans l'histoire du développement humain les grands cataclysmes naturels, vous devrez admettre qu'ils n'ont une influence sur lui que dans la mesure où les collectivités humaines les auront utilisés et dans la mesure où ELLES AURONT ÉTÉ CAPABLES DE LES UTILISER.

Ne croyez pas que nous ayons l'intention de revenir sottement en arrière dans le cadre de la philosophie de l'histoire. Les formules périmées de l'individualisme sont pour nous bien mortes mais les lois qui président au développement humain ne sont pas seulement économiques et elles ne sont économiques que dans la mesure où elles sont *d'abord autre chose*. Nous voulons rendre à l'homme la place que le marxiste lui ôte dans l'histoire, en tenant compte, d'abord, des aptitudes que lui donne la race pour créer et développer ce qu'il a créé.

Il nous semble plaisant de voir les marxistes demander à l'individu de s'oublier en faveur d'un futur toujours fuyant alors qu'ils sont incapables, le plus souvent, eux-mêmes, de s'oublier en faveur d'une communauté actuelle et bien vivante, et ce au nom d'un "processus" mystérieux et dont ils ont fait un mythe.

Ceci est encore une des manifestations de leur idéalisme impuissant et incomplet : Ils vous disent quand vous le leur demandez : "Oui, c'est vrai que la révolution apportera plus de maux encore que le prolétariat n'en éprouve dans le régime capitaliste, mais il doit accomplir sa "tâche historique". Le prolétariat-Messie doit seulement abandonner la proie pour l'ombre et se faire crucifier pour "racheter" l'humanité une fois de plus. Nous avons déjà entendu cela quelque part ! Vous ne croyez pas à la vie future et vous y croyez si peu que vous essayez de vivre cette courte vie aussi bien que possible et vous demandez aux gens du peuple de se sacrifier sans être en mesure de leur confirmer que vous ne vous êtes pas trompés dans vos calculs ?

Vous ne nous cachez pas et Marx le premier ne le dissimulait pas, que vous ignorez ce que doit devenir la société après la révolution et vous voulez détruire ce que nous avons de palpable au cri de "le processus le veut" comme l'autre criait "Dieu le veut". Merci ! Dans quel évangile avez-vous lu cela ? et puisque vous parlez toujours des intérêts en présence, de quels intérêts êtes-vous les serviteurs ?

Oui, la condition du peuple est aujourd'hui insoutenable mais ce ne sont pas les "grands sorciers" de la révolution marxiste qui le sortiront de sa misère. Nous ne vous laisserons pas dire à ceux qui ont le moins "jouez ce que vous avez, sacrifiez-le, soulevez-vous : Dans un jour que nous ne pouvons vous fixer et dont nous ne pouvons même vous dire ce qu'il sera et s'il viendra, vos descendants auront un autre sort que vous".

Parce que les pauvres sont las d'être aussi pauvres, vous trouvez des naïfs pour vous suivre et y croire.

À votre promesse illusoire, nous opposons une position de lutte précise : Aux hom-

mes de notre peuple, nous demanderons de ne pas jouer le peu qu'ils ont, à la roulette de la révolution marxiste. Nous leur conseillerons, à eux qui ont peu, de garder ce qu'ils ont et de tenter d'avoir plus afin que leurs petits enfants profitent aussi de ce qu'ils auront conquis. Nous ne voudrions pas laisser crucifier le peuple sous le couvert du bien du peuple ; Ni laisser crever le prolétaire au nom du prolétariat.

Grâce au socialisme, la situation de prolétaire disparaîtra et le prolétaire *vivant* retrouvera sa place dans une société faite pour l'accueillir. Alors, et alors seulement, les fakirs noirs et rouges comprendront que le temps de leurs macérations et de leurs paradis illusoires est passé.

SUR LA LIBERTÉ

Engels comparant la situation de l'homme primitif à celle de l'homme dans la société socialiste qu'il prévoit s'écrie "que les hommes primitifs ne disposant pas des moyens perfectionnés de production étaient aussi peu libres que des animaux". Mais la révolution socialiste *marxiste* est, dit-il, le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté (Anti-Dühring) parce que, dans la société marxiste, l'homme est le maître absolu des forces productives. Les petits camarades du Parti communiste vont nous souffler à l'oreille que si les marxistes ont pris le pouvoir en quelques points du monde, néanmoins "le socialisme n'est pas réalisé encore", pas même en URSS. Nous ne voudrions pas les chagriner. Pourtant c'est bien le grand, l'infaillible Staline qui, dès 1936, préparant la campagne électorale de 1937 et faisant appel aux "Communistes du Parti et sans parti" affirmait que "non seulement la société socialiste sans classe est construite dans notre pays mais encore nous marchons à toute vapeur vers le communisme". Quant aux trotzkystes, ces "soubises" qui cherchent leurs troupes, c'est avec plaisir que nous leur plongerons le nez dans leur … incongruité : Léon Trotzky, dans "*La Révolution Trahie*" affirmait que "les bases socialistes autrefois réalisées sont encore maintenues en URSS". Nous sommes bien obligés de suivre des experts aussi avertis que Staline et Trotzky et d'admettre que l'URSS a bien réalisé cette "société socialiste où les hommes, parce qu'ils disposent des moyens de production, sont libres".

Je leur demanderai seulement si l'Athénien, qui se promenait sous les portiques en discutant de philosophie, était moins libre que le citoyen soviétique condamné à la prison pour deux retards à son travail en un mois, bien que l'Athénien n'ait pas "disposé des moyens *perfectionnés* de production" et que le citoyen soviétique en soit maintenant doté.

Et les esclaves, s'écrie notre Urssiste impénitent, stalinien ou trotzkyste. Oui, mes agneaux, mais n'est-ce pas Ésope, l'esclave, qui avait la liberté de publier ses fameuses fables alors que les citoyens soviétiques se feraient bien fusiller s'ils osaient critiquer leurs contemporains avec autant de malice. Mais, bien plus, l'esclave ignare et inculte, était nourri et soigné s'il était malade *et il pouvait s'affranchir*. Le citoyen soviétique, emprisonné pour deux retards au travail, est privé de ses assurances sociales durant six mois quand il sort à nouveau, et n'est pas soigné ; Quant au droit de "s'affranchir", il serait le droit pour un Soviétique de quitter l'URSS. Mais ceux qui s'en avisent sont vite supprimés ; Ceux qui refusent de rentrer parce qu'ils ont goûté de l'Occident "capitaliste" sont récupérés *de force* en vertu d'accords spéciaux, etc… Voilà une liberté qui était celle de l'esclave et qui n'est même plus celle du citoyen soviétique.

Ceci n'est que la constatation logique d'une situation bien réelle, n'est que la comparai-

son de deux régimes : Celui de l'esclave grec et celui du "libre" citoyen soviétique. On hésite à dire qu'on préférerait être encore l'un que l'autre, et pourtant …

Il est certain qu'en affirmant théoriquement cette "liberté", Engels et les marxistes confondaient seulement, et de manière réfléchie sans doute, la liberté, entité métaphysique, et le pouvoir économique. Il ne paraît pas du tout évident que le fait pour un homme de posséder la ou les machines et, de façon générale, les "moyens de production", le rende libre en aucune manière, mais nous ne voulons pas en demeurer là. Nous accepterons d'abandonner le terrain de l'expérience marxiste russe que les deux tendances principales du marxisme, stalinienne et trotzkyste, reconnaissent pour socialiste, et nous les suivrons sur le terrain théorique.

Est-ce que la société socialiste marxiste, réalisée dans sa perfection théorique, délivrerait donc l'individu de ses aspirations propres ? Les motifs de l'homme sont loin d'être toujours économiques et leurs motifs s'opposent de l'un à l'autre. Il ne suffit donc pas de parler de lutte de classes mais de toutes sortes d'autres luttes, de groupe à groupe, d'individu à individu, et même dans l'homme lui-même. Il ne nous apparaît aucunement que l'organisation sociale de l'économie détermine autre chose que la plus ou moins complète satisfaction des besoins économiques de l'homme, mais les autres ?

Trouver, comme l'ont fait certains "théoriciens" marxistes soviétiques en 1935 — 1936, des motifs uniquement économiques, marxistes et dialectiques, à l'exercice de la pêche à la ligne, est peut-être un jeu très spirituel mais qui, s'il intéresse des moujiks, fait seulement hausser les épaules aux Occidentaux et surtout aux pêcheurs à la ligne des bords de la Seine.

Il est impossible, malgré les efforts des théoriciens marxistes et autres Maublanc, d'admettre que le marxisme fournisse en partant de bases purement économiques une "théorie de la connaissance". Les rapports de production ne peuvent en effet déterminer que de bien loin le monde sensible. Le fait de "dominer la production", c'est-à-dire de fixer les rapports de l'homme dans la production d'une façon socialiste, ne résout aucunement la question de la liberté morale et spirituelle de l'individu. Il faudrait autrement identifier le pouvoir économique et la liberté, ce qui est également un problème qui relève du bon sens. Le pouvoir économique et la liberté ne sont jamais identiques. Bien plus, pour rester encore sur le plan où les marxistes veulent nous mener, le savoir dépend du pouvoir économique pour une part (encore que les aptitudes personnelles, donc biologiques, individuelles et raciales, y soient aussi pour une grande part), mais ne peut être, philosophiquement parlant, considéré comme identique à lui. Même si l'on veut affirmer que de la réalisation d'une société socialiste naîtrait la sensation de la liberté, c'est-à-dire un "préjugé", une "foi", qui ferait croire à chacun qu'il est libre, il est certain aussi que, du point de vue du strict examen des faits qui, pour des marxistes conséquents, doit seul compter, la liberté n'existerait pas dans une telle société. Il s'agirait seulement d'une forme subjective en contradiction avec les prémisses marxistes mêmes.

Une autre solution au problème de la liberté sociale peut nous être offerte par des marxistes qui n'en sont plus. Du moins, les pères du marxisme ont condamné cette tendance chez Bernstein : Celle du déterminisme absolu. Si des lois, indépendantes de toute volonté et de toute intervention humaines, sont historiquement à l'origine de toute évolution, on supprime le mot de liberté lui-même ; On attend que l'histoire évolue *par sa propre fatalité*, en se soumettant à ses lois. Mais la disparition totale de la liberté est contraire à l'affirma-

tion d'Engels qu'elle est au contraire réalisée par le développement historique qui donne naissance à la société socialiste. Par conséquent, cette solution est a priori et, par définition, exclue. De quelque côté qu'on examine la question, on se heurte à une impossibilité !

Nous en arrivons donc à reconnaître que, théoriquement, l'idée de liberté humaine est aussi absente du système marxiste qu'elle l'est pratiquement de la société soviétique.

Nous serons aussi bien obligés de conclure de cela que si cette idée est exclue de la théorie malgré des affirmations contraires d'Engels, si elle est exclue de la réalisation pratique, c'est que la liberté et le système marxiste sont inconciliables, c'est que le vrai socialisme qui donnera réellement à l'homme le maximum de liberté compatible avec la vie en société, passe par d'autres voies que celles du marxisme.

SUR L'ÉGALITÉ

Nous avons noté un certain nombre de fois que le marxisme basait sa théorie sur le fait que les hommes ne seraient que des entités mathématiques ou économiques et que, de plus, un homme serait ainsi égal à un homme. Il faut admettre maintenant que cette conception est contraire à toute idée de progrès et bien que le marxisme prétende se fonder sur les lois de l'évolution, l'affirmation de l'égalité économique est la négation de l'évolution.

Si l'on veut admettre que, dans une société donnée, les besoins des participants à cette société sont égaux, si l'on admet qu'ils sont satisfaits également, qu'adviendra- t-il de la génération montante ? Ou bien ses membres seront rigoureusement égaux à ceux de la génération précédente et ils ne s'efforceront à aucun progrès mais tenteront seulement de se fondre dans la société pré-existante en se pliant naturellement à ses routines u bien, ils tenteront de progresser, leurs besoins s'accroîtront de ce qu'ils auront ajouté au progrès ans ce dernier cas, ils cesseront d'être égaux à ceux de leurs aînés qui seront encore leurs contemporains. Si les générations étaient rigoureusement étanches on obtiendrait ainsi une progression par bonds mais, comme ce n'est pas le cas, si la lutte de classes est supprimée, elle renaîtra du moins sous forme de lutte des générations. Nous constatons que, sous peine d'arrêter le progrès, la génération montante ne pourrait pas ne pas avoir de conceptions et de besoins nouveaux. Elle doit avoir un niveau de vie différent en quelque chose. Par la force du progrès, se crée ainsi, entre la génération montante et la génération descendante, *une véritable différenciation de classe*, en admettant que toutes les autres différenciations aient pu par ailleurs disparaître. Et, puisque Marx tient à parler des moyens de production, nous admettrons que la génération montante, en créant le progrès, dispose de moyens de production nouveaux.

Halte, direz-vous, Marx a évité cela en créant la propriété collective. Nous vous attendions là : Vous reconnaissez que la propriété de tous est devenue la propriété de personne. Nous vous remercions de cet aveu. Nous irons encore plus loin toutefois. Vous nous dites que les moyens de production seront, au fur et à mesure, socialisés. Mais s'il est arrivé à un théoricien du marxisme de travailler, ce dont nous doutons fort, à côté et avec des ouvriers, il saura que même l'ouvrier terrassier qui possède une "bonne pelle" défend avec acharnement l'usage de sa pelle. "Elle est bonne et bien emmanchée", dit-il, et ne laisse pas son compagnon la lui prendre. Celui qui aura amélioré sa machine voudra s'en réserver l'usage. Si, durant quelque temps, une "conscience collective" permet de faire admettre l'abandon de la concurrence par la qualité et la rapidité ou la facilité du travail, bien vite, faute de bénéficier réellement de cette amélioration pour eux-mêmes, ils cesseront de créer par dépit de ne pas profiter de ce qu'ils auront fait. Nous parlons là d'une évolution collective mais que serait dans ce cas la réaction individuelle ? Je sens que notre marxiste de service me regarde avec

pitié "comme un petit bourgeois rétrograde". Je serais tenté de lui demander seulement si, la semaine dernière, quand il a découvert un stylo qui lui écrit ses articles sans qu'il ait besoin d'y travailler, il en a communiqué le secret à son collègue de "L'Humanité" ? L'exemple est mauvais, n'est-ce pas ? Mais les Russes nous ont beaucoup parlé d'un certain Stakhanov qui a déclaré à Staline lui-même que "depuis l'application de son système, il vivait, lui, Stakhanov, COMME UN BOURGEOIS". Or cet homme oubliait de dire que, sur les douze hommes de son équipe, et qui faisaient autant de travail que lui, il était le SEUL "à vivre comme un bourgeois".

Nous venons de voir que, dans le sein d'une même race et d'une même nation, la concurrence ne disparaissait pas. Nous avons de plus admis que le progrès ne pouvait cesser. Mais cette évolution constante revêt en outre pour chaque race des formes particulières. Au sein des races et des sociétés, elle crée une différenciation économique morale et politique. De plus, de race à race, elle doit créer une hiérarchisation dont l'idée peut déplaire aux marxistes purs mais qui est cependant inévitable et normale.

Oui, on peut reconnaître avec les marxistes que tous les animaux qui marchent sur les pattes d'arrière et qu'on appelle hommes, mangent, boivent, se reproduisent et organisent des sociétés ou, au moins, des groupes sociaux pour leur subsistance et leur défense. Est-ce à dire pour cela que leurs besoins même rigoureusement matériels seront identiques et que les privilèges (si le mot vous déplaît, disons les inégalités économiques) pourront disparaître ? Il nous semble que poser seulement la question c'est y répondre. Encore une fois, ces besoins matériels sont différents d'un individu à l'autre mais à plus forte raison d'une race à l'autre. Que peut-il être donc des autres besoins qui se laissent moins mesurer ? des besoins culturels, moraux, religieux ou philosophiques, des conceptions politiques et sociales ? On admet que le castor, construisant sa demeure, la bâtisse suivant des normes et des conceptions qui lui sont propres et non suivant la formule qui convient à l'abeille pour sa ruche. On tient pour normal que l'abeille charpentière ou l'abeille couturière édifie ses rayons d'autre manière que l'abeille commune. On conçoit sans effort que le termite possède une demeure essentiellement différente de cet autre hyménoptère qu'est la fourmi, mais on voudrait, dans un souci d'universalisme ou d'internationalisme anti-scientifique, obliger un nègre à vivre comme un blanc et un jaune à les imiter, c'est-à-dire, finalement, à se conformer à des manières d'être qui leur sont inconcevables et contraires. Depuis peu, on prétend plier les peuples occidentaux à des conceptions élaborées par des fils de rabbins, descendants de bédouins pillards, ou plus encore à des méthodes sénégaliennes apportées chez eux par des "députés" aux moeurs de gorilles. Sous le fallacieux prétexte que tous ont l'habitude de se tenir sur leurs pattes d'arrière, *on a voulu anti-scientifiquement les tenir pour les membres d'une seule et unique espèce*.

Avant seulement de parler "d'humanité", histoire humaine et autres termes généraux, nous voudrions entendre qu'on nous précise ce qu'est l'homme. Nous ne croyons pas qu'un même nom puisse s'appliquer uniformément à toutes les races. Chacune d'elles manifeste des différences physiques, physiologiques, psychiques trop considérables pour qu'un même terme générique les puisse désigner. Chaque race peut former une société homogène dont nous ne préjugeons pas la hiérarchie, mais non pas un tout uniforme avec les autres.

Faisons maintenant retour à notre prémisse. Évolution, lois de l'évolution, soit ais chaque race évolue et progresse dans ses propres limites et dégénère à chaque fois qu'on lui impose un genre de vie qui n'est pas celui de sa nature propre. S'il y a différenciation sociale iné-

vitable et normale au sein d'une société particulière, combien plus doit-il y avoir hiérarchie sociale de race à race, puisque chacune évolue pour elle-même et différemment des autres.

L'égalité économique est un non-sens à l'intérieur d'une société organisée homogène ; Comment le serait-elle moins de société à société et de race à race ?

Vous dites que nous sommes opposés à toute élévation du niveau de vie général ? Non pas. C'est vous au contraire, Messieurs les utopistes, qui tendez à cela en voulant tout égaliser. C*ar vous ne pouvez égaliser qu'au niveau le plus bas*. Socialistes scientifiques, nous promettons de tendre à satisfaire les besoins réels de tous si tous accomplissent leur tâche au service de la collectivité. Ils seront d'autant plus complètement satisfaits que. la hiérarchisation naturelle des besoins et des aspirations sera garantie. Parce que les besoins sont inégaux, s'ils sont tous satisfaits, la hiérarchie sociale économique et politique se créera presque naturellement. Hiérarchie de la valeur à laquelle vous vous opposez pour lui substituer, en URSS par exemple, une échelle arbitraire de privilèges matériels qu'aucune sélection réelle ne justifie. Cela, vous ne l'avouerez pas car ce serait avouer la faillite de votre système et votre recours à de grossiers expédients pour durer. Ce serait avouer que votre inégalité, comme votre égalité, est arbitraire, anti-scientifique, finalement contre nature, et qu'elle ne survivra pas.

LE FACTEUR BIOLOGIQUE

Bien que le postulat marxiste fasse de l'homme une somme de besoins économiques, Marx n'a aucunement démontré, ses successeurs encore moins et l'application russe pas plus, que du jour où les besoins matériels de l'homme seraient planifiés comme toute l'économie de la société marxiste, il cesserait d'y avoir lutte entre les hommes. Il a laissé entendre, et beaucoup d'autres depuis, que, dans ce cas, la lutte d'opposition entre individus deviendrait une simple émulation pour la réalisation des buts socialistes et non une concurrence qui tendrait à diminuer l'un en élevant l'autre. Il sous-entendrait ici que tous les hommes sont rigoureusement égaux et qu'une loi historique unique et rigoureuse pourrait les régir tous. Il semble inutile, après surtout que l'expérience russe a démontré l'impossibilité de couler tous les individus dans un moule unique, de dire que les marxistes se sont trompés ou qu'au moins ils n'ont traité le problème qu'incomplètement. Oui ! On peut admettre que des lois économiques interviennent au cours de l'histoire dans le développement des sociétés humaines mais ces lois économiques, et c'est là toute la question, sont-elles immuables et antérieures, pourrait-on dire, à l'homme u bien faut-il admettre que l'homme, par son existence et par l'association, les a causées ? Sont-elles extérieures ou dépendantes de l'homme ? Les marxistes ont voulu faire croire, et dans certains cas, ils y sont parvenus, que les lois économiques étaient aussi extérieures à l'homme que les lois de la gravitation, ou que les lois scientifiques. De là à dire qu'il ne faut uniquement tenir compte des aspirations de l'homme mais des nécessités historiques, il n'y avait qu'un pas.

Ils le franchirent. Abandonnant toute idée de divinité, Marx et les marxistes remplaçaient d'une manière qui est loin d'être objective, le "Dieu" tout-puissant par une "nécessité historique" elle-même toute-puissante et dans laquelle l'homme n'avait à intervenir que pour la comprendre mais non pour la modifier. Il lui suffirait de s'y soumettre de bon gré. Tous ceux qui lui résistent devant être brisés et balayés par elle.

Tout cela vient uniquement de leur conviction qu'outre les besoins économiques, il n'y a rien dans l'homme. Venons-en au fait. Ces besoins ne sont-ils pas différents d'une société à l'autre, d'une race à l'autre ? Les besoins d'une race peuvent-ils devenir les besoins d'une autre race quand même on les lui imposerait, comme ce fut le cas lors des colonisations ? Il est évident pour chacun que non ! C'est donc l'homme qui crée la "nécessité historique", nécessité inégale pour chacun. Le facteur moral, le facteur intellectuel et, par suite, le facteur économique, sont soumis à un autre facteur qui les détermine : *Le facteur biologique*.

Une race est-elle capable d'un développement intellectuel et moral plus grand, *ses besoins économiques seront par là même modifiés*. Il ne suffit pas de dire que la nature des

moyens de production et que leur mode d'appropriation modifient la structure sociale. Il faut aussi admettre que l'aptitude plus ou moins grande à créer ces moyens de production détermine leur répartition ou même leur existence dans une société déterminée ou dans un groupe de sociétés.

Si nous classons le développement humain, il faut admettre :

1. — Que certaines races sont seules capables d'établir des lois morales,
2. — Que certaines races sont seules capables d'établir des lois civiles,
3. — Que certaines races sont seules capables de créations intellectuelles, donc aussi de créations matérielles qui nous soient accessibles à nous, hommes de l'Occident Européen.

Il ne suffira donc pas de dire que l'appropriation de ce qu'elles ont créé assure leur domination mais admettre que c'est leur aptitude à les créer qui assure leur domination. Tout juste admettra-t-on qu'une mauvaise organisation économique peut intervenir pour gêner le développement normal auquel elles peuvent aspirer de par leur origine raciale.

Loin de nous l'idée de nier qu'une société minuscule même très supérieure ne pourrait être vaincue par une société très nombreuse de qualités et d'aptitudes inférieures. Mais si la loi du nombre intervient, elle intervient *de façon secondaire* et c'est ce que nous voulions dire.

Pourtant, nous ne croyons pas possible d'admettre que le développement historique de l'homme soit soumis à un ensemble de facteurs moraux, sociaux, politiques, qui seraient indépendants de l'homme lui-même et qui obéissent à des lois antérieures et extérieures à l'homme, et c'est encore ce que nous voulions souligner.

LA RÉALITÉ ETHNIQUE

Les théories sociales, morales, politiques, atteignent à un certain niveau de développement, différent pour chaque race particulière. Les réalisations techniques et économiques sont propres à chaque race et donc variables d'une race à l'autre, même si une race inférieure parvient à s'approprier pendant quelque temps les créations d'une race supérieure et à les utiliser. Dans ce dernier cas, en effet, la race inférieure ne pourrait parvenir à développer cet acquis, alors que la race supérieure créerait à nouveau sur lui. Il est donc plus qu'évident que seules les aptitudes et, plus généralement, l'ensemble des qualités particulières à une race, peuvent déterminer les conditions de développement et d'évolution de cette race et de l'individu au sein de la race. La grossière erreur commise par les marxistes est d'avoir pris des effets pour des causes et, analysant certains effets, de n'être pas remontés à leur origine.

On nous dira que pour connaître certaines lois du développement social, il n'était pas besoin d'en connaître les causes lointaines et que leur analyse du développement et de l'évolution du système capitaliste est, *en général*, exacte ? Nous n'avons jamais eu l'intention de le nier. Toutefois, nous ne voulons plus nous contenter de cette analyse sommaire et incomplère qui, dans la période actuelle, serait une cause grave d'erreur.

Lors de la création de la première Internationale, les socialistes s'adressaient uniquement "aux peuples de l'Europe et de l'Amérique", c'est-à-dire à un seul groupe de races. Bien qu'ignorant le problème racial à ce moment, et dans ces conditions précises, leur mouvement ne pouvait redouter aucune dégénérescence grave. La théorie de l'égalité des races se réduisait à une théorie de l'égalité de nations de même race. L'essor technique de notre époque en rendant plus faciles les échanges de peuples, a conduit nos mouvements à se demander *si les races de couleur sont aptes à un même genre de vie, de culture, de conception du monde* et si la cohabitation sur les mêmes espaces et, éventuellement le métissage, ne sont pas des dangers pour la civilisation tout court.

De plus, Marx avait justement analysé une phase de développement du capitalisme occidental, il ne pouvait complètement prévoir vers quoi tendaient nos sociétés, *faute de connaître et de concevoir, faute d'éprouver lui-même* les réactions de l'Homme occidental en face d'événements donnés. Par suite, il énonçait, non comme le croient les marxistes, une "loi" de développement du capitalisme et du processus d'évolution des sociétés civilisées, mais indiquait seulement quel serait le SENS de ce développement dans l'immédiat Il pouvait dresser une courbe statistique mais, ignorant de quelle valeur serait l'intervention d'un type d'homme, qu'il méconnaissait et qu'il ignorait, dans la modification de cette courbe, il ne pouvait établir ce que serait OBLIGATOIREMENT le stade final de l'évolution. C'est là, et

surtout là, que les marxistes, après Marx, se sont lourdement trompés et ont trompé ceux qui les suivaient.

Sachant d'où ils viennent, ils croient et prétendent savoir où ils vont. Ils ne peuvent le savoir, faute de se reporter aux causes réelles et fondamentales de l'évolution humaine : La race.

Ceci éclaire un peu les raisons de la constante politique d'expédients, de manoeuvres, de tournants, qui est toujours la leur quand ils se trouvent jetés au pouvoir ou simplement dans une lutte politique importante.

Faute de la base vraiment scientifique qui, leur donnant les "Lois" de l'évolution, fixe en même temps leur ligne de conduite, ils sont réduits à l'improvisation et à l'empirisme qu'ils se vantent précisément d'abolir dans le domaine politique. Cela ne veut dire, en aucune manière, que les "sorciers" du capitalisme connaissent mieux les lois de l'évolution et qu'ils manient la politique, et en général l'humanité, de façon moins empirique. Cependant, leur théorie du "laissez-faire" les empêche de commettre les erreurs que des dirigistes sans direction sont amenés à commettre. C'est pourquoi, à nous, socialistes scientifiques il nous paraît absurde de remplacer un sorcier par un apprenti sorcier. Le médecin réglera leur sort à tous deux.

CE QUE MARX NÉGLIGEAIT

Quand Marx eut recueilli le peu qu'il était capable de comprendre du système de Hegel et de sa méthode d'analyse, il crut avoir fait la plus grande trouvaille de sa vie.

Hegel avait fait de cette méthode un moyen de pénétrer plus avant dans le domaine des idées. Marx, fils de rabbin, ne pouvait en faire que le moyen de pénétrer plus avant dans le domaine matériel, une méthode d'analyse de l'économie et, peut-être, de l'histoire. Le manque d'imagination et d'esprit créateur contraignait Marx à demeurer dans le domaine de l'immédiat et lui interdisait toute incursion dans le domaine du raisonnement proprement dit.

Voulant analyser avec une méthode qui n'était pas sienne le développement du capitalisme, il ne pouvait encore en analyser que la forme la plus immédiate, c'est-à-dire la forme anglaise, la seule qui fût alors accessible.

C'est de cela qu'aucun marxiste ne s'est avisé, en exceptant Sorel qu'on peut à peine appeler marxiste.

Enfin, voulant analyser, au moyen de cette même méthode, le développement de l'histoire, il ne le fit encore que comme le pouvait un homme de sa race, sans imagination. Ne pouvant admettre qu'il pût exister à un acte un mobile désintéressé, niant tout sursaut idéaliste ou religieux, il devait ne faire que ramener le développement de l'histoire à une série de luttes d'intérêts. Il franchit enfin le dernier pas. Considérant que tout n'est que lutte d'intérêts, il était prêt à admettre que les intérêts individuels se groupent pour aider au développement de l'histoire. Il appela classe ce groupement d'intérêts.

Le but de Marx, en ce faisant, était de définir les lois fondamentales du devenir humain et, par leur examen scientifique, d'en définir, pour l'avenir, les constantes d'évolution.

Or, après un examen que ses disciples considèrent comme minutieux de l'histoire et des doctrines économiques, il affirma que le facteur essentiel, sinon unique, de l'évolution humaine, est l'opposition constante des intérêts économiques.

Si l'on veut schématiser au maximum son point de vue, l'humanité, hiérarchie de classes économiques, oscille éternellement entre un communisme pur et la dictature d'une minorité, allant en se rétrécissant, de riches sur les pauvres. C'est ainsi que, du communisme dans la misère de la tribu primitive, on est passé progressivement à l'appropriation des "moyens de production" par le chef de la tribu, puis à la redistribution des biens dans la cité, puis à une nouvelle prolétarisation et ainsi de suite.

À travers de multiples convulsions, la société humaine parvient à un stade de dévelop-

pement où le pouvoir est à nouveau sur le point de changer de mains ù une redistribution des biens est devenue inévitable. Nous allons tendre à nouveau vers une société communiste et il est nécessaire d'aider à cet "accouchement" pour hâter le progrès humain. Je veux comprimer encore plus son point de vue : La société humaine étant en perpétuel devenir, son évolution suit à peu près cette courbe : Une société communiste puis, partant de là, une différenciation de plus en plus poussée par appropriation des "moyens de production" entre groupes et classes : La domination progressive des classes riches sur les classes pauvres. Par contre, l'importance des classes riches en nombre est d'autant plus réduite que leur richesse s'accroît par, la centralisation. Il arrive, par suite, que la classe la plus pauvre représente à quelque moment un tel surnombre que l'équilibre est bientôt rompu. On retourne à une société où les biens sont redistribués. Ainsi règne une sorte de communisme, puis, tout recommence. Il s'agit, en somme, de quelque gigantesque sablier social se retournant dès que le haut, — à peu près vide d'hommes —, est plein de richesses.

Comme, de plus, la minorité dirigeante doit, de plus en plus, pour ses propres besoins, faire appel à un grand nombre d'auxiliaires puisés dans les classes inférieures, elle constitue elle-même les cadres qui la renversent et le personnel qui la remplacera. Ainsi le cycle se trouve être complet.

Il est certain que si l'homme n'est qu'un sac à besoins, une abstraction économique, le système est apparemment cohérent, et il est de plus terriblement séduisant. Qu'il est donc facile avec cela de se conduire, non seulement dans la politique mais encore dans tous les domaines de la vie. On analyse "le rapport des forces entre classes", pour employer la terminologie marxiste, puis, quel que soit le domaine en cause, on peut décréter que telle attitude est ou non progressive et que telle catégorie sociale l'est également ou non.

On pourrait dire encore que ces culbutes successives du sablier social sont APPAREMMENT bien observées et que les causes qu'en donne Marx sont exactes. C'est ce qui fait d'ailleurs qu'un premier examen superficiel fait autant de victimes et tant d'adhérents au marxisme.

Pourtant, si l'on reprend à la base même, l'étude du système, si l'on adopte aussi pour ce faire un point de vue matérialiste, si l'on utilise la méthode dialectique de Hegel, on peut arriver, et l'on arrive en effet, à des conclusions radicalement différentes. De plus, on explique dans ce cas, au passage, toute sorte de phénomènes historiques et sociaux que Marx et ses disciples ont laissés inexpliqués ou dans l'ombre. On constate enfin que ce ne sont pas vraiment des classes qui se sont succédé au pouvoir dans le cours de l'histoire, mais bien des races.

Les différenciations sociales n'ont été que la conséquence de différences raciales et ce n'est que comme telles qu'elles ont pu paraître influencer le déroulement de l'histoire.

La chute d'une minorité au pouvoir n'a été que le résultat de son affaiblissement racial et non la suite de la centralisation trop grande de la richesse en peu de mains.

Gobineau a eu le mérite de mettre le premier en lumière, par une analyse matérialiste de l'histoire, le rôle des luttes raciales, au cours du développement de l'humanité. Cependant, son examen plus poétique que scientifique, en même temps qu'il fait état de faits soigneusement contrôlés, fait une place trop grande à l'intuition. Il paraît, dans ce cas, dépassé par l'ampleur du sujet et le manque de moyens scientifiques de son époque. Le mythe de l'Aryen pur n'est qu'un mythe, puisque, dès l'époque préhistorique, on trouve trace de mé-

langes raciaux, et de tous les types intermédiaires d'une race à l'autre.

Parler de race pure au sens primitif du mot serait donc un véritable non-sens. Houston Steward Chamberlain s'en est parfaitement rendu compte et, établissant qu'il n'existe pas de race pure au sens mythique du mot, il abandonna la conception gobinienne pour une notion déjà beaucoup plus scientifique : Il peut y avoir stabilisation et, dans ce cas, création véritable d'une "race" qui sera, par la suite, tenue pour pure. C'est là la race qu'on trouve chez le cheval, le chien, et chez beaucoup d'animaux sélectionnés. On peut naturellement arriver au même résultat pour la race humaine. Le produit trouvé le plus favorable et véritablement supérieur devant être sélectionné, puis stabilisé. Cela, naturellement, fit frémir les esprits religieux, chrétiens et autres.

Sorel, dans "Les matériaux d'une théorie du prolétariat" a paru, à quelque moment, deviner le problème mais ne l'a pas résolu. Après l'avoir frôlé, il s'en détourne puis n'en parle plus. Il souligna à de certains moments le caractère "anglais" du capitalisme analysé par Marx, il insiste sur le fait que chaque pays a connu une forme qui lui est propre du capitalisme, puis du socialisme. Il pouvait alors pousser plus loin l'étude et constater que les différences notables qu'il découvrait avaient une cause précise. Chaque pays a un socialisme qui lui est particulier non par suite de différence "nationale" ou géographique mais bien ethnique. Il n'est pas allé jusque-là et l'illusion nationale anti-scientifique l'a sans doute égaré. Elle égara plus encore beaucoup de ses disciples, notamment Mussolini et Lagardelle. C'est celle qui trompa Péguy, tant influencé par Sorel.

Enfin, on peut ajouter que ce fut l'erreur du nazisme allemand et d'Hitler en particulier d'avoir fait aussi un racisme national au lieu de regrouper les quatre grandes races fondamentales de l'Europe sur une base nouvelle. Au moment où l'Allemagne passagèrement victorieuse pouvait disposer de l'Europe, l'application de la discrimination raciale sur une base rigoureuse eût permis la création immédiate d'un équilibre, d'une série d'États racialement unis à travers le continent.

Sans doute l'entité germanique aurait alors disparu en tant que telle mais tous les problèmes qui divisent à l'heure présente le continent n'auraient sans doute pas la même acuité. Ils eussent été résolus en grande partie et *de la manière la plus scientifique qui fût*. Le problème si ardu des minorités lui-même ne se poserait pas de la même façon car il eût été apaisé par l'établissement d'un "droit nouveau". La hantise de l'"Allemagne" eût disparu ou se fût atténuée car elle ne serait plus apparue comme devant ou voulant dominer l'Europe. Enfin, elle eût éveillé une meilleure conscience des impératifs de défense en face des deux impérialismes rivaux, celui de l'Est et celui de l'Ouest. La vie du "troisième bloc" était là.

Le racisme allemand, pour n'avoir pas voulu se surmonter lui-même et se plier aux lois les plus naturelles des enseignements bio-raciaux, s'est trouvé vaincu. Ainsi, de Gobineau à Hitler, l'analyse historique en tenant compte des lois ethniques, n'a jamais été menée jusqu'au bout et de manière totalement scientifique. Personne n'en a tiré les conséquences utiles dans les domaines politiques et militaires.

Mais, revenons à notre point de départ : Nous avons remarqué que Marx n'a jamais tenu compte des données bio-raciales et que, s'il en a tenu compte, ce ne fut qu'en raison du racisme hébreu.

C'est pourquoi, dans l'application du système marxiste, ceux qui paraissaient le plus complètement l'accepter, s'en retournaient peu à peu quand ce ne fût qu'involontairement.

Utilisant les bases du système qu'ils acceptaient, ils devaient bien vite s'opposer à Marx. Ils étaient amenés à faire intervenir des facteurs que ni Marx ni ceux qui lui étaient apparentés ne soupçonnaient.

Dès le départ, le socialisme allemand s'opposa à Marx, puis le socialisme russe avec Bakounine, enfin le socialisme "jurassien" puis l'espagnol, se dressèrent contre des méthodes qui leur paraissaient étrangères et qui étaient celles de l'Internationale. Pour finir, on peut, avec quelque raison, admettre que le léninisme est assez éloigné du marxisme initial pour représenter une forme sociale particulière. Mais "la gauche ouvrière" elle-même devait se dresser contre l'état-major marxiste de la révolution d'octobre. Telles sont les manifestations les plus visibles de l'opposition fondamentale du socialisme que nous pourrions appeler "européen" face au "socialisme" levantin de Marx.

En étudiant l'homme non seulement comme valeur économique mais comme unité biologique, nous restons sur le terrain du fait concret, scientifiquement contrôlé et nous élargissons considérablement l'horizon de la recherche. Ainsi, on ne néglige naturellement aucune des données économiques qui appartiennent au développement biologique de l'homme et y contribuent, mais on commence de faire intervenir, en examinant le procès de son développement, les qualités intellectuelles et morales qui sont fournies par son origine ethnique et son hérédité.

Le développement historique cesse d'être le résultat d'une lutte pour ses seuls besoins économiques, pour devenir le résultat de la lutte pour ces derniers et pour ses revendications morales intellectuelles et autres.

Nous ne pouvons pas, pour nous, sous-estimer, dans l'analyse d'un fait historique donné, l'intervention d'un facteur moral ou religieux comme facteur secondaire et parfois comme facteur principal.

Prenons l'exemple de la conquête des colonies, nous y verrons sans doute l'intervention d'un facteur économique comme mobile principal mais nous n'entendrons pas nier que les croisades, premières des entreprises coloniales par exemple, n'aient eu d'abord pour origine une réaction morale ou religieuse. Nous n'en sommes plus comme les marxistes à opposer des "causes réelles" et des "prétextes". Nous établissons au contraire, dans chaque cas, un rapport des causes principales et des causes secondaires, les causes morales pouvant, au contraire de ce que considèrent les marxistes, être déterminantes dans une action militaire ou politique.

Enfin la lutte de classes elle-même cessera à nos yeux d'être seulement cela pour devenir un combat de sélection de deux groupes biologiques rivaux et de valeurs différentes.

Nous avons parlé ailleurs de la révolte de Spartacus et de notre façon de la comprendre. Nous ne parlerons donc ici que de la révolution russe prise comme une manifestation de la lutte des races.

Nous essaierons ainsi d'attaquer les marxistes sur leur propre terrain : Ils ont peint leur révolution russe comme une conséquence de la lutte des classes en Russie. Or, après que trente années sont passées depuis la révolution d'octobre, beaucoup de marxistes sont en peine d'expliquer comment le marxisme a pu conduire à une constitution nationaliste et impérialiste, au stalinisme pour tout dire, par le canal de la lutte de classes.

Si les marxistes purs se perdent dans des subtilités dialectiques, les staliniens du moins ne se fatiguent pas à le démontrer.

Staline a raison : Le génial Staline et c'est tout. Évitez seulement de le combattre et de le contredire. Admettez ou n'admettez pas l'infaillibilité de Staline, cela importe peu, eux l'ont admise et cela suffit largement.

Les marxistes, au contraire, qui suivent ou tentent de suivre les directives d'un Trotzky ou de marxistes encore plus "purs", et qui, comme Spinoza, ne veulent "ni rire ni pleurer mais comprendre", ceux-là se torturent le cerveau mais n'expliquent ni ne comprennent rien.

Ils ont trouvé un "Deus ex Machina" qui s'appelle "la Bureaucratie" mais, selon eux, la bureaucratie n'est pas une classe. Pourtant, comme depuis trente ans, elle se renouvelle ailleurs que dans le prolétariat ; Qu'elle établit ses privilèges qui deviennent pratiquement héréditaires, ils ne savent plus où donner de la tête. Les voilà devant un groupe social qui a tous les caractères d'une classe et qu'ils ne veulent pas considérer comme telle parce que le "système" ne la définit ni ne prévoit son avènement au pouvoir. Pauvres marxistes purs, pauvres trotzkystes réduits, au fond de leur impasse, à un onanisme politique, épuisant et stérile.

Or, la révolution russe est à nos yeux une lutte raciale comme les autres. Le malheur des torturés du marxisme est de vouloir en faire autre chose que ce qu'elle est. Ils n'en font finalement qu'un phénomène isolé, se développant à un moment exceptionnel de l'histoire russe.

Il faut, au contraire, comme nous le faisons nous-mêmes, la replacer dans le cadre de l'histoire des invasions qui, peu à peu, ont recouvert le territoire qu'on appelle aujourd'hui l'URSS, encore que, dans les débuts de la révolution, il ne puisse être tenu compte que de la Russie d'Europe.

Il n'entre pas dans nos intentions de détailler ce développements historique encore que, pour beaucoup, ce fût utile. Nous affirmons qu'il suffit toutefois de prendre en gros l'histoire des grandes migrations qui recouvrirent l'Europe et la Russie pour mieux comprendre la Révolution d'Octobre.

Sur les quatre grands groupes raciaux qui, à l'époque historique, occupent l'Europe, ont déferlé une multitude de vagues d'invasions venues de l'Orient asiatique.

Nous admettrons, sans peine aucune, que la race pure y soit introuvable. Pourtant, ce sont deux races fondamentales qui se sont installées dans la Russie : Les turco-mongols, les finno-ougriens. Que, là-dessus, aient déferlé ensuite tous les peuples, nordiques ou asiates, ne fait rien à la chose.

Il reste que, dans un pays immense et sans communications, des couches multiples de peuples très différents, se sont superposées sans se mêler, empêchées qu'elles en étaient par le climat, et qu'une masse mongoloïde énorme a, peu à peu, recouvert le tout mais dans des proportions variables.

Il y a donc, sur tout le territoire de la Russie d'Europe, des taches raciales qui sont peut-être unies depuis longtemps sous un seul pouvoir mais qui n'en sont pas moins différentes et opposées souvent. De même que les Soviets y ont découvert une foule de langues différentes, ils eussent pu y découvrir une multitude de groupes ethniques s'ils avaient voulu admettre ou accepter leur existence et comprendre leurs oppositions.

La théorie marxiste, une fois de plus, s'opposait à la réalité vivante. Gogol eût compris la révolution russe mieux que les marxistes et que les Occidentaux. La révolution russe n'est que la continuation, de nos jours, de la lutte de Tarass-Boulba contre l'Occident.

"Le" socialisme russe n'existe pas. Les luttes sociales ne sont que des reflets de la lutte millénaire des races qui peuplent la Russie. Nous n'en voudrons pour preuve que ce fait : Chaque région, chaque tache raciale, y a eu "son" socialisme particulier : Populisme communisant des peuples jaunes, socialisme anarchisant des Ukrainiens, marxisme des Juifs, socialisme démocratique des Nordiques et des Occidentaux. Seule, la dictature brutale de la poignée de marxistes a pu maintenir jusqu'à ce jour une unité apparente, relative, du pays.

Ce n'est pas sans révoltes d'une part, sans concessions et reculs profonds d'autre part. Depuis la révolte de Kronstadt, jusqu'à la dissolution récente de la République de Crimée qui collabora tout entière avec les Allemands en 1942, en passant par les épurations massives en Ukraine et aux constitutions successives, il n'y a qu'une suite infinie de luttes particulières ethniquement caractérisées.

Qu'on se rappelle encore quelques aveux de Lénine lui-même. Donnant les chiffres d'effectifs du Parti en 1917, il reconnaissait qu'il n'y avait que 6.000 révolutionnaires "professionnels" en février. Plus tard, au moment de la NEP, il écrivait : "Nous disons toujours que nous nous engageons à toute vapeur sur la route du socialisme, mais nous oublions de dire qui est ce "nous". Nous, c'est la petite couche des révolutionnaires professionnels, et nous ne voyons pas que le gouffre est de plus en plus large qui se creuse entre nous et le peuple".

Staline est revenu à une notion plus vivante et a fait corps avec son peuple. La vie a vaincu le marxiste et le marxisme lui-même.

Staline a fait corps avec la plus large masse du peuple, c'est-à-dire que, se détachant du marxisme pur, il a fait siens les mots d'ordre et les attitudes du nationalisme conquérant de la masse mongoloïde qui l'entoure. Ceux qui n'étaient pas de même origine raciale ont été peu à peu éliminés dans les luttes "de fractions".

Nous voulions seulement en retrouver le mécanisme réel et voilà qui est fait.

L'EXPROPRIATION COLLECTIVE

"Il est extrêmement difficile de construire en partant des "facteurs économiques" un ordre politique qui puisse s'établir sur la paix, le bon voisinage et des rapports humains". (Dr. Leitstritz).

Les plus récentes définitions scientifiques expliquent que l'économie la mieux conçue est celle qui parvient au maximum d'efficience avec un minimum de dépense d'énergie et de capital. Cela sort de la connaissance même obtenue dans chaque spécialité. Quiconque connaît un métier est convaincu de la justesse de cette affirmation : Un ouvrier qualifié par une connaissance de son travail, qui entraîne une juste répartition de ses efforts, pourra exécuter le même travail avec moitié moins d'efforts et deux fois plus vite que l'apprenti.

L'idéologie marxiste au contraire base son organisation non sur une qualification plus grande de chacun au sein d'une société qui utilise la valeur de chacun au maximum, mais s'occupe, uniquement *et par définition même*, d'une distribution différente des richesses et, d'une façon plus précise, des objets dans le monde. Elle se désintéresse du reclassement, de la valeur unique de laquelle toutes les autres dépendent : L'individu, et ses capacités personnelles. Selon la définition du marxisme : "Toute production est une appropriation de la nature par l'individu à l'intérieur et au moyen d'une forme sociale particulière".

Il s'agit donc bien pour eux, non de comprendre et d'évaluer les possibilités individuelles et collectives de l'homme comme condition de son existence, mais, au contraire, il s'agit d'étudier les rapports d'individus vivant dans la société avec les biens matériels qui les entourent.

Dans ce cas, il importe peu que la société bourgeoise ait choisi le système de la propriété privée et que la société marxiste ait choisi le système de la "propriété collective" comme organisation de base.

Dans la réalité des faits, la grande masse a compris que la propriété privée signifie l'expropriation du grand nombre au profit d'une mince couche de privilégiés. La fiction de la propriété collective entraîne non pas une modification du système qui ferait rentrer la masse en possession des "moyens de production" mais, au contraire, une expropriation totale de tous.

En Russie, la classe possédante fut supprimée en 1917 puis les paysans, petits et moyens, qualifiés de koulaks, disparurent à leur tour et, d'après les statistiques soviétiques, la proportion d'artisans et paysans non collectivisés, seuls individuels encore tolérés, passait de 73% en 1928 à 6% en 1937 : En fait, leur expropriation à tous apparaît dans la constitution stalinienne de 1936.

Lorsqu'en 1917, le régime fut radicalement changé en Russie, on annonça qu'en principe la propriété privée serait supprimée et qu'elle serait remplacée par la "propriété collective". Or, il s'agit là, nous l'avons dit, d'une pure fiction, car c'est l'expropriation totale de tous qui devint la seule réalité. En fait, la propriété revint à une bureaucratie. Bureaucratie signifie que les moyens de production n'appartiennent à aucun en particulier mais en réalité, à personne non plus, collectivement ; Car la représentation bureaucratique est anonyme, impersonnelle, sans relation avec la réalité vivante, aussi longtemps que la bureaucratie ne parvient pas à constituer une caste à part, jouissant de privilèges nouveaux, une classe sociale, comme il est advenu en URSS depuis la Constitution de 1936.

La collectivisation ne signifie pas, dans ce cas, appropriation collective ou administration collective, mais rien d'autre que le nivellement à un niveau très bas de tous sous une bureaucratie qui, elle-même, ne possède pas mais exploite, qui, collectivement, ne s'approprie pas, mais dont les tenants tendent individuellement à s'approprier.

Le fait essentiel est la suppression pure et simple de cette autre fiction : Le Soviet ou Conseil de Village ou d'Entreprise. L'arrière-plan de la Constitution se trouve donc dévoiler le véritable développement de la situation des masses.

Sous couleur de démocratie dans les deux Chambres, ne sont admis que les "secrétaires" du Parti et des Syndicats, première entorse à la "démocratie" formelle mais la manière dont sont recrutés lesdits secrétaires permet d'affirmer qu'en fait le pouvoir revient en majorité à une clique étrangère au peuple et au pays.

Cette clique n'est pas parvenue par hasard au pouvoir. Le fait qu'elle seule ait été en mesure, dès le temps de la famille, de recevoir une éducation de caractère extra-national, qu'elle ait, par suite, seule "une conception du monde", que, d'autre part, elle ait seule acquis et développé complètement sa notion de la race, la rend apte à maintenir toujours son unité et à voir avec clarté son but.

La privation progressive de droits des peuples de l'Est en face d'une couche dressée dès l'origine pour la lutte de races et la domination des autres races, en fait le terrain d'élection pour la prise en mains totale du pouvoir par la couche étrangère au pays.

Cette prise du pouvoir étant accomplie, il n'y a qu'un pas pour que la lutte s'élargisse et que l'état soviétique ne devienne le tremplin d'une agression contre l'ordre traditionnel du monde européen. La colonisation rapide de tout l'Est européen (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Autriche, etc.) n'est que la manifestation visible de cette menace impérialiste qui n'est même pas russe, mais celle d'une mince couche oppresseuse.

L'expropriation totale d'une masse au profit d'une bureaucratie d'abord, cette bureaucratie devenant rapidement en majorité étrangère au pays, puis l'offensive impérialiste de cette clique, est le résultat véritable et seul tangible de la prétendue "collectivisation" ou "socialisation" des biens, à la manière russo-marxiste.

Quels que soient la théorie ou le mot d'ordre mis en avant par Staline, la thèse de la "propriété collective des moyens de production", ne peut être tenue, en tout et pour tout, que pour l'expropriation de tous. Ce ne serait en effet qu'en surmontant et en dépassant la conception purement économique du monde et de la société, qui est celle du marxisme, qu'on parviendrait à faire concevoir à l'homme qu'il est vraiment en partie détenteur *et responsable* des objets qui l'entourent ; L'amener en un mot à s'élever moralement et intellectuellement du sens de la propriété et de la responsabilité individuelles au sens de la propriété collec-

tive et de la responsabilité individuelle au sein de ce "collectif". Il faut posséder autre chose qu'une conscience des "rapports économiques" dans la société pour concevoir soi-même la propriété étatisée autrement que comme une propriété totalement étrangère à soi ("Ce n'est pas à nous, c'est à l'État"), surtout lorsqu'il s'agit des membres d'une classe qui, traditionnellement, ne possède rien.

C'est alors que devraient apparaître des notions nouvelles purement idéalistes de "devoir" dans les rapports sociaux, de "responsabilité morale" et de "conscience" que le marxisme veut, par définition même, ignorer.

Le marxisme s'exprime seulement ainsi : "Désormais, la classe qui possède les moyens de production, est le prolétariat. Ainsi la propriété des moyens de production cesse de lui être étrangère et de lui apparaître comme une puissance de domination aux mains d'étrangers à lui. De ce moment, le travailleur se rend au travail non pour les autres mais "pour lui-même", pour "sa propre société socialiste".

La réalité soviétique, qui est nécessairement le modèle de toute société à base marxiste, a montré naturellement ce qu'il en est vraiment. L'ouvrier est aussi peu propriétaire de sa machine que sous le capitalisme mais, au lieu de pouvoir se représenter, comme sous l'ordre capitaliste, le propriétaire de la machine, d'une façon claire, il ne te peut plus. Il savait que l'usine, la machine, appartenait à Monsieur XX… ou, dans le cas le plus courant, à telle société composée de MM. XX… YY… Z… qui, pour lui, n'étaient pas absolument privés de forme et de visage. Maintenant, c'est seulement une bureaucratie anonyme et sans forme précise qui la possède, c'est-à-dire *qui le prive des produits de son travail*. Il faut bien comprendre en effet que *l'avantage* de la propriété des moyens de production réside là seulement : "Être ou non privé des produits de son travail" ; Créer ou non une "plus-value" pour les autres.

Cependant, alors que, sous le capitalisme, il pouvait trouver un responsable à qui reprocher cet état d'expropriation où il se trouvait : Le patron, le capitaliste, la société anonyme composée malgré tout d'hommes qu'il pouvait connaître et saisir, maintenant, il n'a plus personne à qui attribuer sa misère. La responsabilité individuelle a cessé d'être visible pour autant qu'elle existe et, dans ce domaine de l'irresponsabilité, l'ouvrier ne peut lui-même que devenir, à son tour, irresponsable : "C'est pour l'État", dit-il.

Pour préciser encore cet état de choses, nous disons que la propriété des moyens de production continue naturellement d'exister, non pour la masse des producteurs, mais bien au contraire, pour une minorité totalement anonyme qui prend le visage d'une bureaucratie tout aussi anonyme.

Cette bureaucratie n'est pas moins exploiteuse que le capitalisme lui-même, mais, dans la mesure même où elle est anonyme, elle spécule sur cet anonymat pour peser plus lourd sur le travailleur et elle est garantie de toute résistance de sa part.

Elle est considérée comme représentante et mandataire des intérêts prolétariens. Quiconque se dresse contre elle est considéré comme "contre-révolutionnaire", "ennemi de la classe ouvrière", "fasciste".

C'est ainsi que, lors du rétablissement du travail aux pièces sous une forme ultra-réactionnaire et anti-socialiste, sous le nom de stakhanovisme, les ouvriers qui s'opposaient à cette mesure réactionnaire furent punis de mort.

L'HYPOTHÈQUE IMPRÉVUE

Le fait que l'application stalinienne du marxisme soit très différente de la théorie marxiste pure ne démontre aucunement, comme nous l'avions cru nous-même autrefois, que le stalinisme trahit le marxisme mais, simplement, que la réalité pratique de la vie et du pouvoir les contraint à réviser, au jour le jour, pour survivre, certaines formes d'application de leur programme initial.

De l'aveu de tout communiste international, qu'il soit trotzkyste ou non, il ne reste plus de la théorie primitive dans l'application stalinienne que la propriété collective des moyens de production et le monopole du commerce extérieur.

Or, non seulement la phase finale du communisme n'a jamais été atteinte mais nous avons vu par ailleurs que loin d'y tendre le régime empiriquement revenait à d'autres méthodes.

L'égalité des hommes n'est pas réalisée puisque toute une hiérarchie se rétablit et que Staline lui-même fut contraint de reconnaître que "seuls les cadres sont décisifs" et "qu'il ne faut pas surestimer la technique, *car c'est l'homme qui, en fin de compte, met la technique en mouvement", formule anti-marxiste car les aptitudes à "mettre la technique en mouvement"* varient d'un individu à l'autre.

L'égalité des salaires est devenue une formule "gauchiste" irréalisable et se trouve en fait remplacée par une différenciation dix fois plus injuste et vexatoire qu'en aucun pays capitaliste de type normal.

Au stalinisme, phase finale du marxisme et stade suprême du capitalisme, manquaient les rapports de base nécessaires à la réalisation de la théorie marxiste, mais le léninisme lui-même, en réalisant le soviétisme dans un seul pays, en devant imaginer un état prolétarien, devait, par la force des choses, composer avec l'entourage capitaliste de la Russie et abandonner, au bout de peu de temps, de son intransigeance du début.

En fait, la politique de Staline dut devenir, peu à peu, seulement une politique de défense de l'URSS, puis de propagation de "sa" révolution, *non plus par la conquête des masses ouvrières au moyen de la propagande mais par le jeu subtil de la diplomatie*, de la pression politique par l'intermédiaire des P.C. nationaux et surtout d'action militaire. Pour ce faire, il se débarrassa en route de tous ceux qui s'encombraient de principes désuets et de tout ce qui, dans ces mêmes principes, pouvait contrarier son ambition en empêchant l'accomplissement de la tâche qui, le plus immédiatement, se présentait à son esprit.

De toute manière, dans la mesure où le stalinisme, où le marxisme, ne tiennent pas réellement compte des aspirations et des besoins profonds de l'individu et de ses conditions

naturelles d'existence, ils manifestent leur impuissance à construire le socialisme véritable. Le stalinisme démontre que certaines formes de domination politique et policière, que certaines méthodes de gouvernement, suffisent pour créer un état et maintenir un régime, à condition que le personnel humain auquel elles s'appliquent puisse les supporter. Il ne démontre pas du tout que le nivellement et la prolétarisation des larges masses du peuple soient les conditions de réalisation du socialisme.

Enfin, même ce que le stalinisme et le marxisme ont appelé planification, a été lié à la nature du personnel humain dont il disposait et l'a contraint à des concessions de fond, absolument incompatibles avec sa propre théorie. Elle n'est pas praticable de la même manière avec tous les personnels humains. Voilà ce que l'expérience a démontré.

LA PROTECTION DU TRAVAIL

D'après la critique marxiste, le capitaliste achète d'abord la journée de travail de son salarié et, cette journée étant achetée, il s'efforce d'en tirer le maximum de profit sans tenir le moindre compte de la santé ou de la fatigue de l'ouvrier.

En effet, puisque, d'après Marx, il existe toujours une "armée de réserve du prolétariat", pourcentage d'ouvriers sans emploi, il sera très facile au capitaliste de trouver un travailleur de rechange.

Qu'oppose donc la théorie marxiste à cette théorie capitaliste dénoncée par lui ? — Conservation de la force de travail, — dit-il. Mais il s'agit pour lui d'une simple considération économique. Il a fait plus dans le système soviétique qu'acheter la journée de travail : Il s'est approprié la vie tout entière de l'ouvrier et doit par suite calculer aussi sa conservation en tant que "machine capable d'un certain taux de productivité".

Il est d'autant plus indispensable pour le marxiste de conserver cette "force de travail" que la technique est au lendemain de la Révolution extrêmement déficiente par suite de la disparition des "cadres" avec le régime précédent. Les cadres sont longs à créer et il est précieux de conserver une main-d'oeuvre qui, en général, se trouve être rare.

Quoi qu'il en soit, dans le meilleur des cas, le marxiste ne voit dans cette "amélioration" de la vie du travailleur, qu'une satisfaction personnelle accordée au salarié, celui-ci pris individuellement et considéré comme unité économique sans liaison particulière avec la société, la nation ou la race.

Pour le marxiste, il s'agit seulement de revendiquer un certain temps de repos ou de vacances, sans meubler ce temps et sans lui donner un contenu qui élève son esprit et élargisse son horizon l s'agit de revendiquer un salaire quelconque afin de donner quelque satisfaction à lui-même, à sa femme et à sa famille, mais il ne s'agit pas pour lui d'assurer pour l'avenir de la société le développement d'une race plus forte et d'une nation plus vaste. Il se borne à revendiquer, dans les limites où la substance humaine individuelle reste intacte, pour une productivité immédiate.

Cependant, la coexistence de deux sortes d'États au moins : Le monde marxiste et le monde non-marxiste, maintient une certaine concurrence progressive avec un support "de classe". Mais, qu'un responsable soviétique indique à l'ouvrier : "Ta journée de travail est seulement de sept heures, c'est-à-dire qu'elle est plus courte que dans aucun pays capitaliste", le critère reste toujours pour lui le pays capitaliste. Le jour où disparaîtrait cette concurrence que se font l'État capitaliste et l'État soviétique, toute volonté de modification et de progrès disparaîtrait de l'esprit du dirigeant soviétique, faute d'un support principiel suffisant. Leur

but est de classe, c'est-à-dire qu'il n'existe que pour autant que se prolonge la lutte des classes. Le travailleur doit, dans tous les cas, admettre, même à tort, qu'il vit dans de meilleures conditions que sous un rapport de classes différent.

Si l'on admet au départ que le régime capitaliste libéral est mal construit, on pense, au spectacle de la société soviétique, que le marxiste s'est fixé pour but seulement de redresser le régime capitaliste et de l'aménager.

Pour le socialiste véritable, il devrait s'agir, non seulement de prolonger le temps des vacances, d'abréger le temps de travail et de rendre au travailleur sa maison plus confortable pour permettre un meilleur rendement à l'individu, mais, en introduisant un nouveau contenu moral dans sa vie, de lui apporter une autre conception de la vie et du monde que celle qui vient du capitalisme. L'appropriation des richesses et du bien-être matériel ne peuvent être un but unique aussi longtemps que l'homme ne se transforme pas en un quelconque animal enchaîné à sa mangeoire.

Cette volonté de l'homme normalement développé de se détacher de cette "mangeoire" pour regarder plus haut et plus loin, est telle que, périodiquement, le régime soviétique doit procéder à de nouveaux nivellements, à des "épurations". Tous ceux qui ne se contentent pas de l'horizon restreint que leur impose l'absence de toute recherche libre doivent, périodiquement, être "liquidés".

Par ailleurs, il tente partiellement, et toujours artificiellement, de concilier l'aspiration à la continuité, à "l'éternité", et l'aspiration au bonheur immédiat, tantôt en accordant une amélioration vite retirée, tantôt en promettant le mieux pour plus tard.

L'un des exemples les plus caractéristiques de la manière dont la bureaucratie comprend cette conservation de "la force de travail" sans tenir le moindrement compte de l'homme et de ses aspirations, fut celui de "la semaine ininterrompue". Le repos à jour fixe était radicalement supprimé et les jours de repos respectifs des différents membres de la famille ne tombaient jamais ensemble. Ainsi cette détente familiale que souhaitent tous les hommes disparaissait mais on sauvegardait la "récupération" des forces par le repos pour le travail ultérieur.

Du point de vue strictement matériel et mathématique, le compte s'y trouvait pour tous, mais, du point de vue humain...

LE TRAVAIL-MARCHANDISE

Jusqu'ici la notion capitaliste prévoyait, sous sa forme la plus libérale, qu'il devait y avoir offre et demande de travail, c'est-à-dire que, d'un côté, l'ouvrier vendait sa force de travail ; Que, d'autre part, l'employeur achetait cette force de travail. Le prix de cette force de travail était évalué d'un commun accord non d'après sa productivité mais d'après les nécessités de sa conservation, c'est-à-dire que l'ouvrier est payé non d'après ce qu'il produit réellement, mais d'après ce que nécessite le renouvellement et l'entretien de cette force en nourriture, loisir, etc. On le paye pour qu'il puisse travailler de nouveau le lendemain.

Les représentants des ouvriers ont d'ailleurs admis cette notion purement capitaliste et réactionnaire puisque les syndicalistes ont, une fois pour toutes, admis la notion du "salaire minimum vital" et qu'ils évaluent le niveau du salaire *d'après le coût de la vie* et *non d'après la valeur des objets produits*.

Quoi qu'il en soit, cette notion d'achat et de vente de la force de travail aurait dû être, dès l'abord, condamnée par tout socialiste conséquent ; Le travail est un devoir social : Quiconque s'acquitte de ce devoir, manuellement ou intellectuellement, doit participer *au profit social* qui en résulte, proportionnellement à son effort. Tel aurait dû être le raisonnement normal de tout socialiste. Or, en réalité, le marxisme qui, depuis cinquante ans, est apparu comme presque seul représentant du socialisme,

1. — Y opposait la notion de satisfaction des "besoins" (à chacun selon ses besoins), notion fausse parce qu'elle réduit le paiement du travail aux nécessités du *maintien de cette force*, en régime capitaliste, et qu'elle risque de dépasser les capacités de production sociale dans un régime qui ne le serait pas,
2. — Maintenait l'idée d'un "marché du travail" et d'une évaluation commerciale, donc fausse de la valeur de la force-travail de l'individu, en dehors de toute idée de *responsabilité personnelle*.

Le marxisme russe a résolu le problème de manière encore plus simpliste :

Puisqu'il y a marché du travail, maintenons ce marché mais soyons en même temps acheteurs et vendeurs. Puisqu'en fin de compte c'est "l'État de classe" qui achète le travail, emparons-nous de l'État et nous achèterons le travail au prix qui nous conviendra le mieux. La pratique devint naturellement, par la force des choses, tout autre : La bureaucratie, qui est censée "représenter" le prolétariat, achète sa force de travail comme la bourgeoisie le faisait auparavant, avec toutefois cette différence que :

1. — Elle est sans concurrent, donc elle l'achète moins cher,

2. — Elle paraît représenter le prolétariat et a le droit de traiter comme ennemi des travailleurs quiconque s'oppose à son monopole et à son mode de fixation des salaires.

Le véritable socialisme devait dépasser cette notion d'achat et de vente, déclarer même que la notion de "salaire" était fausse et que, seule, la notion de répartition des profits, de "participation aux bénéfices" suivant l'effort fourni, était seule équitable, dans le cadre de la participation de tous à l'effort commun. Chacun est obligé au travail dans le domaine qui est le sien et *participe* suivant l'effort fourni *au bien-être* et *au profit collectif* qu'il a contribué à créer.

Suivons pas à pas la critique marxiste de la forme capitaliste d'organisation et de paiement du travail.

Les marxistes considèrent la force de travail comme une marchandise quelconque qui, par suite, s'offre et s'achète. Le contrat de travail n'est donc, pour eux, qu'un marché passé entre le salarié et son employeur pour la vente et l'achat de sa force de travail.

Le capitaliste achète sur le marché la force de travail qui lui est nécessaire. Apparemment, ce contrat est passé librement puisque le travailleur offre à qui il veut, et quand il veut, sa force de travail ; Puisque le capitaliste achète, quand et où il veut, cette force. Dans la réalité, l'ouvrier, s'il ne veut devenir chômeur, doit accepter les conditions qui lui sont faites par le capitaliste : S'il ne l'accepte pas, d'autres l'accepteront soit volontairement, soit parce que les nécessités le leur imposeront. La liberté et l'égalité des contractants devient donc illusoire. Les capitalistes oppriment et exploitent les travailleurs parce que ceux-ci ne possèdent pas les moyens de production.

D'autre part, pour le marxisme, ce contrat qui ne comporte, lors de sa conclusion, ni l'égalité ni la liberté pour l'ouvrier, comporte aussi une clause d'exploitation du travailleur. En effet, au cours de l'exécution du contrat de travail, le capital s'accroît pendant que le travailleur reste au même niveau ou même s'appauvrit. C'est ce que le marxiste appelle capital et plus-value.

Pour le marxiste, le Capital prend deux formes qui, ensemble, représentent la puissance même de la classe dominante : Il prend la forme du capital financier qui est la somme d'argent que possède le capitaliste. Or, avec cette somme, le capitaliste peut se procurer des moyens de production (machines, matières premières, force de travail), avec lesquels il produit des marchandises. C'est la seconde forme du Capital ou capital industriel. Les produits seront vendus et le capital redevient à nouveau financier. Entre le premier capital financier et le second, une modification est intervenue qui fait que la somme primitive s'est trouvée considérablement accrue. L'accroissement est appelé plus-value par Marx. Or, selon Marx, cette plus-value provient uniquement de la somme de travail fournie par l'ouvrier, somme de travail qui, par suite de l'exploitation capitaliste, est payée incomplètement et se trouve ainsi en partie volée à l'ouvrier.

C'est ici d'ailleurs qu'on note l'un des points faibles de la doctrine marxiste puisqu'elle devrait faire intervenir l'effort du capitaliste (nous ne disons pas du capital, car l'amortissement ou le renouvellement du capital est encore autre chose) dans ce processus pour l'évaluer et lui accorder sa part. Il est évident pour quiconque que l'organisation plus ou moins judicieuse du travail et de l'entreprise intervient dans une mesure assez large pour modifier la plus-value.

Mais Marx a simplifié le problème en considérant toujours le capitaliste comme un non-travailleur, ce qui, assez souvent, n'est pas le cas et même, si l'on veut considérer l'ensemble du rapport des classes, ce qui est généralement faux, car la "classe capitaliste" est composée, dans son ensemble, de techniciens, administrateurs, directeurs d'entreprises, etc. Qui, pour n'être pas des manuels n'en sont pas moins des gens qui ont une activité importante.

Quoi qu'il en soit, c'est encore là qu'apparaît la seconde faille dans le système marxiste : Après avoir donné une définition du "travail nécessaire", c'est-à-dire du travail utile à couvrir son salaire et à amortir le prix de la machine, il indique que tout travail supplémentaire est destiné au capitaliste.

Ce "travail complémentaire" accompli par l'ouvrier est plus ou moins long suivant que la journée de travail est longue, suivant la cadence du travail et suivant la force productive du travail de l'ouvrier.

Or, Marx précise ailleurs que "mis à part le plus ou moins grand développement de la production sociale, la productivité du travail est liée *à des conditions naturelles*. Elles se rapportent à la nature de l'homme même, comme la Race, etc. Et aux conditions de la nature environnante".

Mais cette notion de race qui modifie essentiellement, d'après Marx, la productivité du travail, est ensuite laissée par lui et surtout par ses disciples résolument de côté. Car il devrait autrement reconnaître que certaines races *sont radicalement inaptes à un travail productif ou créateur*. Il devrait admettre que l'impossibilité d'égalité dans le développement des races doit entraîner une hiérarchie des races et exiger la protection scientifique des races les plus susceptibles de travail productif et créateur. Marx n'en fait rien et ceci est une autre des contradictions internes de son système.

LE CONTRAT DE TRAVAIL SOVIÉTIQUE

Nous insisterons surtout sur le fait de la réalisation soviétique du contrat de travail qui se trouve être réellement contradictoire en son essence même.

D'une part, il est affirmé que les "travailleurs" sont possesseurs de toute l'économie de l'État et des entreprises, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir place dans un tel État pour un "contrat de travail". — Et, d'autre part, on trouve qu'un contrat de travail est signé par "les organisations syndicales" pour chaque profession. Or, le Syndicat, organisme d'État, passe contrat avec l'État lui-même.

Il est nécessaire pourtant, pour contracter, de se trouver à deux au moins dont les intérêts sont différents ou peuvent l'être, puisque le rôle même du contrat est d'énoncer et de fixer les droits et prérogatives de chacun des contractants.

On voit difficilement un chef d'entreprise conclure avec lui-même un "contrat de travail" et, dans le cas même où une entreprise est collective — c'est le cas notamment d'entreprises coopératives — on trouve établi au plus un contrat d'association, un règlement intérieur de partage des bénéfices de l'entreprise mais la notion même du contrat de travail tend à disparaître.

Dans un État réellement socialiste, c'est-à-dire un État où les ouvriers participeraient réellement à l'administration de l'entreprise ; Où, dans l'entreprise, ils seraient réellement appelés à recevoir leur part des bénéfices de l'exploitation, il n'y aurait au plus qu'un accord de répartition des bénéfices nets et des lois et règlements prévoyant quelle part de la plus-value doit être destinée à l'amortissement ou à la modernisation du matériel.

Que trouvons-nous au lieu de cela dans l'État soviétique ? Un contrat collectif de travail conclu entre les organismes économiques d'État d'une part, et les organisations syndicales d'autre part.

On peut comprendre de deux manières cette survivance du "contrat collectif".

D'abord, ce peut être l'aveu de l'existence d'un antagonisme "de classes" dans ce que, pompeusement, on appelait "l'état sans classes" : Les syndicats ouvriers traitant avec la bureaucratie d'État et s'opposant à elle.

Pourtant, le fait que le syndicat soit devenu lui-même organisme d'État amoindrit fort la vraisemblance de cette interprétation. En 1933, en effet, le Commissariat du peuple au travail fusionnait avec l'Union centrale des syndicats de l'URSS. Les marxistes patentés

vous souffleront à voix basse que c'est un camouflage "démocratique libéral" de la dictature prolétarienne à l'usage du monde capitaliste extérieur.

Le fait même que les dirigeants du "monde capitaliste" ne sont pas naïfs au point de ne pas découvrir une ruse aussi grossière annule cet argument.

Le camouflage — et c'est la seule manière de comprendre les choses — a seulement une valeur de propagande à l'usage du peuple russe. Il s'agit de lui faire croire qu'il peut encore discuter "démocratiquement" de ses conditions de vie et de travail et qu'il est représenté par "ses" syndicats. Comme ceux qui pourraient lui démontrer le contraire sont systématiquement déportés ou "épurés", l'argument peut porter encore assez souvent. Mais cela démontre cependant qu'il existe opposition d'intérêts entre l'État et la classe ouvrière et que cet antagonisme est reconnu par la classe dans une proportion suffisante pour souhaiter se grouper et "se défendre".

La résistance pour l'ouvrier est d'autant plus inégale que le monopole du travail et non seulement ce monopole mais le monopole de tous les moyens d'existence, sont entre les mains de la bureaucratie d'État.

Dans le régime capitaliste libéral, le travailleur possède à coup sûr le droit absolu de quitter son travail dans les limites prévues par le contrat de travail, c'est-à-dire en suite d'un préavis qui va d'une heure à un mois suivant les cas. Nous avons déjà connaissance de l'impossibilité pour l'ouvrier soviétique d'en faire autant puisque l'absence "sans motif" d'une journée peut entraîner un emprisonnement de deux semaines à six mois. De toute manière également, ayant quitté son travail, il lui est possible de trouver rapidement un autre employeur, sinon toujours dans la même ville au moins dans une localité voisine. Seule sa plus ou moins grande qualification rendra plus ou moins difficile son réemploi.

La bureaucratie soviétique étant dans tout l'État seul employeur, le salarié quittant un emploi devra, dans tous les cas, justifier des motifs qui l'amènent à en changer. Dans ce cas, on lui refusera à coup sûr un autre emploi et ce conformément à la loi (Loi du 27 juin 1940) qui punit d'emprisonnement un directeur d'entreprise qui réemploie un travailleur ayant quitté son entreprise sans autorisation.

D'autre part, le prix du travail est nécessairement fixé par la bureaucratie anonyme sans discussion possible puisque le syndicat "représentant les travailleurs" est lui-même organisme d'un État "représentant les travailleurs". Ceux-ci ne pouvant s'opposer à "leur État" sans être des "contre-révolutionnaires", ils n'ont qu'à accepter sans mot dire les décisions prises. Toute discussion ou opposition es impossible par là même.

Ainsi, la fixation des prix du travail est tellement monopolisée qu'à aucun moment de l'exploitation capitaliste les travailleurs ne purent subir une telle dictature.

LE PROGRÈS TECHNIQUE

On peut prétendre que les idées socialistes sont très anciennes et que Platon a déjà été un précurseur du communisme, mais ni Thomas Moore ni Malthus n'ont pu exprimer les idées qui sont ou doivent être celles du socialisme moderne. Sans doute, ils n'ont pas ignoré la lutte qui, depuis toujours, oppose les riches aux pauvres, mais ce qu'ils ont ignoré ce sont certains développements de l'économie par l'industrialisation et par le progrès technique que nous seuls avons pu connaître.

Il est peut-être souhaitable, pour une agitation démagogique auprès de larges masses, de vouloir faire un rapprochement entre la Révolte de Spartacus et les révolutions ou insurrections modernes des prolétaires contre les capitalistes. Ce n'est, en réalité, qu'une image facile et que rien ne justifie. Du jour où Papin a inventé la machine à vapeur est apparu un homme nouveau : Celui qui précisément possédait cette machine à vapeur face à celui qui, ne la possédant pas, devait être à son service. Alors que nous pouvons voir dans l'opposition de Spartacus aux patriciens romains une véritable lutte de races, nous pouvons voir dans le combat qui oppose l'homme qui possédait la machine à celui qui ne la possédait pas, une lutte intérieure, une guerre civile entre fils d'un même peuple et d'une même race. En effet, les esclaves révoltés de Spartacus étaient des hommes vaincus dans différentes guerres auxquels on imposait le servage par droit de conquête ; Ils appartenaient à d'autres races et la plupart du temps aux races africaines ou du Proche-Orient que Rome avait soumises d'abord. À leur mécontentement de subir un traitement souvent rude s'ajoutait la haine du vaincu pour le vainqueur et du sujet pour le maître. Le véritable moteur de leur lutte était non le mécontentement contre une situation après tout normale à leur époque, mais l'indignation de races inférieures contre un peuple de maîtres.

Au contraire, à notre époque, du jour où la machine à vapeur apparut, l'artisanat dut se rétrécir et celui qui, dès le départ, avait été assez riche pour se procurer les moyens de production nouveaux, imposait sa loi non par sa valeur propre mais par sa richesse, non par la force de sa race mais par le poids de son capital, à ceux qui, moins doués ou moins riches, n'avaient pu acheter les mêmes machines. À côté de cet artisan dont l'entreprise grandissait grâce au développement industriel, des dizaines d'artisans disparaissaient et devenaient des prolétaires. Désormais, la révolution industrielle était prévue et la véritable division en classes qu'analyse Karl Marx et que soulignent, quelquefois empiriquement, la plupart des socialistes, devenait un fait réel. Ce qui, autrefois, était inégalité raciale, devenait inégalité économique. Seuls les faussaires marxistes pouvaient y chercher une analogie. L'opposition de Spartacus et des "prolétaires" romains était raciale et non économique.

Plongé dans une situation économique nouvelle, cet artisan, transformé en ouvrier, en prolétaire ; Commence de prendre conscience de son état nouveau. Délaissant la corporation que souvent d'ailleurs la bourgeoisie naissante interdit, il commence de créer des associations souvent rivales mais qui ont pour but tout de même de le protéger contre l'ambition démesurée de celui qui possède la machine.

Le syndicat se crée et il utilise l'unique arme qui soit en son pouvoir : L'inertie, le refus du travail, la grève. Mais, en même temps que l'industrialisation apparaît, un autre phénomène se développe. La machine se perfectionne sans cesse et elle pénètre à la campagne, la charrue s'améliore parce qu'on connaît désormais d'autres moyens de traiter le fer et l'acier. Peu à peu, un double mouvement se développe : Là où arrive la machine dans la campagne, le paysan doit s'en aller car son travail devient partiellement inutile. De plus, le développement industriel des villes par l'attrait de facilités certaines et par promesse de meilleur salaire entraîne un grand nombre de paysans à quitter la terre.

La population paysanne diminue, la population urbaine s'accroît n même temps qu'elle s'accroît, ses difficultés matérielles s'élargissent aussi. Autrefois, l'artisan, le compagnon même auprès de l'artisan, trouvaient dans l'atelier et l'exploitation familiale une stabilité et une certitude du lendemain. Maintenant, le paysan sans terres, qui a connu le travail de la ville, a découvert, en même temps, qu'il ne possédait plus rien, pas même la certitude de travailler le lendemain. Désormais, lui comme l'ouvrier qu'on peut licencier sans obligations aucunes, à tout moment, a rompu tout lien avec le reste de la société. Comment peut-il concevoir entre lui et le reste de la société un lien de solidarité alors que cette société même ne lui garantit ni le pain, ni le gîte, ni la terre, ni rien de ce qui, jusqu'ici, faisait la certitude de son existence ? Suivant la définition de Marx, vraiment le prolétaire ne pouvait rien perdre, que ses chaînes, et, n'étant lié en aucune manière à la société qui l'entourait, vraiment il n'avait pas de patrie.

La lutte de classes était déclenchée et la lutte de classes amenait le prolétaire à lutter contre ses frères de race et contre sa propre famille nationale. Il s'agissait seulement de savoir si cette crise morale profonde du déracinement était une crise permanente et définitive ou seulement une crise de croissance amenée par une inadaptation momentanée à un développement économique soudain.

Ce bond dans l'inconnu de la technique s'était produit sans que rien en fait l'ait laissé présager et sans qu'en aucune façon la société y fût préparée.

VERS L'UNITÉ DU PEUPLE

Paysans déracinés, artisans expropriés, tous entrés au service de l'industrie et de la technique nouvelle, avaient, en grande partie, perdu l'indépendance qui était leur bien quelques dizaines d'années auparavant. Aussi longtemps qu'ils avaient été des artisans ou des paysans libres, ou de simples compagnons, qui avaient eu la possibilité et le droit, grâce à leur valeur propre, de devenir artisans, ils avaient détenu, apparemment du moins, une parcelle du pouvoir. Leur domaine était le village et, à la rigueur, la petite ville. Les villes immenses que nous connaissons maintenant leur étaient inconnues et l'individualisme, profond chez eux, n'allait pas si loin qu'ils ne pussent se sentir liés à une communauté sociale particulière.

Du jour où ils durent s'entasser dans les villes immenses où ils furent dépersonnalisés et soumis à la dictature sans contrôle d'un employeur tout-puissant, ils sentirent mieux leur privation de liberté. De toute manière, ils constituèrent, avec les autres couches sociales, une sorte de masse informe qui ne ressemblait plus aux peuples primitifs, rassemblés dans des communes. Ils n'avaient pas encore trouvé la formule politique qui les unirait en une nouvelle communauté.

Pour passer de l'association familiale artisanale et communale à une nouvelle idée de communauté nationale dans laquelle chacun et tous auraient leur place, il était nécessaire de franchir une nouvelle étape non pas économique mais morale et politique. Il s'agissait d'exprimer d'abord l'idée et la théorie d'une communauté et d'un État nouveau.

L'État n'est en fait que l'expression de masse, organisée et armée. Aussi longtemps que chaque homme fut admis à porter les armes de la tribu, le meilleur guerrier, qui était en même temps le chef, représentait l'État. La lutte qui opposa les plébéiens et les patriciens à Rome n'apparut que du jour où les patriciens n'étant pas seuls à porter les armes, leurs auxiliaires demandèrent également des droits politiques qu'en fait ils avaient conquis déjà sur le champ de bataille. L'égalité de devoir avait créé chez eux une volonté d'égalité politique ce c'est ainsi que fut atteinte la forme sociale de la République romaine.

Aussi longtemps encore que la noblesse fut seule admise à porter les armes dans notre société au Moyen-Âge, l'État ne fut que l'expression de cette société et non du peuple dans son ensemble. Le peuple subissait la guerre sans la faire l subissait l'État sans y participer.

La guerre, en s'élargissant, ouvrait les portes de l'armée à la bourgeoisie naissante. Ce lui fut l'occasion de manifester sa maturité politique et de revendiquer le pouvoir. L'État, là encore, se trouva être, non pas comme le définissent les marxistes, un outil d'oppression qui réserve les armes à la classe au pouvoir, mais au contraire, la classe qui portait les armes s'emparait du pouvoir pour constituer l'État. La guerre moderne, dans son esprit, et dans son

essence, est totalitaire, c'est-à-dire que personne n'en est exclu, personne n'en est exempt. Par suite, les larges masses armées prenant conscience de leur valeur et de leur poids commencent de revendiquer en même temps que des droits économiques des droits à la direction qu'elles ont méritée en versant leur sang.

Il est clair que, dans ces conditions, si l'armée n'est pas une armée de classe et si tous se trouvent côte à côte dans la défense d'un territoire et de certaines institutions, tous doivent et peuvent se retrouver côté à côte dans l'administration de l'État. Ce n'est que parce que le marxisme a voulu copier les sociétés du passé qu'il réclame pour une seule classe le droit de porter les armes et, surtout, d'exercer le pouvoir. L'expérience a montré d'ailleurs qu'il ne réservait pas cependant les armes aux seuls "prolétaires".

Les réalités lui ont imposé dans les pays où il exerçait le pouvoir, et notamment en URSS, d'unir tous les membres de la nation dans la guerre totale et de faire appel, par la force même des choses et des nécessités de guerre, aux larges masses du peuple et pas seulement aux ouvriers. Il se trouve même qu'il doit confier les armes aux paysans plus encore qu'aux ouvriers, contradiction dont on sentira bientôt les résultats.

Ainsi donc, par la force des nécessités de la vie et de l'histoire, on atteint en même temps à la conception de la guerre totale et à la conception de l'État totalitaire dans lequel, sans distinction de classes et par suppression des classes ou, au moins, par une normalisation et un ordre imposé par l'État arbitre, le peuple tout entier se trouve uni pour des buts communs.

Nation, Peuple et État se trouvent, par la force des choses, réunis en un tout.

Le soviétisme se rebelle contre cet impératif historique mais doit s'y soumettre à chaque tournant grave et ajuster par instant la structure de l'État à la conjoncture historique.

Dès cet instant, l'État doit également intervenir dans l'économie. Le peuple ayant pris conscience de son unité et des nécessités qui sont communes à tous ses partis, l'État qui en est l'émanation doit songer à la réalisation du socialisme. Il ne lui est plus possible d'appartenir à une seule classe et d'obéir aux intérêts des uns ou des autres en particulier. Il doit défendre les intérêts collectifs de la nation et du peuple ; Il doit imposer à chacun une tâche précise dans l'économie de la communauté l ne doit plus être question de la liberté individuelle qui était celle de l'artisan ou des paysans du Moyen-Âge, mais d'une liberté collective appliquée pour l'ensemble de la nation et à laquelle chacun participe suivant les services rendus à la communauté. L'industriel n'est plus, comme au siècle précédent, celui qui décide en toute liberté de la manière dont il fera tourner sa machine, de la façon dont il paiera et fera vivre ses ouvriers et de l'instant auquel il livrera ces derniers au chômage. L'État lui ayant fixé un plan, il devra s'y conformer et prendre conscience de l'obligation où il se trouve d'être un rouage de la machine sociale.

Sans doute, du fait même qu'il est à l'origine possesseur de l'usine, il garde un rôle responsable et dirigeant de l'entreprise, mais il n'est pas indépendant et ses intérêts privés, dans la mesure où des dispositions socialistes sont prises, restent soumis à l'intérêt collectif. L'exemple soviétique démontre que le directeur d'entreprise devient un véritable patron de l'usine qu'il dirige aux périodes graves et notamment dans la guerre. Que son titre soit différent ne modifie rien à son rôle de "chef d'entreprise".

Le travailleur ne doit pas, comme au siècle précédent, considérer que l'employeur est un ennemi, mais il doit admettre que cet employeur, en tant que chef d'entreprise, accomplit

une tâche utile, indépendante, et dont les limites lui sont fixées par l'État.

Le travailleur dans ce cas, admettant que le chef d'entreprise est un travailleur comme lui-même et seulement un travailleur investi d'autres fonctions, retrouve le sens de la collaboration qu'il avait perdu en quittant l'artisanat. Au temps de l'artisanat en effet, le compagnon et l'apprenti étaient intimement liés au maître puisqu'ils savaient que la prospérité du maître était la garantie de leur propre prospérité. Dans le socialisme moderne, l'ouvrier doit comprendre et admettre que la prospérité de l'entreprise, facteur de la prospérité nationale, est la garantie même de sa propre aisance. Du jour où il admet de nouveau cet équilibre social, un grand pas est fait en avant sur la voie du socialisme. Ce pas est loin d'être franchi en URSS du fait de l'anonymat et de l'irresponsabilité bureaucratique.

Quant au paysan, il est nécessaire qu'il conçoive que, dans une société où chacun est à sa place, et où chacun accomplit strictement son devoir social, il n'est pas non plus exempt de remplir sa tâche d'une façon ordonnée et précise. Depuis les origines, le paysan a vécu en toute indépendance et a fait de sa terre un peu ce qu'il a voulu, c'est-à-dire qu'il lui a fait produire non ce qu'il était nécessaire de donner à la communauté mais ce qu'il était le plus profitable, pour lui-même paysan, de faire produire. Il reste propriétaire de sa terre. Il conserve la plus grande initiative pour l'exécution de sa tâche mais, de même que l'industriel n'est pas libre de produire n'importe quoi, de même que l'ouvrier exécute la tâche qui lui est fixée par la communauté, de même le paysan doit fournir au reste de la société ce qui est nécessaire à sa subsistance.

Il renoncera par là même à son indépendance primitive mais il bénéficiera de tout l'appui de la société qui lui apporte la machine et le progrès modernes.

Tout cela pose désormais un problème d'indépendance à l'égard du capital financier. Nous avons bien fixé que le socialisme moderne formant la réalité nationale impose une tâche précise au capital industriel, à l'ouvrier et au paysan. Il est nécessaire pour que cette tâche soit accomplie en toute liberté que l'indépendance nationale, l'indépendance de la communauté ainsi constituée, soit garantie et protégée par l'État.

Jusqu'à nos jours, on a vu l'argent passer sous le contrôle des pays étrangers par l'intermédiaire de la banque. Celui qui possédait l'argent le plaçait non pour permettre à la communauté de vivre et de prospérer mais pour en recevoir un bénéfice et il est certain que, dans ces conditions, il le plaçait n'importe où et même chez des ennemis de cette communauté, pourvu qu'il en tire un profit plus grand. Peu à peu, le capital industriel lui-même devenait la proie du capital financier international.

C'était l'une des tares du capital qui devenait international et qui fournissait ainsi le prétexte au marxisme de développer une prétendue lutte internationale du prolétariat. Il est certain, quand on examine de près le problème, que cette lutte était peut-être anti-nationale mais n'était, à coup sûr, jamais internationale.

Le capital financier doit donc désormais être placé au service de la communauté nationale et seul l'État devra pouvoir l'échanger et le placer parfois à l'étranger dans la mesure où ses investissements serviront l'intérêt communautaire et garantiront la liberté et l'indépendance de cette communauté.

Nous préconisons la construction d'un nouveau Parti du peuple français qui soit capable de reconstituer l'Unité d'un peuple que des forces étrangères et capitalistes conjuguées ont réussi à diviser. Nous savons que la couche sociale décisive pour réaliser cette unité et

la rendre dynamique est la classe ouvrière. Pour nous, en effet, celui qui a conquis la classe ouvrière a conquis le peuple, et celui qui a conquis le peuple a déjà tracé la route pour l'Unité de la Nation entière, ce qui n'implique nullement qu'on doive soumettre la Nation à la seule classe ouvrière comme le veulent les marxistes.

Nous savons que la Révolution socialiste que nous préparons et que nous voulons ne jaillira jamais spontanément, ne sortira pas toute faite du sol, et qu'elle ne tombera pas du ciel. La révolution socialiste ne peut être préparée et approchée que par un travail d'organisation systématique dans un combat de chaque jour et de chaque instant.

Nous savons aussi qu'il n'y a plus, depuis longtemps, dans nos pays civilisés, de spontanéité dans l'action et dans le combat des masses. Comme Hegel en effet, nous affirmons qu'avant toute action se trouve le plan, le programme, et que les hommes ne font que se grouper autour de l'Idée et du parti porteur de cette idée *lorsque le développement social arrive au niveau de cette idée*. Si les ouvriers, les employés, les intellectuels, les commerçants, etc. s'organisent, c'est autour d'un plan de combat, d'un programme préalablement établi ; C'est pour confier l'exécution de ce plan et de ce programme aux chefs qui se sont offerts ou qu'ils ont choisis. Ayant ainsi donné mandat à leurs chefs, ils ont accepté la discipline de l'organisation et ils ne s'en détachent plus que difficilement.

D'un autre côté, dans des pays démocratiques, on ne peut nier l'importance et le poids décisif des grandes organisation associant des millions d'adhérents et on doit, par suite, lors de l'établissement d'un plan de combat révolutionnaire et de l'évaluation d'un rapport de forces faire entrer ces organisations en ligne de compte.

Nous serions de bien pauvres socialistes si, dans la conquête progressive de la classe ouvrière, nous voulions ignorer la place que doit occuper la conquête de ces organisations et particulièrement des syndicats. Il est sans doute plus facile de dire comme certains : Nous devons les détruire. Pour nous, nous affirmons :

1. — Qu'il serait nuisible de les détruire, pour les ouvriers et pour le socialisme même,
2. — Qu'il serait impossible de les détruire parce que les ouvriers eux-mêmes ne le toléreraient pas puisqu'il s'agit là de leur unique sauvegarde.

Beaucoup de camarades s'indignent ou simplement s'étonnent de notre insistance à vouloir pénétrer dans la C.G.T. qui, à leurs yeux, représente seulement le bastion essentiel du stalinisme. C'est qu'ils ne saisissent ni l'importance de cette tâche, ni la situation réelle de la classe ouvrière, ni la faiblesse des positions staliniennes dans le syndicalisme.

Notre travail est sans conteste d'abord un travail de clarification et d'action politiques au milieu des ouvriers mais prétendre, comme le pensent certains, conquérir les travailleurs "de l'extérieur", en se désintéressant et en s'opposant à leurs organisations, serait mener notre Parti à une impasse, au piétinement et à l'étouffement.

Pourtant, fidèles à leur théorie qu'il fallait détruire la C.G.T. et lui substituer autre chose, certains ont pensé qu'ils devraient constituer des "syndicats" dits nationaux et les opposer à la C.G.T. et ils n'ont pas compris que leurs efforts étaient voués à l'impuissance dès le départ même. Ou bien, en effet, les ouvriers sont d'avance "marxistes" et ils ne se grouperont pas ailleurs qu'avec les marxistes, ou bien ils se sont groupés d'abord et ils ont été peu à peu défendus et dirigés par les seuls marxistes. Dans ce cas, le même travail de conquête peut être refait dans l'autre sens, à l'intérieur même de la C.G.T. considérée comme une organisation ouvrière normale.

Que faisaient au contraire les champions du syndicalisme "national" ? D'abord, ils unissaient dans leurs prétendus syndicats non la partie la plus évoluée, compréhensive, socialiste, de la classe ouvrière mais, au contraire, cette mince couche retardataire qui n'a aucun sens communautaire, aucune volonté de progrès et de développement scientifique. C'est cette couche qui fournit les briseurs de grèves, les mouchards, les "stakhanovistes". Il est certain que, contre ces "jaunes", les ouvriers se rejetaient avec d'autant plus de confiance sous la tutelle de leurs chefs staliniens.

D'autre part, en supposant même que leurs "syndicats" aient réuni véritablement un noyau de qualité puisé dans la classe ouvrière, l'existence simultanée de deux organisations apporte, même si on ne le souhaite pas, une concurrence, une lutte et, finalement, une haine véritable entre les ouvriers d'une même entreprise et d'une même profession, et entre travailleurs d'un même pays.

Curieuse attitude que celle de militants, qui souhaitent l'unité réelle, non seulement de tous les ouvriers mais de tout le peuple, que de diviser au départ des hommes que rien à l'origine ne doit opposer.

Si nous avons le droit de nous opposer à des "chefs", à des "bonzes", nous n'avons pas le droit d'opposer des hommes du peuple à d'autres hommes du peuple, artificiellement. Si cette opposition existe à un moment donné, elle doit venir de nos adversaires et non pas de nous.

Nous devons admettre dès le départ que les ouvriers qui sont sortis de leur indifférence politique et sociale et se sont unis, constituent bien la partie la plus décisive, la plus socialiste, de la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous reconnaissons que les ouvriers sont entraînés dans un sens qui, loin d'être le sens de l'unité du peuple, est celui de la lutte de chaque partie d'un même peuple contre toutes les autres. Nous avons à comprendre pourquoi ils se sont trouvés rejetés dans ce sens et non à les condamner en bloc. Il faut leur démontrer leur erreur sur place et non en créant artificiellement des groupements qui ne feraient qu'accroître la confusion et la division de tout le peuple.

À ceux qui nous disent que le parti révolutionnaire et le parti seul doit, par son programme, entraîner tout le peuple, nous répondons :

Il est vrai que seul le Parti en tant qu'état-major révolutionnaire est capable sous la direction de chefs avertis de mener le peuple à l'unité et au combat. Pourtant, aussi vaste que puisse devenir le parti, il constitue et doit constituer toujours un état-major politique, une élite consciente, une avant-garde. Son rôle, par suite, ne peut être de prendre la défense d'une couche sociale, en particulier, mais de tout le peuple. Il prépare le combat de tout le peuple et fournit à la nation ses chefs. Dès cet instant, entre les chefs et les masses, il doit se trouver toutes sortes d'intermédiaires qui transmettent les mots d'ordre et les ordres des chefs. Ce sont ces intermédiaires qui, plongés profondément dans les masses du peuple, doivent être comme le ferment dans la pâte. Les chefs syndicalistes doivent être ou devenir quelques-uns de ces hommes de liaison entre le peuple et les chefs politiques du peuple.

Par contre, le parti populaire et le chef n'apparaissent que lorsque le peuple en sent tellement la nécessité que spontanément ou presque jaillissent de lui les appels vers ce chef et vers ce parti : Obscurément, la théorie préexiste dans le peuple e parti et le chef ne sont que les représentants dirait-on providentiels de la volonté, des aspirations et du destin du peuple. Le chef et ses représentants devront donc établir les contacts avec la masse là où elle

se trouve et dans tous les cas obtenir la communication la plus directe possible avec elle.

Le syndicat, représentant direct de couches sociales de classes bien déterminées, n'est que *l'un des lieux* où les chefs prennent contact avec une partie du peuple, d'où la nécessité, non d'en constituer de nouveaux — ce serait accentuer la division et compliquer la tâche — mais de conquérir ceux qui existent.

L'ÉTAT LÉNINISTE

De qui veut trop prouver, on dit souvent qu'il ne prouve rien, ou même qu'il démontre le contraire de ce qu'il souhaite. C'est pourquoi on est confondu de la naïveté, de la mauvaise foi, ou, peut-être, de l'ignorance de Lénine traitant le problème de l'État.

Rappelant les époques "primitives" où "les hommes vivaient par familles, tribus", il indique :

> (Qu') "alors, il n'y avait pas d'État, il n'y avait pas d'appareil spécial pour exercer systématiquement la contrainte et soumettre les hommes à la violence."

Plus loin, après avoir défini que :

> "Lorsqu'apparaît un groupe spécial d'hommes occupé uniquement à gouverner et ayant besoin, pour cela, d'un appareil fait pour la contrainte, pour l'assujettissement de la volonté d'autrui à la violence, prisons, détachements spéciaux d'hommes armés, etc. . . Alors apparaît l'État",

Il conclut d'une façon curieuse et, pourrait-on dire, inattendue :

> "L'histoire démontre que l'État, en tant qu'appareil spécial de contrainte à l'égard des hommes, n'apparaît qu'à l'endroit et au moment où surgit la division de la société en classes, c'est-à-dire la division en groupes d'hommes, dont les uns peuvent constamment s'approprier le travail des autres, et où l'un exploite l'autre."

Enfin, précisant sa pensée :

> "Maîtres et esclaves, écrit-il ailleurs, telle est la première division en classes."

Voilà, en effet, qui est parfaitement clair et exact, nous diront certains, et ils s'étonneront que nous trouvions cette conclusion de Lénine inattendue, surprenante ou fausse.

Il est vrai que la casuistique marxiste aurait dû, plus tôt, nous accoutumer à la falsification systématique de l'histoire, à l'emploi de mots truqués et de pensées retorses !

Mais, rappelons les faits eux -mêmes !

Quand apparut l'esclavage, le maître "exploitait" l'esclave et, de plus, "s'appropriait" le travail qu'il fournissait.

Nous ne voudrions pas cependant laisser passer une occasion si belle de montrer de quels procédés le marxisme s'entoure pour se qualifier de "scientifique".

Marx et Lénine, parlant de ce qu'ils appellent la société primitive, passent sous silence son développement historique essentiel. Ils reconnaissent que, tout à coup, et après la so-

ciété patriarcale, le clan, la tribu, apparaît la société esclavagiste mais, volontairement sans doute, et pour étayer la fragilité de leur construction, *ils n'expriment pas comment naquit une telle société esclavagiste, comment un homme libre devint esclave* !

Il faudrait d'abord nous dire si, comme le prétendent les marxistes, l'esclavage est *d'abord* un phénomène économique, ou, d'abord, un phénomène politique et militaire ? Là, et là seulement, réside le point sensible.

Penchons-nous seulement sur l'histoire des premières sociétés européennes. Il n'est pas besoin de remonter bien loin en arrière pour retrouver l'esclavage et nous verrons qu'il a, pour ainsi dire, représenté un progrès dans l'art de conduire et de terminer une guerre ; Nous dirions maintenant, une "humanisation" de la guerre. Pour parler bref, il s'agissait, avec l'utilisation de l'esclavage, d'une manifestation de politisation des esprits, "l'utilisation" des esclaves et de leur travail n'étant que la conséquence *secondaire* de cette humanisation.

Le clan primitif est isolé et ne rencontre pas le clan voisin, il est composé surtout de chasseurs. Quand deux clans arrivent à se rencontrer sur le terrain de chasse, *l'un extermine l'autre* : Ainsi disparaissent des races.

Plus tard encore, la civilisation se développe, le clan devient à demi sédentaire et apprend à cultiver la terre. La rencontre des deux tribus pour la possession d'un site favorable amène encore l'extermination de la plus faible, de la moins armée, de celle dont la capacité d'organisation (militaire et politique) est inférieure, de celle dont *l'intelligence* et la civilisation sont moindres, de celle qui a moins d'aptitudes à créer des outils et des armes.

Or, le jour vint où on commença d'épargner sinon le guerrier, du moins la femme du vaincu, où, en un mot, la guerre fut "humanisée".

La femme dut partager la couche du vainqueur, sans doute, mais elle survécut, l'enfant grandissant dut travailler pour vivre et manger, il survécut également, et, tous deux partagèrent la nourriture et l'habitat du vainqueur. Cependant, ils ne pouvaient avoir, dans la tribu, un rang égal aux membres de la tribu. *Distinction politique, discrimination ethnique*, basées uniquement sur la valeur réelle de la race vaincue, de l'individu conquis par rapport au conquérant.

Qu'on ne rétorque pas que le conquérant était parfois inférieur au conquis. Dans ce cas, la sélection jouait bien vite au détriment du conquérant et ce ne pouvait être que l'exception minime qui ne peut fausser la règle.

N'est-ce pas Lénine d'ailleurs qui souligne encore que :

> "Le développement de toutes les sociétés humaines pendant des milliers d'années, dans tous les pays sans exception, nous montre que ce développement s'effectuait suivant une loi générale, avec régularité et conséquence . . ."

Seulement, la "loi générale" de développement des sociétés n'est pas celle qu'il croit ou qu'il dit, mais, bien au contraire, celle de la conquête et de la soumission des races les unes par les autres. Dans ce cas, la race la mieux douée, épargnant le vaincu, était amenée à user de sa force de travail, plutôt que de l'égorger ou de le nourrir à ne rien faire.

L'esclave est le prisonnier de guerre, le vaincu de la lutte pour la vie, mais le vaincu qu'*on épargne*. Division en classes disent les marxistes ? Non, mais bien division en groupes ethniques, bien et mal doués, en race intelligente et en race arriérée, *telle est l'origine politique et biologique de l'esclavage*.

C'est ce même processus de développement que nous constatons encore chaque jour chez les peuples dits primitifs et qui ne sont qu'inférieurs, de l'Afrique, de l'Asie, ou d'un certain nombre d'autres régions du globe.

Pourtant, comme il glisse Lénine sur les points délicats de l'histoire :

> "Cette forme, écrit-il, fut suivie dans l'histoire par une autre formule, le servage. L'esclavage, en évoluant, se transforme dans l'énorme majorité des pays en servage."

"En évoluant", dit Lénine ! Que voilà donc une "évolution" qui nous semble curieuse sous sa plume plus habituée à écrire "révolution".

Lénine nous a appris que l'évolution est une suite de révolutions et nous voulons croire qu'aussi l'esclavage a "évolué" par la force, par les armes et le sang.

Il en est bien ainsi en effet. Que ce soient les Ilotes de Sparte, ou les serfs de notre Moyen-Âge, quels sont les hommes que leur travail et leurs seigneurs attachent à la terre ?

À Sparte, les anciens habitants du pays, *les peuples conquis* par les envahisseurs doriens qui dominèrent la Cité, reçoivent, des conquérants, des lois et des maîtres. Couche économique soit, mais race inférieure, race vaincue, *avant* d'être classe inférieure.

Au Moyen-Âge, dans notre France, est-ce différent ? Les conquérants francs, par la conquête, ont montré la supériorité de leurs armes et de leur technique, leur meilleure organisation, leur prééminence physique. Les conquis ne sont pas tués mais réduits au servage a propriété de la terre leur est retirée par droit de conquête. On leur permet seulement d'y vivre et d'y travailler en échange de certaines taxes. Ainsi apparaît le serf.

Quand, plus près de nous enfin, les Normands s'emparent de l'Angleterre et exproprient les Saxons dont ils se partagent les bonnes terres, le mécanisme n'est pas différent et nous voyons à nu, puisque c'est un fait historique proche de nous, la naissance du servage.

C'est ainsi aussi que nous découvrons qu'une fois de plus Lénine et les marxistes ont présenté des effets pour des causes et ont volontairement négligé la cause profonde de cette évolution.

Qu'il est donc facile ensuite de dire, comme le fait Lénine, que :

> "Ce groupe d'hommes, gouvernant les autres, *s'empare* toujours d'un certain instrument de contrainte, de la force physique, que cette contrainte se révèle sous l'aspect de la massue primitive ou, à l'époque de l'esclavage, sous l'aspect d'armes plus perfectionnées ou sous la forme des armes à feu apparues déjà au Moyen-Âge …"

Non ! Ils ne "s'emparent" pas de l'instrument de contrainte ;Non ! Ils ne "s'emparent" pas des armes, mais, face à ceux qui sont incapables de les concevoir et de les forger, *eux les créent* et ce n'est pas la possession de l'instrument mais la création, l'aptitude à la création de cet instrument qui en font les maîtres et les conquérants, qui font que, de race inférieure, les conquis deviennent classe dominée.

L'État n'est pas, ne fut jamais "une machine faite pour maintenir la domination d'une classe sur une autre", *mais l'organisme* d'administration et de sauvegarde d'une couche ethnique supérieure de conquérants et de civilisateurs face à la race arriérée conquise.

Quelle que fût, par ailleurs, la forme que pût prendre l'État, aristocratique, démocratique, monarchique, ou autre, il n'en était pas moins le moyen de domination de conquérants sur conquis, de civilisateurs sur moins civilisés, le moyen de défense d'une minorité supérieure opposée à une masse inférieure. Là, et là seulement, est sa vraie définition !

DE SPARTACUS AU SOCIALISME

J'ai indiqué par ailleurs quel est le rôle de l'État et le processus de sa formation. Organe de domination de la race conquérante sur la race conquise, organe de défense de la minorité conquérante et civilisatrice contre la majorité conquise et arriérée. S'il en était besoin, en voici de nouvelles preuves :

Il est caractéristique que toutes les révoltes, tous les soulèvements sociaux, toutes les guerres civiles, aient été déclenchés non, comme l'affirment Marx et Lénine, au nom de la liberté, mais bien au nom de l'égalité.

C'est faussement que Lénine écrit :

> "Pour comprendre la lutte engagée contre le capital mondial, pour saisir l'essence de l'État capitaliste, il faut se rappeler que l'État capitaliste était entré en guerre contre le féodalisme au nom de la liberté."

C'est faussement encore qu'à un autre moment il cite l'exemple de Spartacus et qu'il affirme que les luttes serviles se livraient au nom de la liberté.

Prenons ce dernier cas. Deux facteurs essentiels sont à la base de la guerre des esclaves de Spartacus :

1. — Le désir, pour les esclaves, de reconquérir *un rang* qu'ils avaient perdu à cause de la défaite et de l'esclavage, c'est-à-dire la revendication de "l'égalité de droits" avec les maîtres, avec les citoyens de Rome
2. — La corruption matérielle, morale et physique des citoyens romains qui, en les discréditant et en les abaissant aux yeux des esclaves, en faisait, pour ces derniers, des égaux.

Aussi longtemps que leur rude vertu, leur santé physique, leur valeur militaire, les avaient faits visiblement supérieurs au peuple conquis et, par suite, aux esclaves, il y eut peu ou pas de guerres civiles. Du jour, au contraire, où les citoyens romains descendirent dans l'arène aux côtés des gladiateurs, du jour où, publiquement, leurs vices et leur paresse les firent semblables ou inférieurs aux esclaves du cirque, du jour où les esclaves et les affranchis les remplacèrent au combat et dans l'armée, de ce jour devait naître la revendication de "l'égalité".

Le processus de développement des révolutions démocratiques modernes n'est pas, dans son essence, très différent des guerres serviles quand elles se déclenchèrent contre le féodalisme. Le mot d'ordre de "liberté" n'est apparu que comme le corollaire du mot d'ordre d'"égalité". Le premier geste de toute révolution de ce type a été, non de proclamer la "liberté" d'abord, mais bien "l'abolition des privilèges", "l'égalité de droits".

Mais comment cela est-il venu ? Là encore, la dégénérescence progressive de la "noblesse" en était la cause profonde.

A l'origine, la noblesse était composée seulement de conquérants francs et de leurs descendants. D'une part, cette noblesse commença peu à peu de dégénérer ; d'autre part, l'ennoblissement progressif d'un grand nombre de bourgeois issus des couches sociales primitivement conquises, la sélection approximative des meilleurs éléments des couches inférieures, rendit, peu à peu, effective l'égalité, avant même qu'elle ne soit revendiquée.

La revendication de l'égalité ne fut donc que ce qu'on appelle la légalisation d'un état de fait préexistant. De même, la révolte de Spartacus et la création d'un État servile dans le Sud de l'Italie sous sa direction, n'étaient que la consécration d'une égalité apparente préexistante.

Puis, ce que ne voit pas Lénine, ce qu'il ne veut pas voir, c'est que cette révolution politique de l'égalité n'a pas une cause économique et, pour employer son langage, une cause de classe. "L'inégalité" ayant eu une origine ethnique et, le nivellement racial s'étant fait progressivement pour certaines couches, l'égalité existait déjà et devait seulement être officiellement constatée. C'était le rôle de la révolution démocratique.

En réalité, ce qui faisait la supériorité de la noblesse sur la couche évoluée de la bourgeoisie, n'existait plus. Ni physiquement, ni moralement, il n'y avait plus de différence entre le bourgeois et le gentilhomme, sinon une distinction toute artificielle et superficielle : Le titre.

Le mot d'ordre de "l'égalité" n'eût pu se concevoir au Moyen-Âge entre le Chevalier retour de la Croisade et le boutiquier. L'inégalité de leurs aptitudes était trop évidente encore, bien que leurs richesses et les moyens de production aient, dès lors, appartenu autant aux uns qu'aux autres. La différenciation n'était donc pas, comme le prétendent les marxistes, d'origine économique, mais bien d'origine ethnique.

On peut donc poser une question plus précise. Dès lors que l'on a admis que l'égalité préexistait et que la révolution démocratique n'a fait que légaliser un état de fait, on peut se demander si le nivellement était dû plus à la dégénérescence de la noblesse primitivement conquérante qu'à l'élévation du niveau des couches sociales antérieurement conquises. Aux deux, sans aucun doute, mais la réputation des féodaux est suffisamment établie pour qu'on puisse penser qu'il était dû surtout à la dégénérescence de la noblesse.

Nous laisserons le soin aux admirateurs du temps passé de se lamenter sur le fait que le nivellement général se soit fait sans doute au niveau le plus bas. Cela, pour nous, est déjà un fait du passé. Nous avons à agir sur une situation réelle de fait. Dans chaque pays, une véritable égalisation, une véritable fusion, s'est produite au cours des derniers siècles. La différenciation entre nobles, bourgeois et prolétaires n'est plus qu'une tradition ou qu'un mot, la concurrence désormais joue sur un autre plan :

1. — L'inégalité joue de nation à nation et les nations, les peuples les mieux doués et *qui le resteront*, sont appelés à dominer les autres.
2. — L'État, dans la situation présente, et pour répondre à ses besoins et à ses devoirs, représentera de plus en plus non des "classes" mais l'ensemble du peuple.
3. — L'État devra, pour remplir son rôle, être un instrument de domination et de protection *au service* du peuple qu'il représentera et, par suite, il devra, en même temps, veiller à l'élimination de tous les facteurs d'affaiblissement physique et moral

dans le peuple, à la transformation et à l'élévation continue du peuple qu'il aura à représenter et à défendre. Il aura pour but de faire du peuple tout entier une élite ethnique sur le plan international.

4. — L'État protégera le peuple également contre toute atteinte extérieure touchant son existence et son indépendance.
5. — Dans la mesure où les intérêts du peuple et de l'État se confondront de plus en plus, l'État pourra cesser, pour devenir organisme d'administration, mandataire du peuple entier, d'exister sur le plan intérieur en tant que pouvoir de domination et d'oppression et, ainsi, le fameux "dépérissement de l'État", dont les marxistes se sont gargarisés et dont les socialistes ont toujours eu le désir, deviendra une réalité.

C'est ainsi, et c'est ainsi seulement, que le nationalisme et le socialisme, ayant été réellement réconciliés et fondus en une seule conception, et en une seule réalisation, le pouvoir cessera d'être démagogique pour être vraiment démocratique.

IRRESPONSABILITÉ D'ÉTAT

Depuis le cri des rois absolus : "l'État, c'est moi", on a fait quelques progrès : L'État, ce n'est personne mais ceux qui, anonymement, constituent l'État aveugle et irresponsable, ont le sentiment et le désir de travailler uniquement pour eux-mêmes.

Pour les rois absolus, il s'agissait auparavant de s'identifier aux besoins de l'État. Pour les gouvernements modernes, il suffit de soumettre l'État — et le peuple qu'ils lui subordonnent — à leurs appétits.

Naturellement, il se trouve que ces appétits sont aussi le plus souvent ceux du capital international et qu'un esprit superficiel en tire la définition marxiste de "l'État de classe".

Pourtant, le nivellement social, et la réalité de plus en plus visible d'une solidarité profonde des intérêts de tous les membres de chaque nation, démontrent que si l'État est un instrument de domination, il doit cesser d'être l'instrument de domination sur le peuple pour devenir l'instrument de domination d'un peuple sur un autre peuple. En même temps, il devient l'instrument de défense d'un peuple pour lui-même. Chaque groupe populaire pose, dès lors, la question de sa propre indépendance, en même temps que la question de sa participation intégrale à l'État. Désormais, la notion d'unité du peuple, et la notion d'indépendance, se posent conjointement, et l'État n'est vraiment dans son rôle que s'il représente et réalise l'unité et la participation de tout le peuple lorsqu'il est son expression intégrale.

En Europe, la notion marxiste de l'État de classe se trouve encore dépassée pour une autre raison :

Ce sont des peuples entiers qui sont devenus des peuples prolétariens, même si une certaine différenciation sociale subsiste au sein de chacun d'eux.

Le rôle des peuples européens dans l'économie mondiale en fait de véritables "peuples-classes".

Dans l'Europe prolétarisée, un processus de sélection et de hiérarchisation, une véritable compétition est ouverte pour réorganiser le continent et sauvegarder la culture traditionnelle qu'il représente, face aux grands blocs capitalistes d'importance mondiale : Capitaliste d'État en URSS, capitaliste technocratique aux U.S.A.

Seul l'État qui, le premier, réalisera l'unité socialiste de son peuple, c'est-à-dire seul l'État qui s'identifiera totalement aux intérêts fondamentaux de son peuple dans tous les domaines, seul cet État risquera de devenir le moteur de la nouvelle unité européenne sur une base socialiste. Seul, il sera garant du progrès car il n'est pas possible de ne pas voir, dans les conflits gigantesques actuels, la continuation des luttes qui, depuis l'origine de l'humanité, opposent les groupes ethniques aux groupes ethniques.

UN RAPPEL

Écrivant sur le programme de la première Internationale, l'Allemand Engels disait qu'elle avait pour but "de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique". Si nous laissons pour le moment de côté l'internationalisme très imprécis que cette phrase sous-entendait, nous pourrons toutefois remarquer qu'Engels ne parlait ici aucunement de l'Asie ou de l'Afrique. Nous objectera-t-on que cette omission tient à ce que ces deux importantes parties du monde n'y comptaient pas de représentant ? — C'est là une bien mauvaise raison pour des gens qui dès lors se disaient internationalistes. Engels, avons-nous vu, présentait alors le programme de l'Internationale et, par suite, si, dès le début, ces deux régions du monde n'avaient pas de représentant, il pouvait être prévu d'en trouver pour l'avenir. Ne serait-ce point plutôt que les socialistes de l'époque avaient encore, du socialisme, une idée assez précise pour admettre sans effort que les peuples arriérés ne peuvent ni le concevoir ni le réaliser vraiment ?

Quoi qu'il en soit, l'Internationale entendait alors grouper "en une immense armée" non pas les peuples du monde entier comme devaient plus tard le proclamer les sections de III^e^ Internationale, mais seulement les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique.

Quelle est la raison profonde de ce silence étrange et de cette restriction véritable ? Engels avait, devant lui, des socialistes attachés encore à leurs traditions nationales et à leur dignité d'hommes blancs. Ils pouvaient parfois, et du bout des lèvres, faire des déclarations de principes au sujet des hommes de couleur et des "bons sauvages" ; Ils préféraient les tenir à distance. De plus, que ce soit dans la colonisation ou dans l'émancipation, ils entendaient que seuls les hommes blancs étaient capables de coloniser et d'émanciper.

La deuxième Internationale, d'abord, mais surtout la troisième, ont rattrapé ce retard (du moins en paroles) bien que les masses qui les suivent aient spontanément trouvé dans leur bon sens des réactions plus saines. Leur saine répulsion au *contact de certaines peaux* est la meilleure des réponses à l'attitude de leurs chefs. Les traditions du socialisme français, pionnier du socialisme européen, sont très nettes à ce sujet et il fallut tous les efforts de la propagande fallacieuse des tenants de la révolution russe pour faire, un peu, oublier l'inégalité des races et l'horreur native de certains contacts contre nature.

Bien plus, dans les pays où les tenants du Guépéou sont peu nombreux, la classe ouvrière et les syndicalistes en particulier ont une attitude normale de ségrégation.

Pour nous, enfin, fidèles à la première déclaration des socialistes réunis dans la première Internationale, nous réservons aux seuls peuples de l'Europe et de l'Amérique la capacité de diriger la révolution socialiste et de la réaliser vraiment. L'expérience soviétique, où les

peuples de l'Asie, où les mongoloïdes ont été admis à diriger avec des hommes de couleur, rebut de tout l'Univers, les destinées de la révolution, ne peut que nous confirmer dans cette détermination.

J'entends l'indignation fuser dans certains milieux. Vous voulez donc imiter les ouvriers des États-Unis qui refusent d'admettre les nègres dans leurs syndicats ? Oui, en effet, très sincèrement, c'est bien ce que nous conseillons de faire. Avec vous tous, nous pouvons penser que, parfois, ils usent de méthodes qui ne sont pas souhaitables et nous ne croyons pas que la corde et le pétrole soient les meilleures armes du socialisme. La défense des blancs, et de leur civilisation, peut passer par d'autres routes. Nous avons à défendre les noirs contre toute dégradation et contre toute brimade. De même que nous nous indignons de voir un charretier frapper son cheval et le traiter brutalement, il nous déplaît de voir maltraiter les noirs. Mais, de là à en faire des électeurs ailleurs que chez eux, il y a toute une gamme de nuances. Avant surtout de les défendre eux, nous tenons à protéger et défendre les hommes de notre sang, les hommes de la race blanche, si faible numériquement et dont le passé nous montre qu'elle est seule créatrice.

Nous n'admettons pas qu'ils soient tenus pour égaux, non par une réaction sentimentale étroite que l'on peut reprocher aux Américains, mais parce que, scientifiquement, nous trouvons qu'ils ne le sont point. Nous ne tenons pas pour possible d'accepter entre eux et nous le mélange des sangs que quelques-uns admettraient facilement ou iraient même jusqu'à recommander.

Le développement et l'émancipation des peuples colonisés ? Oui, mais sur la base de leurs traditions et de leurs caractéristiques raciales. Ils sont aussi inaptes à recevoir notre civilisation que nous à nous adapter à la leur. Et qu'on ne nous objecte pas qu'à notre contact ils ont fourni des "intellectuels". À notre contact aussi, les perroquets ont appris à parler et les singes à répéter certains gestes. Ont-ils donné quelque chose de nouveau ? Non, et du tam-tam de la brousse, par le détour des Universités, ils sont vite retournés au Jazz de Harlem. Du sorcier de la forêt vierge, ils se sont précipités derrière le "Father Divine". Quant à la poésie nègre, nous remercions Cedar Senghor d'en avoir fait un produit purement nègre inassimilable pour nous, même en langue apparemment française, mais valable sans doute pour eux.

Qui donc, dans ces conditions, pourrait croire que nous puissions défendre les mêmes principes et les mêmes conceptions ? Seuls ceux qui, en admettant qu'ils fussent honnêtes, n'ont regardé le problème que superficiellement et non scientifiquement.

Peut-être faut-il voir dans l'attitude de la première Internationale et d'Engels la preuve qu'ils avaient bien compris, comme nous, cette question des races, en rapport avec le socialisme.

Le première Internationale, pleine encore des conceptions de dignité du socialisme européen traditionnel, l'avait justement établi. Engels malgré sa collaboration avec l'Asiate Marx, ni n'avait perdu contact avec la réalité vivante, ni n'avait complètement rompu avec les manières de penser du socialisme européen. Il constatait que la situation du prolétariat européen était misérable et il voulait le grouper en "une immense armée de la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique". Maintenant, ce ne sont plus seulement les ouvriers qui, en Europe, ont droit à ce titre de prolétaires, mais des peuples et nations entiers qui, de moins en moins, peuvent disposer des moyens de production que leur a arrachés ou détruits le grand capitalisme international.

En conformité de l'appel de Frédéric Engels, doivent s'unir les nations prolétariennes d'Europe pour la défense de leur droit à la vie. Alors, la classe ouvrière des États-Unis, les nations prolétariennes de l'Amérique du Sud, qui ont un même adversaire — le capital international — constitueront, s'ils le veulent, la "grande armée" dont parlait le théoricien socialiste.

Le mérite de notre socialisme aura, de son côté, été de voir quelles tâches reviennent réellement aux classes travailleuses du monde, dans la lutte universelle actuelle, et de demeurer dans la tradition du socialisme occidental qui a précisément vu le jour dans notre pays.

Une fois de plus, la race blanche en retrouvant le chemin de ses vertus, aura aussi trouvé la route de sa libération et du progrès dans le cadre du développement humain en général. En rendant les hommes de couleur à leurs traditions, elle aura contribué aussi à les libérer.

ENTRE LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION

À travers le pays, une révolution se développe qui entraîne le heurt entre l'idéologie socialiste véritable et le marxisme. Il ne nous suffit pas, en effet, qu'on nous dise que le marxisme est une forme de socialisme pour que nous l'acceptions sans discussion. Il nous est d'ailleurs facile de montrer que l'opposition principielle est profonde entre les théories traditionnelles du socialisme français et le marxisme. Pour nous, les vrais représentants du socialisme sont Babeuf, Saint-Simon, Blanqui, Vallès, et tous ceux que, trop rapidement à notre gré, les "socialistes" ont convenu d'appeler les "utopistes".

La révolution socialiste, fidèle aux traditions que nous voulons et prétendons représenter, devra, pour triompher enfin, constituer le véritable parti révolutionnaire, le parti socialiste d'un type nouveau, qui conduira les larges masses du peuple au combat et à la victoire.

La révolution de ce type, éclipsée durant trop d'années par 'le triomphe de l'absolutisme soviétique, est née à nouveau du jour où un gouvernement composé surtout d'étrangers à la France et à l'Europe a jeté de nouveau notre pays dans la guerre.

La préparation de cette guerre a été elle-même systématique et, pourrait-on dire, scientifiquement menée de 1934 à 1939. C'est pourquoi, ce sont les quelques hommes qui, dès 1934, puis à partir de 1939, ont mis à découvert le complot permanent contre le peuple de notre pays, qui devront se trouver à l'avant-garde de la renaissance socialiste.

Dès 1934, il était devenu évident, pour les militants avertis, que jamais le soviétisme stalinien ne laisserait s'établir en Europe un état qui, présentant une autre formule socialiste, pourrait rapidement représenter pour lui une menace. Il ne voulait pas voir non plus se dresser un obstacle à sa volonté impérialiste.

Dans son activité de désagrégation des différents états nationaux de l'Europe et du monde, il y avait la volonté arrêtée de préparer une expansion impérialiste ultérieure prévue et organisée de longue date.

Quand on parle de l'impérialisme soviétique, on n'a en vue le plus souvent que la façon dont l'URSS s'est emparée de ses premières proies orientales : Mongolie, Géorgie, Turkestan, et, plus près de nous, Finlande, Pays Baltes, Pologne. Il a cependant l'Atlantique au moins pour objectif réel.

Manouilski nous a dit et répété qu'il n'y a d'impérialisme que dans le capitalisme et

que, par suite, les guerres de conquêtes du soviétisme ne sont pas impérialistes. Nous ne voulons pas accepter de jouer avec lui sur les mots. Le marxisme, et nous le démontrons, est une maladie du socialisme, la dernière étape du capitalisme pourrissant, ainsi que nous le constatons chaque jour dans sa seule réalisation "valable", l'URSS. Il nous semble donc normal que cette forme de capitalisme ait aussi adopté les formules et les méthodes de l'impérialisme le plus vulgaire. La France et l'Europe ont été par lui placées devant le dilemme le plus angoissant : Ou se laisser subjuguer par les troupes mongoles de Staline, ou mener à l'intérieur un combat acharné pour se libérer du chancre stalinien qui divise le peuple et affaiblit le pays.

Sous couvert de dénoncer le péril fasciste, ils ont accoutumé les masses du peuple et particulièrement les couches ouvrières à considérer comme adversaires tous ceux qui ne sont pas domestiqués par Moscou, surtout si ceux-là se montrent d'actifs défenseurs du peuple. Le qualificatif de "vipère lubrique" n'est pas seulement un qualificatif destiné à l'usage interne soviétique mais aussi à tous ceux qui se réclament du soviétisme pour l'opposer à quiconque n'est pas d'obédience stalinienne stricte.

Le grand art a consisté à faire passer pour ennemi du progrès quiconque ne se soumettait pas à leurs décrets ; À travestir en ennemis de la classe ouvrière ceux qui, précisément, la défendaient le mieux contre le capital, que ce soit sous sa forme occidentale ou sous sa forme stalinienne.

Il n'a jamais, en effet, été dans notre esprit de nier la nécessité d'une défense ouvrière et d'une défense du peuple en général. Il est encore moins dans notre esprit de nous y opposer. Socialistes, nous voyons dans le stalinisme le contraire de ce que souhaitent tous les socialistes depuis un siècle et plus. Le stalinisme n'est qu'une forme capitaliste d'exploitation qui laisse loin derrière tout ce qu'a pu nous montrer jusqu'à ce jour le capitalisme sous sa forme libérale.

Nous considérons également par ailleurs que la lutte des classes est, non pas un phénomène permanent et éternel comme le prétendent si ardemment les marxistes, mais qu'elle n'est qu'une crise de croissance sociale due à un développement brusque et imprévu de la technique. La lutte de classes a été un réflexe de défense de la classe ouvrière qui correspond au développement du capitalisme libéral, c'est-à-dire, dans le temps, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci. Encore une fois, ce n'est pas une loi naturelle et éternelle. Il appartient aux socialistes authentiques de surmonter cette crise de croissance en conduisant la technique au terme de son développement normal, qui est la création et l'établissement d'une économie équilibrée et planifiée, en raison du rapport existant entre moyens de production et besoins de la société *entière*.

D'autre part, le fait qu'il ait été permis à chacun, durant toute l'ère du libéralisme, de disposer de son capital à son gré, alors que venu du peuple, il eût dû rester au service de la communauté populaire, a pu créer une illusion de lutte internationale et de solidarité internationale, capitalistes et ouvrières.

On a seulement évité de remarquer que le capitaliste place son capital *aussi* contre son propre pays, non en vertu d'une prétendue solidarité internationale capitaliste, mais bien en vertu d'un manque absolu de solidarité, en vertu d'un égoïsme absolu, d'un individualisme étroit.

C'était donc une simple falsification des faits qui pouvait mener le marxiste à appeler cet individualisme forcené "internationalisme capitaliste". C'était une autre falsification qui

devait l'amener à y opposer l'internationalisme prolétarien. Or, les ouvriers d'un pays ne se sentent pas plus liés aux ouvriers du pays voisin que les capitalistes aux capitalistes étrangers. Dans leur cas, d'ailleurs, on n'aurait pas, non plus, pu parler d'intérêts communs, l'intérêt réel d'un prolétariat étant surtout que le pays voisin soit ruiné — donc que son prolétariat y soit réduit à la misère — afin d'y écouler la marchandise nationale et de se garantir par là une certaine stabilité dans le travail et une aisance relative. On voit ainsi ouvriers scandinaves et australiens s'opposer violemment à la venue de "frères de classes" dans les pays qu'ils administrent, pour maintenir leur niveau économique.

Par contre, le marxisme a emprunté aux théoriciens de la bourgeoisie la notion sentimentale et scientifiquement fausse de l'égalité entre les hommes et entre les races. Cela fait que, pendant qu'on prêche la solidarité internationale dans l'égalité des races comme manifestation de la lutte des classes, on excite à la haine et au déchirement entre membres d'un même peuple et d'une même race dont, cependant, en fin de compte, les intérêts fondamentaux sont les mêmes.

C'est pourquoi, en pratique, le marxisme lutte la main dans la main avec le capital, à condition toutefois qu'il ne soit pas le capital de son propre pays. En fin de compte, son véritable mot d'ordre n'est pas "À bas le capital", mais "À bas le capital du pays que nous habitons". Avant que Lénine ait réalisé "sa" révolution, il a su recevoir l'aide tantôt du capitalisme allemand, tantôt du capitalisme anglais ou américain. En fait, son alliance était toujours prête avec la Banque internationale, sous le prétexte d'un pragmatisme adroit, mais en oubliant que la Banque Internationale ne prête jamais gratis.

Pour s'être un peu modifiée après la prise du pouvoir, la méthode est cependant demeurée, à peu de choses près, ressemblante. Il est certain, pour n'importe quel socialiste conséquent, que l'URSS, pour avoir instauré un capitalisme d'État à la place du capitalisme privé, n'en a pas pour cela modifié la structure profonde de l'État et, surtout, pas supprimé l'exploitation du travailleur russe. Le fait que l'État marxiste soit capable de modifier sa politique ouvrière à l'extérieur, démontre qu'il est toujours prêt aussi à passer au service de l'un ou de l'autre des grands États impérialistes en lutte.

Le marxiste lutte donc la main dans la main avec le grand capital bancaire et avec les grands impérialistes, à condition toutefois qu'ils soient ennemis de leur propre pays. Seule une alliance, d'ailleurs toute momentanée, de leur propre pays avec l'URSS, peut les amener provisoirement à devenir "patriotes" et nationalistes.

Face à cette falsification, le socialisme est, à nos yeux, une conception de l'esprit de communauté, en premier lieu national, *en second lieu seulement*, international. Encore est-il que l'internationalisme est *un problème de gouvernement* et non pas un problème de masse. Seul le gouvernement qui est en possession de tous les rapports et renseignements sur les pays voisins et étrangers en général, est en état de définir si l'intérêt du peuple est de conclure telle ou telle alliance, tel ou tel rapprochement avec d'autres peuples. Encore faut-il, pour cela, posséder un gouvernement qui soit véritablement national et véritablement mandataire des intérêts du peuple.

Nul ne peut douter de la volonté de paix profonde de chaque peuple mais il ne faut pas que cette volonté serve à l'amoindrir et soit le prétexte à toutes les capitulations même contre les intérêts du peuple. Nous ne devons pas laisser fausser plus longtemps ces notions les plus élémentaires ; C'est pourquoi, nous appelons à retrouver les traditions du socialisme véritable dont notre pays fut le berceau.

ET MAINTENANT ?

Le programme simple et dur, l'attitude, que d'aucuns trouveront sectaire et étroite, devront, s'ils veulent marquer une empreinte profonde autour de nous, faire de nous les hommes d'une seule idée. Laissons nos adversaires platement attelés à la charrue démocratique s'indigner de cette prétention. Oui, nous voulons être, nous nous honorons d'être des sectaires, des partisans, des fanatiques. Nous avons reconnu que, dans un monde où l'anarchie, la décadence, la dégénérescence triomphent, il fallait que l'effort résolu d'un petit groupe dresse des valeurs nouvelles. Nous avons découvert les valeurs nouvelles qui sont, en même temps, des valeurs très anciennes, négligées, oubliées, méprisées, quand elles ne sont pas simplement proclamées nocives. Ces valeurs ont noms : *Unité, Autorité, Responsabilité*.

On pourra, contre nous, hurler au fanatisme et à la vue étroite. Ce nous sera comme un baume et une certitude qu'ils nous verseront avec leurs cris de haine. Une seule idée avons-nous dit ? Oui, et cette idée unique pourra et devra prendre les formes successives qui la feront chatoyer aux yeux de notre peuple. Sous ses formes multiples, on pourra parfois la croire estompée, amoindrie, disparue même, mais, toujours, il faudra que nos adversaires sachent qu'elle n'a pris une forme nouvelle que pour disposer aussi d'un pouvoir nouveau. Plaisantez donc notre pauvreté d'esprit qui ne veut, ou qui ne peut, dites-vous, concevoir qu'une idée, une seule idée ! Plaisantez, vous qui avez l'esprit brillant et qui, cependant, n'êtes que les avocats éternellement plaidant d'une cause perdue ! Plaisantez de ce qui vous semble être échec, recul, ou impossibilité. Vous avez, vous, trop d'idées ! Nous vous les abandonnons.

Nous détournerons l'échec de nous parce que nous l'ignorerons, parce que notre volonté, pour notre idée, nous conduit en un recommencement infatigable. Nous ignorons le découragement. Nous ignorons la fatigue parce que nous avons décidé de ne pas les entendre ; C'est pourquoi, l'échec ne peut nous atteindre. Seules les doctrines que la force et la persécution ont atteintes, que leurs adversaires ont cru mortes à jamais, au contraire, ont puisé leur vie dans les cendres et dans le sang de leurs combattants ; Seules ces doctrines peuvent survivre.

Ils ont ricané, ceux qui ont brûlé les hérétiques ; Mais l'hérésie a poussé du sang des martyrs.

Nous serons les hommes d'une seule idée qui proclamerons l'unité du peuple, l'autorité du Parti, la responsabilité du chef. Nous serons les hommes d'une seule idée parce que nous sommes les fils d'une race qui ne veut pas périr arce que l'idée est seulement la volonté, pour elle, de ne pas périr. Or, celui qui ose le combat n'est jamais totalement vaincu.

Fanatiques, étroits, partisans ! Oui, nous le serons, et nous le voulons être ; Nous le

serons d'autant plus que notre peuple et notre race seront plus menacés, que, pour les avoir avertis, nous serons plus pourchassés ! Nous le serons d'autant plus que nous verrons un peu plus chaque jour déferler sur notre terre et tenter d'étouffer notre civilisation, toute la bestialité des races inférieures. Nous le serons d'autant plus que, dans notre peuple même, se manifesteront plus le découragement, la crainte, l'esprit de capitulation !

Fanatiques, étroits, partisans ! Oui, aussi longtemps que, dans nos États, régneront le capital international et la masse des sous-hommes. Aussi longtemps que les agents des États étrangers tenteront de nous imposer des disciplines qui ne nous feraient que la vie intenable. Aussi longtemps que, dans une débauche sanglante, les rouges de Staline, les noirs de Rome, les kakis de Washington, tenteront de se partager les dépouilles de notre continent et de notre race, de notre race blanche qui ne veut devenir ni noire, ni rouge, ni kaki.

Fanatiques, étroits, partisans ! Oui, jusqu'au jour où, sur notre peuple libéré, sur notre socialisme triomphant, se lèvera l'aube de la résurrection. Mais, en attendant, les yeux clos devant toute menace ou toute réalité qui ne serait pas la nôtre, les dents serrées, les poings fermés, nous rendrons pour chaque coup un coup, pour un oeil les deux yeux, pour une dent, la gueule !

— "As-tu engagé le combat, camarade, parce que tu voulais être victorieux ou parce que ce but était le tien ?" —Là est toute la question de la dignité du militant dans la lutte.

Celui qui a tout quitté et celui qui a tout accepté et celui qui a tout risqué parce que le but lui paraissait digne de tout abandon, de tout risque, et de tout effort, celui-là, jamais, ne sera totalement vaincu.

Toutes les batailles sont faites d'échecs et de victoires. Celui qui n'accepterait pas d'être battu parfois pour atteindre à la victoire, celui-là ne serait digne du combat ni de la victoire. Chaque échec pourra et devra, à celui qui ne doute pas, être une manifestation de force et de dignité, atteindre à la valeur d'un exercice sur la route de la victoire et, suivant l'immortelle phrase du Nietzsche "*chaque coup qui ne nous fera pas périr nous rendra plus fort*".

Chacun sait, en engageant sa force et sa volonté dans la lutte pour le socialisme, pour son peuple et pour son sol, que cent défaites devront préparer l'unique victoire finale. Il nous plaît de laisser en route ceux qui n'ont pas la force ou l'énergie morale de nous suivre jusqu'au bout, ceux qui veulent jouir de leur petite vie actuelle même si elle est étroite, mesquine et rampante, ceux qui préfèrent les aises au danger.

Il nous plaît de les voir abandonner le socialisme à chaque tournant de la route car si nous avons su choisir nos adversaires nous voulons aussi sélectionner nos amis.

La victoire immédiate ou la victoire lointaine ? Ce sont des distinctions que nous ne faisons pas car la victoire a pour nous le même visage quand elle est proche ou quand elle est lointaine. La victoire, dans notre esprit, a le visage que nous lui avons pétri de nos mains et de notre volonté. La victoire, c'est le visage du but final, et elle est pétrie de mille défaites. En avant donc ! Il n'y a pas pour nous de défaites sans lendemain. L'échec du jour est gage du succès pour demain, la preuve que notre victoire est au bout.

Que les faibles se lamentent et qu'ils se rattachent à quelque espoir extérieur. Pour nous, il n'y a pas d'espoir hors de la vie, il n'est qu'une certitude : Le combat ; Qu'une volonté tendue dans une direction unique. Laissons aux faibles le recours à quelque sauveur suprême, hors du monde et de la vie.

Nous sommes, à nous-mêmes, nos sauveurs ; Nous briserons les dernières idoles com-

me les derniers obstacles sur notre route. Ce ne sont pas elles qui nous donneront la victoire mais bien notre volonté et notre effort, notre esprit de sacrifice et la clarté de notre regard.

Nous ne développerons cependant pas notre effort, nous ne déchaînerons pas notre volonté pour obtenir la victoire mais seulement pour combattre et pour marcher vers le but. Que nous importe la victoire ? C'est le sens de notre marche qui seul compte : Le sens du combat, le sens de la lutte. La victoire nous sera donnée par surcroît non pas comme un salaire mais comme une couronne.

C'est pourquoi, au début, je disais que nous n'avons pas commencé la lutte pour la victoire mais parce que notre combat était juste et que ce combat devait être engagé.

Nous sommes les porteurs de l'avenir, les porteurs du progrès, nous devons être les meilleurs de notre peuple. Que notre volonté, que notre pensée quotidienne, soit seulement une comme le peuple doit être un, comme la race doit être une et que soient écartés de notre route tous les prêcheurs de résignation. Que soient écartés de notre route tous les facteurs de dégénérescence. Que soient écartés de notre route tous ceux qui "veulent vivre" et qui n'osent ni ne savent conquérir leur droit à la vie.

En avant ! Nous savons le but ! Nous connaissons l'enjeu !

Nous avons accepté le sacrifice !

La couronne de la victoire nous sera donnée parce que nous aurons tendu toute notre force, bandé toute notre volonté et accepté toutes les charges d'une lutte incessante.

René BINET

TABLES DES MATIÈRES

Préface 7
Avertissement 9
L'homme ou la classe ? 11
Le stalinisme, capitalisme du XX^E siècle 15
Spartacus 19
Du fatalisme économique 21
L'homme et l'histoire 23
Le rôle de l'orthodoxie marxiste 27
L'idéalisme matérialiste 29
"Saint" Processus 33
Sur la liberté 37
Sur l'égalité 41
Le facteur biologique 45
La réalité ethnique 47
Ce que Marx négligeait 49
L'expropriation collective 55
L'hypothèque imprévue 59
La protection du travail 61
Le travail-marchandise 63
Le contrat de travail soviétique 67
Le progrès technique 69
Vers l'unité du peuple 71
L'état léniniste 77
De Spartacus au socialisme 81
Irresponsabilité d'état 85
Un rappel 87
Entre la guerre et la révolution 91
Et maintenant ? 95

achevé d'imprimer
en février 1978
sur les presses de
payette & simms inc.
à saint-lambert, p.q.

RENÉ BINET

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES
PSYCHOSOMATIQUES, BIOLOGIQUES ET RACIALES

AKADEMIE FÜR PSYCHOSOMATIK, BIOLOGIE UND RASSENKUNDE

Secrétariats:
– Europe et Afrique: Case Ville 2428, 1002 Lausanne, Suisse.
– Amérique et ailleurs: C.P. 303, succ. Youville,
Montréal, Canada H2P 2V5